

Radio libertaire,

le Monde libertaire

et la guerre du Golfe

L'année 2010 marquera le vingtième anniversaire de la guerre du Golfe ¹, celle de 1990-1991. Ceux qui ont vécu cette période se souviennent sans doute encore de l'ambiance qui régnait à cette époque. Les médias quasi unanimes avaient enfourché leurs chevaux de guerre et déversaient sur la population une propagande belliciste écœurante. La police exerçait une surveillance de tous les instants et harcelait littéralement quiconque avait le teint un peu basané. Les intellectuels avaient presque tous épousé les thèses du gouvernement et des médias. De pseudo-spécialistes se succédaient sur les écrans de télévision et dans les radios pour faire des analyses délirantes.

Il n'y avait alors pas beaucoup de voix pour s'élever contre cette guerre. Parmi elles, Radio Libertaire fut sans doute la plus importante. Elle fut alors un instrument incomparable de contre-propagande. C'est aussi pour lui rendre hommage, ainsi qu'à tous les militants qui se sont mobilisés, sur les ondes et sur le terrain, que nous proposons une édition des textes qui ont servi d'armature à l'émission « Les Chroniques du Nouvel ordre mondial », textes qui ont ensuite été publiés sous forme d'articles dans *le Monde libertaire*.

Vingt ans plus tard, on mesure à quel point certains de ces textes étaient peut-être un peu « gnan-gnans », ou se situaient dans une perspective erronée. Nous les assumons. Dans le feu de l'action, on n'avait pas toujours le temps de peaufiner ou de prendre du recul.

Pourtant, dans l'ensemble, ces émissions et ces articles reflètent une réelle volonté de prendre des distances avec l'hystérie belliciste qui régnait alors et de proposer des analyses dépassionnées sur les causes et les enjeux de la guerre.

R.B. , Novembre 2009

¹ Il y eut trois guerres du Golfe :

• Septembre 1980–août 1988 qui opposa l'Irak et l'Iran et qui fit environ un million de morts.

• 2 août 1990–février 1991 (17 janvier–3 mars 1991 pour les bombardements occidentaux proprement dits) qui opposa à l'Irak une coalition internationale à laquelle participa la France sous le mandat de François Mitterrand.

• 19 mars–1^{er} mai 2003 qui opposa une coalition réduite sous la conduite des Etats-Unis, sans participation française.

Introduction de 1993

Les textes rassemblés ici ne constituent pas l'ensemble de ceux qui ont été publiés par le *Monde Libertaire* sur la crise du Golfe à partir du début de la mise en place du blocus² ; ce sont des articles publiés et qui ont fait en même temps l'objet d'une émission sur Radio Libertaire, dans le cadre de l'émission « La Guerre qu'on voit danser... », puis dans « Les Chroniques du nouvel ordre mondial » qui lui a succédé³.

L'ordre de succession des articles dans cette brochure ne suit pas celui de la publication dans le *Monde Libertaire*, ni celui des émissions. Parfois, les articles sont parus d'abord dans le *Monde Libertaire*, puis ont fait l'objet d'une émission. D'autres fois, il s'agit de notes qui ont servi à une émission, et qui ont été utilisées pour faire un article.

Le texte des articles n'en a pas été modifié, bien que, en deux circonstances au moins, nous en ayons été bien tentés... Il nous a semblé cependant que nous nous devons aux lecteurs du *Monde Libertaire* et aux auditeurs de Radio Libertaire de leur présenter ces textes tels qu'ils sont parus, avec leurs erreurs ou leurs faiblesses.

En relisant ces articles, plus d'un an après la fin du conflit, il faut tenir compte qu'ils ont été écrits à la hâte, dans le feu de l'action. Notre intention était de proposer une autre lecture de la guerre, une analyse des conditions qui avaient présidé à son

² Le groupe Humeurs noires de Lille a rassemblé l'ensemble des articles du ML dans une brochure, qu'on peut se procurer à la librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

³ « La guerre qu'on voit danser... » a été hebdomadaire, le lundi de 14 à 16 heures pendant la durée des bombardements et pendant les mois qui ont suivi, puis est devenue quinzomadaire, le mardi de 18 h à 19 h 30 sous le titre de « Chroniques du nouvel ordre mondial » Le titre « La guerre qu'on voit danser » vient d'une affiche que la Fédération anarchiste a tirée à l'époque, avec le détournement du texte d'une chanson de Charles Trénet :

« La mer qu'on voit danser
Le long des golfes clairs
« A des reflets d'argent » ...

déclenchement. Nous avons voulu essayer de dévoiler le non-dit de ce conflit, ce que les médias et les autorités politiques cachaient, les intérêts en jeu. C'est pourquoi, sans tomber dans les positions caricaturales de ceux qui, sous prétexte que Saddam Hussein était devenu brusquement la cible des puissances impérialistes, avaient promu ce dernier au rang de combattant anti-impérialiste, nous avons tenté de montrer que les revendications de l'Irak étaient loin d'être dépourvues de légitimité. Dans une guerre, il y a deux camps, et lorsque des gens comme Bush, Thatcher et Mitterrand sont dans l'un des camps, on doit y aller prudemment avant d'avalier le matraquage médiatique sur la satanisation de l'autre camp...

Par les appels téléphoniques que nous recevions, nous avons constaté qu'à certains égards la guerre du Golfe a provoqué les mêmes effets que l'affaire Dreyfus : la division des familles entre partisans et opposants, d'âpres disputes et parfois des dissensions définitives. Nombreux sont ceux qui se sont définitivement coupés d'amis jusqu'alors proches. Ceux qui refusaient le discours dominant se sentaient terriblement isolés. Radio Libertaire a été pour beaucoup de ceux-là une voix qui brisait cet isolement.

La guerre a été une charnière importante dans l'évolution des rapports que la radio entretient avec ses auditeurs ; « quelque chose » de surprenant s'est passé, une véritable relation s'est créée pendant plusieurs semaines entre les auditeurs et la radio. Nous avons gagné, je pense, un crédit de sympathie auprès de gens qui, en d'autres circonstances, n'auraient jamais écouté Radio Libertaire : tous ceux, toutes celles, *quelles que soient leurs origines*, qui ne se reconnaissaient pas dans le discours médiatique dominant et qui se sont littéralement réfugiés sur notre longueur d'onde : beaucoup de femmes, et en particulier des maghrébines ; des immigrés ; des Beurs et nombre de ressortissants arabes du Proche-Orient. C'est là quelque chose dont il n'est peut-être pas inutile de raconter, ne serait-ce que sommairement, l'histoire.

Radio libertaire pendant la guerre

Dès le lendemain des bombardements sur l'Irak, le secrétariat de la radio décida qu'il fallait se mobiliser. Par circulaire, les 180 responsables d'émissions furent informés que si les émissions habituelles (qui sont loin d'être toutes politiques), continuaient normalement, ils devaient céder la place, lorsque cela était nécessaire, à des flashes d'information ou à des communiqués. Des équipes de camarades se relayaient dans le studio, avec pour consigne d'intervenir régulièrement pour condamner l'intervention militaire, donner des informations sur les réactions contre la guerre, présenter des analyses.

Le secrétariat de la radio a affiché dans le studio une consigne invitant à ne pas faire d'appel direct à la désertion, mais informant qu'il n'était pas illégal de passer des chansons antimilitaristes ou de lire des textes tirés de livres et de journaux. Cette attitude a été motivée par le choix de ne pas risquer inutilement l'interdiction. Certains ont critiqué cette prudence. Elle était pourtant justifiée, car nous avons appris par la suite que des radios de la bande FM, et particulièrement des radios associatives maghrébines, avaient reçu des menaces parfaitement explicites des autorités, et avaient été invitées à se « tenir tranquilles ». Risquer l'interdiction pour appeler à la désertion des soldats qui étaient volontaires pour partir, et qui de toute façon ne nous captaient pas, était ridicule lorsqu'on pense que par ailleurs des milliers d'auditeurs se sont littéralement accrochés à Radio Libertaire parce que personne d'autre ne tenait un discours critique sur la guerre. En outre, appeler à la désertion, c'est envoyer les soldats au casse-pie si en même temps on ne crée pas de structures d'accueil pour les déserteurs et si on ne met pas en place des filières pour leur faire quitter le territoire. Nous n'étions pas en mesure de mettre ces dispositifs en place.

Dès le lundi suivant le début des bombardements, une émission hebdomadaire de deux heures a été créée pour la durée de la guerre, intitulée « La Guerre qu'on voit danser⁴ ... »

⁴ Il va de soi que cette émission, loin s'en faut, n'était pas la seule à traiter du problème de la guerre ...

- L'intention était de présenter une réflexion de fond sur la guerre, ses causes, ses conséquences : la récession aux Etats-Unis comme facteur explicatif de la guerre ; les problèmes internes de l'Irak ; l'origine de la dictature de Saddam Hussein, la puissance financière du Koweït ; la démythification de l'idée de « guerre pour le droit international » ; les contradictions au sein du monde arabe ; le rôle des médias.

- De nombreux invités ont été conviés à s'exprimer : Irakiens, Maghrébins, Kurdes, journalistes, chercheurs, sans parler des innombrables appels téléphoniques.

- Toutes les organisations, associations, qui se sont créées alors et qui ont milité contre la guerre ont pu s'exprimer à notre antenne, et leurs initiatives ont été répercutées : des comités anti-guerre locaux, la coordination pour la levée de l'embargo, Alerte contre le nouvel ordre mondial, les 75, le comité indépendant pour le droit et le tribunal international, le forum pour une paix juste et globale au Moyen-Orient, etc.

En ce qui concerne les appels téléphoniques, une remarque peut être faite. Dès le début, il y a eu un flot ininterrompu d'appels de gens qui, pour la plupart, ne connaissaient pas Radio Libertaire auparavant et qui semblaient zapper d'une station à l'autre pour s'arrêter sur nous. Ceux-là exprimaient leur surprise mais aussi leur plaisir d'entendre un autre langage sur la guerre. Tous nous encourageaient à continuer. « Un ballon d'oxygène », « de l'air frais » et autres commentaires revenaient souvent. Certains auditeurs pleuraient au téléphone tellement ils étaient émus d'entendre sur les ondes des voix qui tranchaient avec la veulerie médiatique dominante. Aujourd'hui, cela paraît un peu mélo, mais de tels appels ont justifié les efforts incroyables qu'avaient déployés les militants de la Fédération anarchiste pendant dix ans contre tous les pouvoirs – y compris, et peut-être surtout le pouvoir « socialiste », pour maintenir sur les ondes une « voix sans maître ». Dans les premiers jours des bombardements, le caractère émotionnel intense des appels des auditeurs qui, pour la plupart ne connaissaient pas Radio Libertaire auparavant, mais qui étaient écoeurés par les médias a, je

pense, frappé tous les animateurs qui ont traité de ce sujet. On peut dire sans exagérer que les émissions de la radio sur la guerre, pendant les opérations militaires, ont constitué pour de très nombreux auditeurs, si on en juge par les appels téléphoniques incessants, une véritable bouée de sauvetage, un authentique refuge.

Les émissions de Radio Libertaire servaient entre autres à donner des informations sur les manifestations, sur les points de rencontre, les itinéraires, sur les réunions. Des auditeurs nous téléphonaient pour nous relater la progression des manifestations. Des camarades qui participaient à des comités anti-guerre ou à diverses réunions constataient que des participants intervenaient systématiquement pour dire : « Il faut prévenir Radio Libertaire ».

Nous avons décidé, après la fin des opérations militaires, de conserver l'émission du lundi, « La Guerre qu'on voit danser », et de la consacrer aux problèmes du tiers monde et du « Nouvel ordre mondial ».

Ces événements ont été pour nous l'occasion de rencontrer une grande quantité d'opposants politiques : arabes d'une façon générale, et en particulier des Irakiens des Algériens, des Tunisiens, des Syriens, des Egyptiens, mais aussi des Kurdes, des Iraniens, etc., pour qui Radio Libertaire était le seul média dans lequel ils pouvaient s'exprimer sans censure, sans être interrompus dès qu'ils abordaient des sujets tabous.

Le bilan de l'action de Radio Libertaire est donc à notre avis largement positif tant au point de vue de l'information que de la réflexion sur la guerre, ainsi que sur l'impact auprès des auditeurs.

En résumé les positions défendues ont été les suivantes :

- Opposition à l'intervention occidentale. Nous avons tenté de montrer que cette intervention visait en réalité à permettre aux Etats-Unis de mettre la main sur le pétrole du Golfe, et répondait en grande partie à des problèmes de politique intérieure américaine, liés notamment à la récession qu'elle subissait.

- Condamnation de l'invasion du Koweït, mais en montrant que les griefs irakiens n'étaient pas, pour une grande part, injustifiés, et dénonciation du régime koweïtien qui n'était pas précisément un modèle de démocratie. Explication de la puissance financière colossale de la famille régnante, du caractère totalement artificiel de cet Etat. Dénonciation de la condition des immigrés qui y représentent 60 % de la population.

- Refus de la logique perverse qui veut que « si tu es contre Bush tu es pour Saddam Hussein ». Nous avons largement souligné le caractère dictatorial du régime en Irak, en faisant témoigner des Irakiens qui ne manquaient d'ailleurs pas de préciser que les opposants politiques irakiens, du temps de la grande amitié entre les deux gouvernements, étaient efficacement pris en chasse par la police française, qui prenait le relais, sur le territoire de la France, de la police irakienne... Nous avons constamment rappelé que ce sont les puissances occidentales qui ont armé Saddam Hussein.

- Mise en garde sur les conséquences de la guerre : renforcement d'un ordre mondial dominé par les Etats-Unis ; déclenchement d'une réaction en chaîne aux conséquences imprévisibles mais de toute façon catastrophiques.

- Insistance sur le fait que les Etats-Unis avaient besoin de cette guerre. Dénonciation de l'indifférence des Occidentaux concernant les conséquences de l'embargo, puis de la guerre, sur les population civiles irakiennes.

Dans une large mesure, la présente brochure est un hommage rendu aux auditeurs de notre radio. Il ne s'agit pas cependant d'une mesure discriminatoire envers ceux qui n'étaient pas à l'écoute de la « Voix sans maître » pendant la guerre. C'est que, à cette époque, se sont créés des liens particuliers entre les animateurs et les auditeurs. En effet, il y a eu un lien direct et immédiat entre la radio et les auditeurs, qui ne pouvait évidemment pas exister dans le cas d'une publication écrite. Le téléphone sonnait sans cesse, et les appels des auditeurs nous ont été d'un grand secours, d'abord par leurs encouragements, mais aussi par les commentaires ou les critiques.

Autocritique

J'ai dit que, dans deux circonstances, nous aurions été tentés de réécrire les articles, ou du moins certains passages.

◆ Le premier article est celui paru dans le *Monde Libertaire* n° 795 du 27 septembre. En effet, il reprend sans critique la thèse qui était largement développée à l'époque sur l'armée irakienne, quatrième armée du monde. Nous n'imaginions évidemment pas que l'Irak puisse gagner dans un conflit armé contre les Etats-Unis, mais nous pensions que les puissances occidentales, si elles entamaient des opérations militaires, auraient beaucoup de mal : « ... ils se trouvent, disions-nous, confrontés à un adversaire qui, selon les critères habituels, n'est qu'un petit tyranneau local qu'on devrait balayer d'un revers de manche, mais qui se trouve dans les faits, grâce à une puissance de feu obligeamment fournie par les pays industrialisés, parce qu'il se trouve sur son propre terrain et parce qu'il a en outre dix ans d'expérience de guerre, aussi dangereux qu'une grande puissance. »

Les faits ont évidemment démenti cette partie de notre analyse. Nous subissions alors, comme beaucoup d'autres, les effets de ce j'ai appelé par la suite « la mystification la plus importante de cette guerre ». Voici ce que je dis dans *Le discours libéral de la guerre*, écrit après la fin des opérations militaires, avec plus de recul :

« La mystification la plus importante de cette guerre (...) concerne l'amalgame qui a été fait tout au long du conflit entre la puissance militaire, la force de frappe et l'organisation de l'armée de Saddam Hussein et celles d'une armée d'une grande puissance industrielle (le million de soldats, la quatrième armée du monde, le matériel sophistiqué, etc.). Or, la simple constatation de faits antérieurs à l'occupation du Koweït aurait pu suffire à remettre les pendules à l'heure : les lamentables performances de l'armée irakienne pendant la guerre avec l'Iran (Saddam Hussein dut par exemple aligner 200 000 hommes pour reprendre la péninsule de Fao tenue par 15 000 Iraniens). »

◆ Le second point est une maladresse de formulation qui pouvait prêter à confusion. Lorsqu'on critique un adversaire, il est nécessaire d'abord de comprendre le point de vue auquel il se place, la logique à laquelle il se réfère. Il est parfois possible, alors, de montrer qu'il est en contradiction avec sa propre logique. Une telle méthode argumentative ne vise évidemment pas à démontrer à Bush ou à Mitterrand qu'ils ont tort, mais à montrer à ceux qui peuvent leur accorder quelque crédit, et qui ne sont pas *forcément* des ordures, qu'ils sont mystifiés. Or, au moment du conflit, l'une des questions le plus débattues était celle de l'efficacité de l'embargo. Au sein même des *establishments* politiques des puissances occidentales, il y avait des gens parfaitement qualifiés en la matière, qui pensaient que oui. Ainsi, nous écrivions dans le *Monde Libertaire* n° 817 du 28 février : « ...d'autres moyens, moins spectaculaires il est vrai, étaient possibles pour réduire Saddam Hussein : le blocus des exportations vers l'Irak, mais aussi le blocus financier. Aucun Etat, et à plus forte raison aucun Etat du tiers monde, ne peut survivre si les flux de produits et de capitaux sont bloqués. » Notre intention était de montrer *dans le cadre même* d'une vision impérialiste du problème, la guerre aurait pu être évitée, mais que les Etats-Unis avaient *besoin* de cette guerre.

Mais un tel raisonnement pouvait laisser penser qu'un blocus n'est rien d'autre qu'une mesure prise contre un Etat, alors qu'en définitive, ce ne sont *toujours* que les populations qui sont sanctionnées. Lors d'une émission, un auditeur téléphona pour nous reprocher de « faire le jeu de Saddam Hussein ».

Nous avons répondu en disant que nous refusions de tomber dans le simplisme qui dominait alors, et que nous entendions essayer de montrer que les choses étaient complexes, et que c'était mépriser les auditeurs que le nier cette complexité. Mais là, à vouloir trop expliquer, trop argumenter, on pouvait oublier la dimension humaine, perdre ce minimum de passion nécessaire à la protestation contre un acte injustifiable, en l'occurrence un blocus qui affamait – et affame toujours – une population civile. Il est vrai cependant que nous avons eu de nombreuses autres occasions de relater les conditions terribles subies par la

population civile irakienne pendant les bombardements, et à cause du blocus.

Le regret que nous pourrions formuler est que d'innombrables interviews ont été faites à cette époque qui resteront probablement archivées sous forme de cassettes et ne seront jamais proposées à la connaissance du public, parce que nous n'aurons jamais le temps de les transcrire par écrit. Une émission de radio peut certes toucher une grande quantité de personnes, mais elle ne dure que le temps de sa transmission, elle tombe malheureusement ensuite dans l'oubli : il n'y a pas de traces. La publication du texte de cette émission en rend le contenu accessible dans le temps.

Nombreux ont été ceux qui, pendant la guerre du Golfe, ont été choqués par l'attitude des médias, en particulier les médias audiovisuels, mais aussi par le comportement des intellectuels qui ont abdiqué leur faculté de raisonnement et d'analyse pour devenir de vulgaires propagandistes. Si, dans un sens, cela a un côté rassurant – ce n'est pas parce qu'on est un intellectuel qu'on ne dit pas d'âneries – cette situation reste inquiétante parce qu'elle est révélatrice de l'état de dégradation, d'avilissement de la pensée critique dans l'ensemble de la société.

Ce qui est préoccupant, ce n'est pas tant que des intellectuels aient pris position en faveur de l'intervention occidentale dans le Golfe, ou en faveur de *cette forme d'intervention-là* des puissances occidentales, que la déficience de l'argumentation qu'ils avançaient aussi bien pour défendre leur point de vue que pour critiquer celui des opposants à l'intervention militaire.

La curiosité intellectuelle a tragiquement fait défaut : la recherche des causes profondes de la crise, des motivations des différents acteurs, l'examen des conséquences possibles des choix qui ont été faits a rarement dépassé le niveau du sens commun, de l'opinion toute faite. Les opposants à l'intervention militaire ont systématiquement été assimilés à des partisans du dictateur de Bagdad. Le simplisme confondant des arguments, en particulier à travers le rappel obsessionnel à « Munich », a

permis de faire l'économie de la recherche des origines du conflit dans l'extrême complexité de ses déterminations.

C'est pourquoi il ne me paraît pas exagéré de parler de trahison des intellectuels, à quelques exceptions près, non pas parce qu'ils auraient dû *nécessairement* être opposés à l'intervention militaire, mais parce qu'ils sont devenus les prédicateurs d'une cause qu'ils ont défendue sans intelligence, sans arguments, et en étalant avec une ostentation scandaleuse la plus crasse ignorance de ce dont ils parlaient.

René Berthier

* * * * *


L'Harmattan

Édition-Diffusion

5-7, rue de L'École Polytechnique
75005 Paris**René BERTHIER**

L'OCCIDENT ET LA GUERRE CONTRE LES ARABES

Réflexions sur la guerre du Golfe et le Nouvel Ordre mondial

ISBN: 2-7384-2584-4

La guerre du Golfe a-t-elle été planifiée par l'administration américaine, et Saddam Hussein est-il tombé dans un traquenard ? Pourquoi George Bush a-t-il rejeté toutes les tentatives de médiation – dont les médias n'ont pratiquement pas parlé – et pourquoi a-t-il été catégoriquement opposé à une solution négociée arabe au conflit ? La crise dramatique de l'économie des États-Unis a-t-elle été déterminante dans le déclenchement de la guerre ? A partir de ces questions l'auteur livre une réflexion sur l'enjeu vital que constitue, pour les métropoles industrielles, le maintien du Moyen-Orient dans un état de dépendance économique et politique, mais il souligne également les contradictions internes qui, au sein du monde arabe, favorisent cette situation. Élargissant le champ de sa réflexion, l'auteur tente ensuite de mettre en relief les mécanismes généraux de domination du tiers-monde par les grandes puissances industrielles, et notamment le rôle joué par les institutions internationales d'"aide" au tiers-monde.

Si l'effondrement du bloc soviétique a modifié les données en mettant fin à la bipolarisation des relations internationales, il n'a pas mis fin aux rapports de domination eux-mêmes. Le "nouvel" ordre mondial n'a de nouveau que les formes sous lesquelles se manifeste un rapport déjà ancien.

Pendant la guerre du Golfe, l'auteur a animé sur Radio Libertaire une émission devenue, après la fin des bombardements sur l'Irak, les "Chroniques du Nouvel Ordre mondial". Militant pour la levée de l'embargo, il a assumé en 1993 les fonctions de président de la Coordination pour la levée de l'embargo imposé à l'Irak. Les opinions qu'il développe dans cet ouvrage lui sont cependant propres. Membre de l'association Justice et paix en Palestine, René Berthier est également militant syndicaliste et délégué CGT dans le livre.

I. – LA DETTE DE L'IRAK

Paru dans
le *Monde Libertaire* n° 794
du 20 au 26 septembre 1992

Comme tous les pays du tiers monde, l'Irak se trouve confronté au problème insurmontable de la dette, avec cette différence qu'il est ruiné par presque dix ans d'une guerre qui faisait bien les affaires des Occidentaux, et que ses revenus sont limités par les bas prix du pétrole.

L'Irak se trouve donc dans l'incapacité de faire face aussi bien aux échéances financières qu'aux nécessités de la reconstruction.

La dette que l'Irak a accumulée pendant la guerre s'élève à 70 milliards de dollars, se répartissant ainsi : 40 vis-à-vis de l'Occident, de l'URSS et du tiers monde, et 30 vis-à-vis des pays du Golfe, dont l'Arabie saoudite et le Koweït. La dette envers la France s'élève à 28 milliards de francs (entre 5 et 6 milliards de dollars). Les crédits se faisant rares pour ce pays incapable de rembourser, l'Irak se trouve mis à l'écart de la « communauté financière internationale ».

La brutalité des méthodes employées par Bagdad ne rendent pas les choses plus faciles et ont rebuté les plus gros prêteurs. Il ne s'agit évidemment pas de brutalité en matière de droits de l'homme mais de violation des usages financiers. Le gouvernement irakien, sous des prétextes stratégiques, maintient le black-out sur les données budgétaires ; aussi les prêteurs sont-ils confrontés à une quasi-absence de données chiffrées, aggravée par la multiplication des contentieux, par le non-paiement des intérêts, etc., alors que se poursuivent des plans de reconstruction ambitieux malgré une situation financière dramatique.

Par ailleurs le gouvernement irakien refuse de normaliser le traitement de sa dette en négociant avec le FMI. Il se trouve dans l'incapacité de faire face aux échéances et a accumulé les retards, les impayés avec ses fournisseurs et ses créanciers, qui lui ont coupé les crédits. Ce qui n'empêche pas Saddam Hussein de continuer des

importations civiles à raison de 11 milliards de dollars et des importations militaires pour 5 milliards.

Le crime de Saddam Hussein est de vouloir faire de son pays un « pays industrialisé autonome ». C'est pourquoi il a engagé pour plus de 7 milliards de dollars dans des projets à court terme dans les secteurs pétrolier et gazier, mais aussi dans les matières premières (phosphates, soufre), dans les industries légères (textile, automobile, agroalimentaire), dans l'industrie militaire, dans l'agriculture et même dans la reconstruction proprement dite ⁵.

Le programme de reconstruction, estimé à 60 milliards de dollars engagés à moyen et long terme, est impossible à réaliser dans les conditions actuelles. Le bas niveau du prix du baril de pétrole suffit tout juste à payer les importations courantes sans régler le problème de la dette. Or, pour compliquer les choses, le prix du brut chuta de nouveau au cours du printemps, acculant l'Irak à la faillite.

Un accord obtenu à l'OPEP fin juillet devait soulager un peu l'Irak du poids de sa dette en lui rapportant 6 milliards de dollars de plus grâce à la remontée du cours du baril de 14 à presque 20 dollars – à condition que le cours se maintienne, mais ce qui représente peu de chose par rapport au total des sommes dues.

Ces quelques informations chiffrées permettront sans doute de mieux situer le problème du conflit entre l'Irak et les Etats industrialisés. Car c'est bien de cela qu'il s'agit. Il nous semble nécessaire, en la circonstance, de distinguer les faits à la fois de l'aspect peu engageant du régime mis en place par Saddam Hussein et de la personnalité même de ce dernier. Présenté comme un diable par les médias, il ne l'est pas plus que bien des dictateurs soutenus par les Etats occidentaux, et le gouvernement français moins que tout autre est en position de donner des leçons, qui a si longtemps soutenu des potentats africains et qui accueille sur son sol l'ancien dictateur haïtien. Le régime de Saddam Hussein n'est pas plus repoussant que celui de Pinochet, ou, pour remonter un peu plus loin, que celui qui, en Indonésie en 1965, a massacré 500 000 communistes, en grande partie sur les indications des services de l'ambassade américaine qui

⁵ Il s'agit de la reconstruction à la suite de la guerre de huit ans contre l'Iran. (Note 2009.)

avaient depuis longtemps constitué des fichiers... Notre intention n'est évidemment pas de disculper Saddam Hussein mais de montrer que ce n'est pas ce critère-là qui a été déterminant dans la réaction occidentale ⁶ ; ce n'est même pas le fait que la légitimité d'un Etat de 720 000 citoyens détenant les troisièmes réserves pétrolières mondiales ait été bafouée par un Etat de 16 millions d'habitants.

Lorsque Saddam Hussein n'était qu'un banal dictateur et rien d'autre, c'est à dire lorsqu'il arrêtait, torturait les opposants, gazait les populations civiles iraniennes et kurdes sans menacer l'approvisionnement en pétrole occidental, aucun des gouvernements qui lui prêtait de l'argent, lui livrait des armes, du matériel informatique pour construire des fusées, n'a cru devoir protester ; pourtant, là se trouvaient de bonnes raisons pour organiser des représailles économiques.

Ce qui est déterminant, c'est que si le projet de Saddam Hussein réussit, cela conduira inévitablement à une modification du rapport des forces entre pays producteurs de pétrole et pays consommateurs, dans le sens d'un ajustement des prix plus favorable aux premiers. Le risque, en prime, est la constitution d'un bloc arabe plus solide face au monde occidental : qu'advendra-t-il si cette fraction importante du tiers monde que constitue le monde arabe se met à produire ses propres voitures, son propre ciment, ses propres engrais, son propre textile ? A long terme, c'est cela qui est intolérable pour l'impérialisme.

⁶ Personne n'a songé à reprocher à Bush les morts civils de l'intervention américaine à Panama (entre 3000 et 7000 selon les estimations), destinée, pour les gogos, à lutter contre la drogue, en réalité pour s'assurer le contrôle sur le canal de Panama, dont la propriété devait prochainement revenir à l'Etat.

II. – LE PROCHE-ORIENT : UN ENJEU CAPITAL POUR L'IMPÉRIALISME

Paru dans
le n° 817 du *Monde Libertaire*
du 28 février au 6 mars 1991

« Ayant d'abord tenté de jouer les médiateurs, le président Hosni Moubarak semble maintenant vouloir gagner du temps. Washington est en droit d'attendre mieux de la part d'un pays qui accepte chaque année des Etats-Unis 2 milliards de dollars... » écrivait en août dernier l'éditorialiste du *Washington Post (International Herald Tribune, 10 août 1990)*.

C'est un rappel à l'ordre sec et sans équivoque du maître à son valet : justifie tes gages ; et qui, par surcroît, montre à l'évidence que l'aide des Etats-Unis aux pays du tiers-monde n'est pas dépourvue de conditions. L'Egypte se décida alors à envoyer un contingent en Arabie Saoudite, donnant une caution arabe à l'intervention occidentale.

US News And World Report du 13 août remit les choses au point : la crise fait perdre à l'Egypte plus que ce que les libéralités étatsuniennes lui accordent : « Plus de 800 000 Egyptiens travaillaient en Irak et envoyaient chez eux quelque 2,2 milliards de dollars par an... »

La crise dans les pays arabes

Au début des années 70, environ 650 000 Arabes travaillaient au Proche-Orient hors de leurs frontières. Au début des années 80 le chiffre monte à 3,7 millions. Les transferts d'argent ainsi effectués représentaient, en 1970, 3 p. 100 du PNB égyptien, et 10 p. 100 en 1980. L'ensemble des transferts des ouvriers arabes travaillant dans Etats producteurs de pétrole au Proche-Orient permettaient de faire vivre des dizaines de millions de personnes en Egypte, au Soudan, en Jordanie, dans les territoires occupés par Israël, en Syrie, au Yémen. Les rapatriements de capitaux effectués par l'ensemble des ouvriers jordaniens représentaient 28 p. 100 du PNB de leur pays.

La chute du prix du pétrole, orchestrée conjointement par Washington, le Koweït, les émirats et l'Arabie, avait entraîné la diminution de l'émigration vers le Golfe des Arabes originaires des pays à forte population, mais qui ne possèdent pas d'or noir. A leur place, une main d'oeuvre asiatique, jugée plus docile, fut embauchée.

Mais qu'on se rassure, la chute du pétrole ne fut pas accompagnée d'une diminution des recettes des pétromonarchies du Golfe, dans la mesure où ces dernières augmentaient leurs quotas de production. On oublie d'ailleurs souvent de préciser qu'un des griefs de Saddam Hussein envers le Koweït est que l'émirat avait dépassé de 40 p. 100 les quotas qui lui étaient accordés, ce qui contribuait à maintenir le prix du baril à un niveau trop bas. Le fait que Saddam Hussein soit un dictateur et un boucher ne retire rien que ce grief-là pouvait être justifié : l'Irak, par ailleurs surendetté par la guerre qu'il avait menée au nom de l'Occident et des pétromonarchies contre l'Iran, voyait ses recettes diminuer de 30 p. 100 du fait de la surproduction globale de pétrole.

D'autre part, l'aide au développement que les pétromonarchies accordaient aux pays arabes non producteurs de pétrole avait considérablement diminué, passant de 4,23 p. 100 de leur PNB en 1976 à 0,86 p. 100 en 1986...

La crise de la dette était devenue insupportable en Egypte, en Jordanie, en Algérie, au Maroc, en Tunisie, alors que les prêts occidentaux se tarissaient. La dépendance alimentaire prend des proportions tragiques. Au début des années 70, les pays arabes importaient 2,5 milliards de dollars de produits alimentaires, mais 25 milliards en 1989, et on en prévoit 40 milliards dans dix ans. Quatre pour cent de la population mondiale consommera alors 20 p. cent des exportations mondiales de produits alimentaires.

Dans un tel contexte on conçoit que les revendications de légalité internationale clamées par les Occidentaux, et dont tout le monde sauf nos journalistes et présentateurs de télé savent qu'elles sont complètement bidon, ne retiennent pas spécialement l'attention des populations arabes. On conçoit également que Saddam Hussein puisse être perçu comme le défenseur des Arabes pauvres et le pourfendeur des émirs riches. C'est là une mystification dont joue en ce moment le boucher de Bagdad et qui risque de provoquer un

difficile réveil pour ceux des Arabes qui se font des illusions – mais ceux-là sont probablement moins nombreux que les journalistes et présentateurs de télé veulent bien laisser croire. Pour preuve le témoignage de ces Algériens, interviewés sur Radio libertaire le dimanche 27 janvier, qui exprimaient leur indignation devant le comportement des médias qui rendaient systématiquement compte des manifestations islamistes mais qui oubliaient tout aussi systématiquement couvrir les manifestations, non moins nombreuses, des démocrates arabes⁷. C'est que les premières confortaient aux yeux de l'opinion publique l'image que le pouvoir voulait donner des Arabes, alors que les secondes auraient obligé les médias à plus de nuances. Les détenteurs du monopole de la parole dans les médias – je n'ose les appeler journalistes –, sont payés pour dire là où on leur dit de faire.

Bien des Arabes n'oublient pas que c'est Saddam Hussein qui a décidé – fortement encouragé par les Occidentaux et les émirats, il est vrai – l'invasion de l'Iran, entraînant les deux pays dans une guerre de huit ans qui a coûté, en dépenses militaires supplémentaires, en perte de produit intérieur brut et en capitaux non investis, la modeste somme de 500 milliards de dollars, deux fois et demie la dette du monde arabe (et presque deux fois le déficit budgétaire américain).

Pétromonarchies et pays arabes pauvres

Après la guerre israélo-arabe de 1967, puis après celle de 1973, un accord tacite s'était établi entre les pays arabes à forte démographie mais pauvres, et les pétromonarchies sous-peuplées :

– la rente pétrolière servirait d'une part à aider les pays pauvres et à soutenir l'effort de guerre contre Israël.

– en contrepartie les républiques arabes ne tenteraient pas de déstabiliser les pétromonarchies ni de remettre en cause leur statut de superprivilégiés, comme Nasser, avec son expédition au Yémen, avait tenté de le faire en 1963.

⁷ Par exemple, personne n'a parlé de cette manifestation de démocrates en Tunisie attaquée par des extrémistes religieux qui ont fait plusieurs morts...

C'était là un accord de dupes :

1. – Les pays arabes pauvres soutiendront un effort militaire considérable, entravant leurs possibilités de développement, et ce sont eux, et non les monarchies pétrolières, qui feront les frais de la réplique vigoureuse d'Israël. La guerre à l'Etat hébreu servira d'abcès de fixation qui justifiera la militarisation des Etats arabes, donc l'instauration de régimes autoritaires, donc le maintien du sous-développement, donc les antagonismes interarabes, donc la division dont profiteront à la fois Israël, les pétromonarchies et les puissances industrielles qui n'ont aucun intérêt à l'unité et au développement du monde arabe.

En vingt ans, de 1966 à 1988, l'effectif de l'armée égyptienne passera de 180 000 à 445 000 hommes, auxquels il faut ajouter 300 000 miliciens⁸.

La guerre contre Israël et la mobilisation qu'elle imposa contribua à créer dans les pays arabes un formidable appareil militaire d'encadrement, de contrôle, de répression. Cette « logique de guerre », pour employer un terme à la mode, permit aux gouvernements arabes de justifier le refus de la démocratie, mais constitua le principal frein au développement : l'Unesco, rappelons-le, estime que le coût d'un soldat équivaut au coût de l'éducation de 80 enfants ; le coût d'un bombardier équipé à celui de 75 hôpitaux de 100 lits ou de 15 000 moissonneuses-lieuses. Au cours de la décennie 80, 38 p. 100 de l'ensemble des recettes pétrolières ont servi à couvrir les dépenses d'armement contre seulement 23,8 p. 100 aux projets de développement. Une aubaine pour les marchands d'armes...

2. – L'accord de dupes fut aggravé par le fait que les pétromonarchies ne jouèrent le jeu de la répartition que du bout des doigts. Des organismes nationaux et interarabes furent constitués en

⁸ L'Irak consacre 51 p. 100 de son PNB à l'armée. Israël 24,4 p. 100. ; à titre de comparaison, la France, 4 p. 100, les Etats-Unis 4,7 p. 100 et la Grande-Bretagne 3,1 p. 100. Les effectifs de l'armée française représentent 255 000 militaires d'active, 303 000 en comptant la gendarmerie, ou 410 000 avec les appelés. L'Irak a une armée de 1 million d'hommes pour 18 millions d'habitants...

vue de la redistribution des revenus pétroliers : le Fonds arabe de développement économique et social, le Fonds monétaire arabe. Mais les pétromonarchies ne leur laissèrent jamais jouer le rôle d'instruments autonomes et dynamiques de financement. Des institutions concurrentes furent créées en vue de redistribuer les revenus pétroliers (ou plus exactement cette infime partie des revenus pétroliers que les émirats voulaient bien consacrer à la bonne cause) à l'ensemble des pays islamiques. L'intention en elle-même fort louable de jouer la carte de la solidarité islamique incluant les régimes musulmans d'Asie et d'Afrique visait en fait à porter un coup au nationalisme arabe laïc qui dominait la Ligue des Etats arabes. Les pétrodollars furent employés à renforcer les courants islamiques conservateurs, à manipuler les Frères musulmans dans la lutte contre les organisations progressistes.

Les inégalités énormes entre les petites monarchies pétrolières peu peuplées et les autres pays arabes alimentent les frustrations nationalistes provoquées par la création, par les anciennes puissances coloniales, d'Etats aux frontières artificielles.

Cette frustration est d'autant plus grande que les revenus pétroliers ne sont pas réinvestis dans les pays arabes mais vont se placer dans les pays occidentaux, en particulier aux Etats-Unis où ils contribuent pour une part non négligeable à éponger le déficit américain. Il n'y a qu'un pas à faire pour déduire que l'administration américaine n'a aucun intérêt à ce que les pétrodollars s'investissent dans les pays arabes, ni aucun intérêt à ce que le monde arabe se développe...

Aujourd'hui les riches pétromonarchies apparaissent comme un instrument efficace de division du monde arabe et d'assujettissement aux intérêts étrangers. Ces monarchies ont tout à perdre de l'unité arabe qui signifierait la fin de leurs privilèges...

A l'heure actuelle les pays arabes non producteurs de pétrole croulent sous le poids d'une dette écrasante ; ils connaissent un chômage généralisé qui va s'aggraver avec la crise du Golfe. Leur industrialisation est bloquée, ils subissent une inflation et une chute du niveau de vie alarmantes. Une véritable poudrière dans laquelle Bush et ses vassaux ont cru devoir jeter une allumette enflammée.

Précisons une fois de plus que notre critique de l'attitude des puissances occidentales ne constitue en rien une défense de Saddam Hussein. Le dictateur de Bagdad est une création de ces puissances occidentales qui a échappé à leur contrôle, et ce sont les populations qui paient les frais des âneries des apprentis sorciers : la population irakienne qui reçoit des bombes sur la tête, les populations des pays occidentaux qui vont payer, au sens propre, par des impôts nouveaux et par le manque corrélatif d'investissements sociaux, les frais de la guerre. Les 20 millions d'analphabètes, les 2 millions de sans-abri, ou d'une façon générale les 35 millions de pauvres des Etats-Unis attendront encore un peu pour voir débloquer des crédits. Nous affirmons simplement que d'autres moyens, moins spectaculaires il est vrai, étaient possibles pour réduire Saddam Hussein : le blocus des exportations vers l'Irak, mais aussi le blocus financier. Aucun Etat, et à plus forte raison aucun Etat du tiers monde, ne peut survivre si les flux – de produits et de capitaux – sont bloqués. Le fond du problème est que les Etats-Unis avaient besoin de cette guerre, et c'est ce que la Fédération anarchiste s'efforce de montrer depuis le début du conflit.

Le « monde nouveau » de Bush

Lorsque Bush déclara, lors de sa rencontre avec Gorbatchev à Helsinki, qu'il posait « la pierre angulaire d'un ordre international plus pacifique » (*Time*, 17 sept. 1990), et lorsqu'il annonça au Congrès des Etats-Unis une « ère nouvelle, libérée de la menace de la terreur, plus forte dans la recherche de la justice » (*Le Monde*, 13 sept. 1990), personne, sauf les journalistes et présentateurs de télé français, ne fut dupe.

Il ne voulait pas dire qu'il entendait faire cesser les spéculations à la baisse sur le prix des matières premières et des produits énergétiques ; il n'avait pas non plus en tête les conditions crapuleuses de remboursement de la dette du tiers monde ; il ne pensait pas à la fuite des capitaux des bourgeoisies du tiers monde vers les pays à fort taux d'intérêt, ni aux incitations aux achats d'armes. Bush sait bien qu'aucun « gendarme » ne pourra remédier au pillage des ressources naturelles par les pays industrialisés, aux famines, aux épidémies, à la corruption, aux dictatures.

Ce qu'il voulait dire, c'est qu'il entendait mettre en place un système où 25 p. 100 de la population du globe pourra continuer à rafler 80 p. 100 du revenu mondial sans être incommodés par des tentatives des pays dominés à réaliser un minimum de contrôle sur leurs ressources naturelles. Le nouvel ordre mondial que Bush veut mettre en place vise précisément à maintenir ce rapport de violence économique indispensable à la domination des métropoles industrielles. Il n'y a aucun doute que la « menace » dont Bush veut libérer le monde – n'a-t-il pas dit tout récemment que les Américains étaient les seuls à avoir la « force morale » de mener cette tâche à bien – vient des nations turbulentes du Sud.

Robert McNamara – un connaisseur, ancien patron du Pentagone, ancien président de la Banque mondiale –, déclarait d'ailleurs : « Les contrastes entre nations s'amplifieront au fur et à mesure que la révolution technologique du vingt et unième siècle se répand d'inégale manière à la surface du globe⁹. »

Le maintien de rapports inégaux qu'impose une politique énergétique favorable aux pays industrialisés est un élément capital qui garantit une productivité importante. En 1986 le pétrole ne rapportait pas plus aux producteurs qu'en 1979. Avant la récente poussée des tarifs, le pouvoir d'achat du pétrole, comparé aux coûts des produits industriels, était de moitié celui de 1979 : entre-temps le prix des produits essentiels exportés par l'Occident avait doublé, voire triplé. Le maintien du niveau de luxe des pétromonarchies n'était possible que par l'augmentation de la production et, incidemment, grâce à leurs revenus extra-pétroliers

A l'occasion des débats qui ont marqué les années 70 sur la nécessité d'un nouvel ordre économique international, les pétromonarchies se sont systématiquement alignées sur les intérêts des pays industriels. Les Etats-Unis, le Japon, la RFA ont toujours refusé le principe d'une stabilisation des prix des matières premières et de leur réajustement régulier à l'évolution des prix internationaux. Lorsque l'OPEP avait tenté d'obtenir des compagnies pétrolières des mécanismes d'indexation des prix pétroliers sur l'inflation et sur les fluctuations de la valeur des principales devises des pays pétroliers,

⁹ *Monde Diplomatique*, oct. 90, article de Claude Julien.

les pays industriels avaient fait bloc. Les Etats-Unis, de même, se sont toujours montrés farouchement hostiles à toute tentative de régler le commerce du pétrole par des accords à long terme entre pays producteurs et pays consommateurs. En termes de pouvoir d'achat le prix du baril est revenu à ce qu'il était en 1960. Mis à part les pétromonarchies sous-peuplées, dit Georges Corm¹⁰, « aucun producteur exclusivement dépendant du pétrole ne dispose de recettes d'exploitation suffisantes pour nourrir sa population et assurer le service de sa dette extérieure. A ces niveaux de prix, dire que l'Algérie ou l'Irak sont des pays riches équivaut à prétendre que la Côte-d'Ivoire est prospère grâce à son cacao. » La remarque de G. Corm est parfaitement juste à ceci près que la Côte-d'Ivoire, avec une population à peu près équivalente à celle de l'Irak, ne mène pas une politique militaire, et les sommes consacrées par l'Irak à huit ans de guerre avec l'Iran, aux achats pléthoriques d'armements, et à l'entretien d'un million de soldats et 600 000 miliciens, aurait pu avantageusement être occupées à des dépenses plus productives.

Il est vrai alors,

- que les puissances occidentales auraient été privées des revenus des ventes d'armes ;
- qu'elles auraient été privées des gains dus au bas prix du pétrole vendu par les belligérants pendant la guerre ;
- et que, à plus long terme, elles auraient subi un manque à gagner consécutif à la mise en oeuvre d'industries locales en Iran et en Irak.

L'enjeu : l'hégémonie américaine

Il est pour le moins curieux que personne n'ait jamais souligné que l'enjeu du contrôle des ressources pétrolières du Proche-Orient ne revêt pas la même importance pour les Etats-Unis que pour l'Europe ou le Japon.

Les Etats-Unis cherchent depuis longtemps à s'implanter en terre arabe. Avant la chute de la monarchie en Irak ils ont soutenu

¹⁰ *Monde Diplomatique*, oct. 90.

l'éphémère « pacte de Bagdad ». Dans les années soixante ils ont tenté d'assurer la relève des Britanniques qui avaient abandonné leurs positions à l'Est de Suez. Jimmy Carter avait donné le feu vert pour la création d'un « Central Command » dont la responsabilité stratégique devait s'étendre de l'Egypte au Pakistan. Aucun pays de la région n'ayant accepté d'accueillir l'état-major de ce gadget, il alla s'installer... en Floride.

Or, « l'actuel développement de forces américaines a donné au Pentagone quelque chose que les Saoudiens lui avaient toujours refusé : le droit de conduire des exercices en Arabie Saoudite » (J.C. Ausland, *International Herald Tribune*, 22 août 90.)

L'embargo que les Occidentaux ont organisé sur l'Irak n'a rien été d'autre que la réédition de ce que les pays producteurs de pétrole avaient tenté de faire en 1967, puis en 1973, contre les pays trop favorables à Israël pour obliger celui-ci à restituer les territoires palestiniens, égyptiens et syriens occupés. Il ne s'agissait de rien d'autre, en somme, que de faire respecter la légalité internationale... Un tollé presque unanime de protestations s'était alors élevé dans l'opinion internationale, malgré les résolutions de l'ONU. C'est à cette époque que les Etats-Unis ont commencé à se préparer à l'éventualité d'un débarquement dans la péninsule arabique.

Mais pourquoi cet acharnement ?

– Si le Proche-Orient ne constitue pas le plus important fournisseur de pétrole des Etats-Unis, c'est là que se trouvent les plus importantes réserves connues. Il s'agit donc de se prémunir pour l'avenir. Dans le contexte de récession de l'économie américaine, le contrôle de ces réserves est un atout important dans la concurrence qui oppose les Etats-Unis aux deux puissances capitalistes montantes, le Japon et l'Europe.

– Par ailleurs, alors que le prix du litre d'essence dépasse le dollar en Europe, il n'était, fin août, que de 0,35 dollars aux Etats-Unis (environ 1,75 F). Un prix aussi bas équivaut à une véritable razzia de la part des Etats-Unis contre les pays producteurs et constitue un scandale quand on songe que ces derniers demandent une indexation

du prix du baril sur les prix des produits industriels ¹¹. C'est en outre une prime au gaspillage. La population américaine, qui représente 5 p. 100 de la population du globe, consomme 24,1 p. 100 de l'énergie. A titre de comparaison, l'industrie américaine consomme, par personne, 2,5 fois plus d'énergie que le Japon et 1,5 fois plus que la RFA.

On pourrait, dira-t-on, soit augmenter le prix du baril, soit instaurer un impôt sur le prix de l'essence. Ces deux éventualités sont totalement à exclure :

– Dans le premier cas l'augmentation de 1 dollar du prix du baril équivaldrait à accroître le déficit commercial américain déjà colossal de 3 milliards de dollars.

– Dans le second cas les conséquences électorales seraient catastrophiques : Bush s'est engagé à ne pas augmenter les impôts

Le faible prix de l'essence contribue à encourager les entreprises américaines à ne pas faire d'économies, à ne pas investir, et par conséquent accroît leur retard de productivité par rapport au Japon et à l'Europe... Là encore, c'est un cercle vicieux. Pour en sortir l'administration américaine avait deux solutions : celle qu'ils préconisent aux autres de faire mais qu'il n'appliquent pas à eux-mêmes : se serrer la ceinture, économiser, investir, et augmenter la productivité de leur industrie. L'autre solution, c'est de maintenir au plus bas le prix des matières premières et énergétiques, c'est-à-dire accroître le pillage du tiers monde.

On a dit que Jules César s'était lancé dans la conquête de la Gaule pour payer ses dettes. Bush fait la même chose au Proche-Orient : « Dans quelle mesure le président Bush peut-il encore se permettre de ne pas prêter l'oreille aux suggestions que susurrent plus ou moins discrètement les crédateurs étrangers... et les responsables américains eux-mêmes ¹² ? »

¹¹ Le scandale, précisons-le, n'est pas moindre en ce qui concerne les autres pays industrialisés, comme la France : la différence réside en ce que la razzia s'exerce, en plus, sur le dos des consommateurs, qui paient à l'Etat des taxes considérables...

¹² *Monde Diplomatique*, mars 89, article de M.-F. Toinet.

L'armée française ne fait rien d'autre et les autres contingents occidentaux et arabes ne font rien d'autre en ce moment que donner une caution internationale à la mainmise des Etats-Unis sur les Etats du Golfe.

III. – LE MILITARISME IRAKIEN

Paru dans
le *Monde Libertaire* n° 795
du 27 septembre au 3 octobre 1990

On a du mal à imaginer ce que signifie la menace de l'emploi de l'arme chimique par l'Irak : il s'agit d'une modification totale des données stratégiques au Proche-Orient. Cela signifie que nous n'avons plus à faire à un colosse militaro-industriel d'un côté (les Etats-Unis) et un petit pays du tiers monde de l'autre (l'Irak), mais à deux belligérants potentiels qui subiraient des pertes équivalentes en cas de conflit. Cela signifie également que par leur intervention même, par leur simple présence en Arabie saoudite, les Etats-Unis ont déjà perdu.

Ils ont perdu parce qu'ils se trouvent confrontés à un adversaire qui, selon les critères habituels n'est qu'un petit tyranneau local qu'on devrait balayer d'un revers de manche, mais qui se trouve dans les faits, grâce à une puissance de feu obligeamment fournie par les pays industrialisés¹³, parce qu'il se trouve sur son propre terrain et parce qu'il a en outre dix ans d'expérience de guerre, aussi dangereux qu'une grande puissance.

Ils ont perdu parce que quel que soit l'issue de la crise, un petit pays n'a aucune honte à être battu par un géant militaire et industriel alors que ce dernier n'a aucune gloire à vaincre. La crise actuelle est

¹³ 5 500 chars, 3 000 pièces d'artillerie plus 500 pièces de soutien, 160 hélicoptères, 513 avions de combat et une quantité inconnue de missiles sol-sol de moyenne et longue portée.

en somme un test qui révèle à l'ensemble des pays du tiers monde la fragilité du mastodonte. Le fait que Saddam Hussein soit antipathique et un boucher de populations civiles ne change rien au fait.

Ils ont perdu parce que, même en cas de défaite totale de l'Irak dans cette crise, des dizaines d'années d'humiliation nationale des populations arabes de tous les pays auront été vengées par le défi que Saddam Hussein aura lancé aux Etats-Unis. C'est une réalité qu'on ne peut pas ignorer : rien se sera plus comme avant. Ce que les grandes puissances, en créant précisément des entités aussi artificielles que le Koweït, avaient toujours cherché à éviter se sera finalement réalisé : le sentiment de l'unité des populations du monde arabe face aux puissances occidentales.

La guerre que l'Irak a menée contre l'Iran faisait bien les affaires de l'Occident, parce qu'elle était sensée contenir l'intégrisme islamique, qu'elle fournissait des débouchés substantiels à l'industrie des armes de la France et de l'Angleterre, et parce que les besoins d'argent des belligérants, en les incitant à produire beaucoup de pétrole, maintenait le prix de celui-ci à un niveau relativement bas. Pendant toute la guerre entre l'Irak et l'Iran, la France fournissait des armes au premier et achetait le pétrole du second.

A titre d'anecdote, il est savoureux que le gouvernement de Sa Majesté autorisa la banque Midland, dont le Koweït possède une partie des actions, à accorder un crédit de 250 millions de livres au gouvernement de Bagdad afin de favoriser les exportations britanniques¹⁴.

Les Etats-Unis, pour qui l'Irak est le deuxième fournisseur de pétrole, ont exporté dans ce pays des équipements électroniques qui lui ont permis de mettre au point son programme spatial.

Quant à la France, rappelons qu'en 1975 Chirac, Premier ministre, recevait Saddam Hussein dont il disait que c'était « un dirigeant réaliste, conscient de ses responsabilités, soucieux des intérêts de son pays et du bon équilibre de cette région du monde ». Moyennant quoi Bagdad commandait 60 avions Mirage et 200 chars AMX.

¹⁴ Pendant toute la guerre irako-iranienne (1980-1988), le Koweït apporta un soutien politique et financier à l'Irak. »

L'actuel ministre des Armées, le très socialiste Chevènement, n'en est pas de reste, l'amitié profonde qu'inspirait le dirigeant irakien transcendant les clivages de la politique française : « M. Hussein est un dirigeant courageux et aimé ¹⁵, qui a une vision d'ensemble et à long terme ¹⁶. » Le ministre se félicite par la même occasion du lancement par l'Irak d'une fusée balistique, qualifié de « succès dans le renforcement de la défense du pays ». Signatures de contrats oblige, pas un mot ne sera dit des atteintes aux droits de l'homme, alors qu'Amnesty International signale qu'on torture des enfants de cinq ans pour faire avouer les parents.

Si on fait abstraction de l'aspect horrifant de la situation – que les médias se complaisent à souligner pour éviter d'aborder le fond du problème – la revendication irakienne se borne tout simplement à remettre en cause le découpage arbitraire des frontières effectué par les occidentaux au lendemain de la Première guerre mondiale. Il suffit de regarder une carte de la région pour comprendre, même si on est « contre toutes les frontières », que le Koweït peut tout aussi légitimement être revendiqué par l'Irak que l'était Calais par la France voici déjà quelques siècles, lorsque le port appartenait aux Anglais. Et même aujourd'hui, il serait logique, bien que stupide, que la France revendique l'île de Jersey, qui se trouve à quelques kilomètres des côtes françaises, et fort loin des côtes anglaises.

La revendication irakienne sur le Koweït relève essentiellement de deux causes, l'une stratégique et l'autre économique.

Le seul débouché maritime de l'Irak sur le Golfe, par le Chatt el Arab, est littéralement verrouillé par les îles marécageuses et quasi désertes de Boubyan et de Warda. Ces îles constituent une constante dans les demandes irakiennes de règlement frontalier ¹⁷. Si, comme on l'entend dans les conversations de bistro ¹⁸, « il n'est pas normal

¹⁵ Sauf peut-être des survivants des familles des 5000 Kurdes qu'il a fait gazer. Mais Chevènement devait l'ignorer.

¹⁶ Déclaration faite à Bagdad le 7 février 1990.

¹⁷ L'Irak a demandé à de nombreuses reprises au Koweït, sans succès, de lui louer ces îles, qui ne sont pas habitées, qui ne présentent aucun intérêt.

¹⁸ Dans les conversations de bistro j'inclus les commentateurs des « speakers » (que je n'ose pas appeler journalistes) de la télé, qui ne s'élèvent pas au-dessus de ce niveau.

qu'un seul pays producteur dicte sa loi sur les prix du pétrole », selon la même logique on peut tout aussi bien dire qu'il n'est pas normal qu'un découpage de frontières artificiel asphyxie commercialement un pays.

L'autre cause de la revendication irakienne sur le Koweït est évidemment les immenses ressources pétrolières de ce pays, qui possède les troisièmes réserves du monde : la possession du Koweït assurerait à l'Irak, fabuleusement endetté, des revenus immédiats et quasiment sans limites.

Il est significatif que les émissaires koweïtiens dans le monde arabe n'ont trouvé qu'un soutien limité, et on peut supposer que ce n'est pas seulement la disproportion des forces, mais aussi le sentiment plus ou moins inavoué de la justification des revendications irakiennes qui en est la cause. En réalité, ce n'est pas tant l'invasion du Koweït qui semble préoccuper les autres Etats du Golfe, et les Etats arabes dans leur ensemble, que la perspective de voir se réaliser la prétention de Saddam Hussein au leadership du monde arabe.

Parallèlement, la rapidité de la réaction américaine n'est pas due à l'indignation devant la violation de la légitimité étatique du Koweït : le gouvernement américain, responsable entre autres de la mort de 2 000 civils lors de la petite expédition au Panama, et par ailleurs peu soucieux du caractère dictatorial des régimes qu'il considère comme soutiens du monde « libre »¹⁹, est bien le dernier à devoir s'indigner de violations en ce domaine. Le véritable enjeu est qu'aucune modification du paysage politique des pays producteurs de pétrole n'est tolérable sans que le gouvernement des Etats-Unis l'ait décidé, parce qu'en dépend un niveau de prix du pétrole qui garantit à l'économie américaine sa puissance.

IV. – LE KOWEIT, EMPIRE FINANCIER

¹⁹ Aucun des « commentateurs » médiatiques n'a, à ma connaissance, noté que Saddam Hussein n'est pas plus dictatorial que Pinochet ou bien d'autres massacreurs que les Etats-Unis ont soutenus au nom de la « démocratie ».

Paru dans
le *Monde Libertaire* n° 793
du 13 au 19 septembre 1990

Ceux qui se seraient inquiétés du sort de l'émir du Koweït et de sa famille après l'invasion du petit émirat par les troupes irakiennes peuvent se rassurer. Certes, le pays avait encore deux siècles de production de pétrole assurés, ce qui fait tout de même un beau pactole, un manque à gagner qui n'est pas négligeable. Mais heureusement, les revenus des actifs à l'étranger de l'Office koweïtien d'investissement (le KIO) assuraient à la famille régnante des revenus plus importants que ceux issus de la vente du pétrole. On a là une application exemplaire du principe consistant à mettre ses oeufs dans plusieurs paniers.

Rappelons que selon les critères de la CNUCED – Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement – le Koweït appartient officiellement au tiers monde, malgré un revenu moyen par tête d'habitant de 13 400 dollars en 1988, supérieur à celui de l'Italie et de la Grande-Bretagne. Ses réserves prouvées de pétrole représentent 92 milliards de barils, soit deux siècles de production au rythme actuel.

Le KIO est un holding financier du gouvernement koweïtien, c'est-à-dire de la famille régnante, qui se consacre aux investissements internationaux. Depuis quelques années, le KIO avait multiplié massivement ses prises de participation, particulièrement en Europe.

L'Office koweïtien d'investissement était apparu sur le devant de la scène peu après le « lundi noir » du 19 octobre 1987 lors duquel un mini krach boursier avait secoué la finance internationale. A cette occasion, le prix d'émission de l'action de la société British Petroleum²⁰, qui avait été fixé à 330 pence par le gouvernement, s'effondra. Le gouvernement britannique s'affola et fixe un prix

²⁰ BP était une multinationale dans laquelle le gouvernement britannique avait été majoritaire et que Thatcher avait commencé à démanteler à partir de 1985. Lors des événements dont il est question ici, l'Etat détenait encore 31,5 pour cent du capital que Thatcher avait décidé de liquider. Thatcher avait également liquidé en 1985 la société pétrolière publique British National Oil Corporation.

plancher de 70 pence ²¹, en dessous duquel la Banque d'Angleterre rachèterait les actions mises sur le marché. Or un mois après le « lundi noir », le KIO annonce qu'il détient 10 % des actions de BP et qu'il les a payées quelques pence au-dessus du prix plancher, c'est-à-dire une bouchée de pain. Quelques semaines plus tard, le KIO, qui avait continué à acheter, annonce qu'il détient 21 pour cent des actions de la BP.

On se trouvait donc devant la situation suivante : un Etat membre de l'OPEP allait devenir le principal actionnaire d'une des plus importantes multinationales du pétrole.

« Les implications qu'aurait le passage de BP sous l'influence ou le contrôle d'un gouvernement détenant de substantiels intérêts pétroliers et, de plus, membre de l'OPEP soulèvent des questions d'intérêt public. »

Cette déclaration du ministre britannique de l'Industrie et du commerce, dans un rapport de la Commission des monopoles et fusions, montre que le gouvernement de Sa Majesté prenait la chose au sérieux. Ce rapport servit d'arme dans la vigoureuse contre-offensive juridique que le gouvernement britannique allait mener pendant un an pour ramener la participation du Koweït à 9,9 pour cent.

L'action BP étant entre temps montée à 249 pence, cela restait tout de même une très juteuse opération pour la famille régnante du Koweït. « L'émir c'est l'Etat, et les ennemis de l'Etat sont ses ennemis » pouvait-on lire dans le *Financial Times* du 16 avril 1988. En effet, l'émir et mille deux cents membres de sa famille contrôlent la totalité de l'activité du pays. Il n'y a dans le pays aucune séparation entre les secteurs public et privé : tout est organisé de façon à garantir à la famille régnante la jouissance de ses privilèges et la perpétuation de son pouvoir ²².

²¹ Un pence équivaut à environ 1,1 F.

²² Précisons que le Koweït, monarchie héréditaire, possédait un parlement élu depuis l'indépendance, en 1961, mais qui a été dissous en mai 1986. Une simple chambre d'enregistrement, le Conseil national transitoire, a été mise en place le 10 juin 1990 ; l'opposition a boycotté l'élection de ce Conseil, réclamant un nouveau

Le KIO précisément est un des instruments de ce pouvoir, un prédateur financier qui dispose d'un porte-feuille d'actions à l'étranger de 90 à 100 milliards de dollars, ce qui représente, à titre de comparaison, le double des actifs étrangers détenus par l'Arabie saoudite (environ 45 milliards de dollars). Lorsqu'on songe en outre que ces actifs détenus par le Koweït ont été acquis il a des années, à des prix très inférieurs à leur valeur actuelle, le porte-feuille koweïtien, selon *Business Week* du 7 mars 1988, s'élève à 200 milliards de dollars. Aujourd'hui, les revenus des investissements koweïtiens à l'étranger dépassent ceux provenant du pétrole.

L'expansion du KIO en Europe s'est considérablement accrue en Europe depuis 1987.

En Allemagne il détient 25 % de Hoechst²³, 15 % de Metall Gesellschaft et 18 % de Daimler-Benz.

Au Royaume-Uni, outre BP, il possède la totalité des actions d'un des cinq grands le d'immobilier, St Martin's Property Ltd, et il est entré dans le capital de la Midland, la quatrième banque du pays, dont le KIO détient 10,6 % des titres, ce qui en fait le deuxième actionnaire.

En Espagne, le KIO acquiert en 1987 le fabricant de papier Torras Hostench, ce qui lui donne le contrôle de 17 % du capital d'Ebro, le second producteur espagnol de sucre, avec comme objectif déclaré de contrôler 51 % du secteur agro-alimentaire. La seconde entreprise chimique du pays, Union Explosivos Rio Tinto (ERT) passe sous le contrôle du KIO avec la bénédiction du gouvernement espagnol et la complicité des banques de ladite entreprise. On peut ajouter également l'achat d'une compagnie d'assurances, Amaya. Le tout représente pour le seul Office koweïtien, les deux tiers des investissements étrangers en Espagne.

En France, les Koweïtiens détiennent des participations dans la banque Paribas, dans la banque Suez, dans les sociétés financières Cerus et Parfinance, ainsi qu'un patrimoine immobilier important : Galerie des Champs, tour Manhattan à la Défense...

scrutin. Plusieurs membres de cette opposition ont été arrêtés. La population du Koweït est de 1 954 378 habitants, dont 60 % d'immigrés.

²³ Hoechst contrôle à plus de 50 à 372 sociétés à l'étranger.

A titre subsidiaire, ajoutons que l'Office koweïtien détient des parts dans 480 des plus grandes entreprises américaines...

Peu de pays du tiers monde peuvent se vanter d'un tel dynamisme financier...

Ces quelques informations, qui ne représentent que d'une façon très schématique le poids financier de l'oligarchie qui était au pouvoir au Koweït, ne doivent pas être écartées à l'occasion d'une réflexion sur la situation excessivement complexe issue de l'invasion irakienne du pays. Elles permettent sans aucun doute d'expliquer la promptitude de la réaction des Etats-Unis et de l'Angleterre, ainsi que la division du monde arabe face au soutien qu'il doit porter à une famille régnante dont la légitimité n'est que celle du dollar ou de la livre sterling ²⁴.

Il reste que même si l'émir Cheikh Jaber Al Ahmed Al Sabah n'est pas réinstallé sur son trône, son pouvoir financier n'est pas atteint, si on excepte les revenus du pétrole.

« Par son insatiable voracité, le KIO a aujourd'hui un rôle historique de catalyseur : il accélère le rythme de la concentration du capital, non seulement par la foudroyante rapidité de ses assauts mais aussi par les fusions défensives qu'il suscite. » (Frédéric F. Clairmonte, *Le Monde Diplomatique*, « La finance koweïtienne se taille un empire » janvier 1989 » ²⁵).

Clairmonte termine son article en faisant un parallèle en comparant la situation actuelle avec les énormes concentrations industrielles qui ont eu lieu entre les deux guerres dont le résultat a été la « constitution d'un oligopole mondial et une manipulation des prix à un niveau incontrôlable pendant la période de l'entre-deux guerres. Aujourd'hui, les mêmes causes sont en train de produire les mêmes effets ».

L'enjeu de l'intervention au Moyen Orient n'est donc plus seulement, pour les grandes puissances impérialistes, une question d'approvisionnement pétrolier, comme on voudrait nous le faire

²⁴ Le Koweït a une population de 1 870 000 habitants, dont 60 % d'immigrés.

²⁵ Les informations contenues dans le présent article sont largement extraites de l'étude citée.

croire. Il s'agit de l'affirmation, par les métropoles industrielles, qu'aucun problème majeur concernant leur approvisionnement en matières premières ou en produits énergétiques provenant d'un pays du tiers monde ne peut ni ne doit être réglé localement : ce sont là des questions qui ne peuvent être réglées que par les métropoles, dans les termes choisis par elles.

Subsidiairement, on peut également supposer que l'intervention occidentale concerne soit la protection d'un élément clé du club financier international, soit la tentative de profiter des circonstances pour liquider la finance koweïtienne²⁶ qui est un intrus dans le jeu et un compétiteur efficace du capitalisme traditionnel des pays industrialisés. L'avenir nous le dira.

V. – LA DOCTRINE MILITAIRE AMÉRICAINE

Paru dans
le *Monde Libertaire* n° 796
du 4 au 10 octobre 1990

« Nous devons être capables de nous défendre dans des guerres de toutes dimensions, de toutes formes et dans toutes les régions où nous avons des intérêts vitaux ».

Cette déclaration du secrétaire à la défense de l'ex-président Reagan reste encore parfaitement d'actualité. Les principes militaires américains n'ont en rien changé : la fonction du système militaro-industriel reste de préserver l'« American way of life » et de défendre le « monde libre », c'est-à-dire un monde dans lequel l'accès aux matières premières, aux produits énergétiques, reste librement accessible au capital américain et aux conditions que celui-ci impose.

²⁶ Ce qui expliquerait que tout le monde -- y compris les autres émirats arabes -- semble considérer comme acquis la liquidation de la famille régnante koweïtienne du pouvoir.

« Il faut (...) défendre les mines et les plantations d'Amérique latine ou d'Asie du Sud-Est, les gisements pétroliers du Moyen-Orient, les fabuleuses richesses du bouclier canadien, les richesses encore à peine exploitées de l'Afrique, le potentiel industriel de l'Europe occidentale où affluent les capitaux américains. Et, de surcroît, il faut assurer la liberté de navigation sur tous les océans et sur toutes les mers. L'appareil militaire est donc à l'échelle d'un empire sans frontière²⁷. »

Un objectif d'une telle ampleur et d'une telle complexité ne peut se réaliser que par la mise en place d'une stratégie élaborée. Il n'est pas indifférent d'en connaître l'évolution depuis la Seconde guerre mondiale.

Après 1945, la politique de défense américaine était fondée sur le principe d'une « riposte massive », nucléaire et immédiate, qui devait dissuader toute attaque de la part de l'URSS. On préconisait donc une réduction des moyens militaires classiques et l'accroissement du potentiel nucléaire. Mais, disaient alors les opposants à cette théorie, s'il se produisait une vague de soulèvements révolutionnaires dans le tiers monde, la stratégie de la riposte nucléaire massive serait totalement inopérante. Par ailleurs, disaient-ils, une attaque généralisée contre les Etats-Unis ou contre l'Europe était peu vraisemblable. La perte d'un régime ami ne menaçait pas, à elle seule les intérêts fondamentaux des Etats-Unis, mais la perte cumulée de plusieurs d'entre eux pouvait fortement nuire aux intérêts commerciaux et aux investissements américains.

Les opposants à la théorie de la riposte massive proposaient la « riposte flexible »,²⁸ adaptée aux différents types de menaces qui pouvaient apparaître, « de la guerre atomique générale à des infiltrations et à des agressions telles que celles qui menaçaient le Laos et Berlin ».

C'est la doctrine qu'adopta Kennedy. Les nouvelles méthodes de contre-insurrection et les nouveaux armements purent être mis à l'épreuve au Vietnam. Leur lamentable faillite et l'escalade vers une guerre totale plongèrent les Etats-Unis dans un tel borbier que les

²⁷ Claude Julien, *L'empire américain*, Le Livre de Poche.

²⁸ Parmi les partisans de cette théorie figurait Henry Kissinger.

pouvoirs de guerre à l'étranger du président subirent de fortes restrictions sous la pression de l'opinion publique.

Le Pentagone fut donc amené à élaborer une autre doctrine permettant d'assurer la protection des intérêts américains tout en évitant une intervention directe à l'étranger. On en vint alors à distinguer les intérêts du centre, qu'il fallait défendre avec tous les moyens nécessaires, et les intérêts périphériques dont la défense devait être confiée aux alliés ou à des Etats gendarmes.

La théorie de la riposte flexible fut par la suite à son tour mise en cause par un groupe d'opposants²⁹, qui critiquaient le non-interventionnisme de Carter. Ils regrettaient que les Etats-Unis ne soient pas intervenus en Angola et en Ethiopie car cela aurait découragé d'autres « défis » dans d'autres points critiques où l'approvisionnement en pétrole était menacé.

L'ère Reagan marque une nette escalade dans la théorie militaire américaine. Sa nouvelle stratégie était fondée sur les points suivants :

1.- Les intérêts des Etats-Unis peuvent être menacés dans n'importe quelle région du globe. Le général Daniel C. Jones déclare devant le Congrès en 1981 :

« Nous vivons à une époque où un coup d'Etat, une grande grève, une attaque terroriste ou une guerre prolongée entre voisins peuvent, comme jamais auparavant, déclencher des conséquences mondiales qui affecteraient notre bien-être national et notre sécurité (...) Nous avons besoin d'une ample vision stratégique qui intègre les problèmes régionaux dans un cadre plus global. »

Des plans d'urgence sont ainsi préparés pour permettre aux Etats-Unis de répliquer à des gestes d'hostilité dans une région par une contre-attaque dans une autre.

2.- L'ordre international ne peut guère être assuré que de façon unilatérale par les Etats-Unis, seuls capables de résister aux agressions contre les occidentaux.

²⁹ Quelques noms : James Schlessinger, Alexander Haig.

3.– Les initiatives soviétiques dans le tiers monde doivent être systématiquement contrées. Les négociations sur le contrôle des armements, selon le général Haig, « ne peuvent être la pièce maîtresse ni le baromètre crucial des négociations américano-soviétiques ». Ces négociations sur le contrôle des armements nucléaires deviennent tellement formelles que Helmut Schmitt a pu déclarer au *Washington Post* du 22 mai 1983 : « Il faudra me convaincre avant la fin de cette année que les Américains négocient sérieusement. Je n'en suis pas encore convaincu. »

4.– L'arme nucléaire n'est qu'une arme parmi d'autres dans la nouvelle stratégie, qui envisage la possibilité d'une escalade « verticale » – passage de l'armement conventionnel à l'arme nucléaire – aussi bien que « horizontale » – déplacement géographique d'un conflit ou son élargissement.

5.– L'Europe reste l'un des sites de guerre possibles, le deuxième étant le Golfe persique qui a remplacé l'Extrême Orient dans la doctrine réactualisée des stratèges. Ces derniers considèrent que les Etats-Unis doivent être en mesure de mener la guerre sur les deux sites principaux et un conflit plus limité sur un troisième site, d'où la doctrine dites de « deux guerres et demies ».

6.– Le développement de la force navale est indispensable pour assurer le contrôle des mers et l'accès aux matières premières et protéger le commerce. La force navale est également essentielle à toute intervention de la force de déploiement rapide.

7.– Les ventes d'armes aux régimes proaméricains du tiers monde sont en accroissement constant après le coup de frein donné par Carter dans ce domaine.

8.– La collaboration militaire avec la Chine est un élément important de la nouvelle stratégie américaine. Des matériels sophistiqués et des technologies destinées à la fabrication

d'armements lui sont vendus afin de lui permettre d'immobiliser les forces soviétiques en Extrême Orient.

9.— Le dernier point de la doctrine reaganienne concernait le développement du dispositif contre-insurrectionnel, qui faisait l'objet d'une attention particulière. Reagan répétaient qu'ils n'allaient pas « rester passifs » devant les provocations soviétiques et clamaient leur volonté d'améliorer les capacités d'intervention américaines. Désormais les conflits internationaux sont tous perçus comme des manifestations de la rivalité Est-Ouest, et toute opposition à la politique américaine, toute interprétation divergente sont considérées comme une soumission, consciente ou non, au bloc communiste. L'Europe est fermement invitée à participer au renforcement de la force militaire américaine face à l'URSS, en prenant part aux actions de police dans le tiers monde ou en acceptant l'installation de missiles sur le territoire européen.

Le rappel de la doctrine de défense américaine, et en particulier celle de Reagan nous paraît important pour éclairer l'action que mènent en ce moment les Etats-Unis dans le Golfe persique. En effet, George Bush, n'a en rien innové par rapport au point de vue de son prédécesseur. Dès le début de son investiture les médias américains soulignent l'absence totale d'imagination du nouveau président : il est « sans plan », « fainéant », pas « à la hauteur ». On pourrait ajouter, à propos de l'épisode panaméen, « ridicule », si ce n'était pour les 2000 morts innocentes causés par l'intervention américaine : la capture du général Noriega, un tyranneau local avec lequel Bush avait jusqu'alors entretenu d'excellentes relations, est un acte tout aussi disproportionné que l'invasion de la Grenade du temps de Reagan. On ne peut s'empêcher de penser que lorsque les Etats-Unis se sont heurtés à un ennemi digne de ce nom qui a envoyé un camion suicide sur l'immeuble des marine's à Beyrouth, le rappel des « boy's » a été presque immédiat.

Deux faits importants pourtant ont modifié considérablement les données du problème par rapport à l'ère Reagan : l'effondrement du bloc soviétique, qui désoriente complètement les dirigeants américains et les laissent sans initiative et incapables de profiter de

leur « victoire » ; et l'ampleur catastrophique du déficit budgétaire, hérité de Reagan, qui réduit considérablement les marges de manœuvres du gouvernement ³⁰.

Malgré les invraisemblables mutations survenues en Europe de l'Est, Bush en est encore à développer les grands thèmes du temps de... la guerre froide ! « La guerre froide n'est pas finie » déclarait-il en juin 1988 à San Francisco. Son administration aujourd'hui continue de penser que l'opposition entre les deux Grands va continuer. Le secrétaire à la Défense estime que Gorbatchev sera incapable de réformer l'économie soviétique et qu'il sera remplacé par « quelqu'un qui sera beaucoup plus hostile que lui à l'égard de l'Occident » ³¹. Il faut donc, pense Bush, se préparer à « un conflit de longue durée » ³².

En conséquence de quoi, l'administration réclame l'accroissement de la puissance nucléaire américaine grâce à la mise en place de deux systèmes de missiles intercontinentaux qui permettraient de parer à une « attaque surprise », l'un transporté sur rail et l'autre sur camion. On comprend dans ces conditions le peu d'enthousiasme des dirigeants américains dans leurs négociations sur le contrôle des armements. Gorbatchev annonce-t-il un retrait unilatéral de troupes soviétiques d'Europe de l'Est ? Le secrétaire à la Défense répond qu'il « serait imprudent, ou pis encore, de répondre aux réductions soviétiques par des mesures semblables de notre côté » ³³.

Dans le même esprit l'administration Bush demandait un accroissement des forces destinées à être déployées rapidement dans les régions lointaines du tiers monde ; elle demande le renforcement des unités spéciales, la création d'un nouveau corps de forces spéciales de l'armée de terre, la livraison de nouveaux matériels : avions cargos à long rayon d'action, appareils d'assaut amphibies, nouveaux hélicoptères de combat etc. Ce sont sans doute ces nouveaux joujoux qui ont été récemment inaugurés.

³⁰ L'endettement américain -- entreprises, ménages, institutions publiques et financières -- dépasse 180 % du PNB. La dette extérieure atteint 532 milliards de dollars en 1988, alors qu'en 1980 la balance était créditrice de 106 milliards.

³¹ *New York Times*, 2 mai 1989.

³² (*NYT* 30 juin 88)

³³ Déclaration à la Chambre, 25 avril 1989.

La question reste de savoir si les mutations qui se sont produites de Europe de l'Est et en Russie, et qui, a priori, sont des éléments qui pourraient impliquer une certaine détente, peuvent affecter les relations entre le gouvernement des Etats-Unis et le tiers monde.

Le conflit actuel du Golfe montre qu'il n'en est rien. On s'aperçoit en effet que les raisons locales du conflit, qui met en péril l'approvisionnement en pétrole et lèse les intérêts américains, situe l'attitude de Washington en dehors de la problématique de la détente. Mieux (ou pire...), l'ancien adversaire – l'URSS – en vient à participer conjointement à l'opération de police initiée par les Etats-Unis³⁴.

Si les événements de l'Est ont contraint les dirigeants américains à réintroduire la détente dans leurs analyses diplomatiques, ceux-ci n'en continuent pas moins à développer la même vision des relations internationales qu'ils avaient en 1945. Les mouvements d'agitation politique et sociale, les convulsions qui secouent certains pays du tiers monde ne peuvent en aucun cas être l'expression de tentatives d'affirmer une voie de développement indépendante des options imposées par l'impérialisme ; ce sont inévitablement à la fois des tentatives de porter atteinte aux intérêts américains et des contestations du mode de vie américain ; feintes ou réelles³⁵, ces crises servent aux présidents successifs à justifier le maintien d'une politique d'armement massif.

³⁴ Disons-le tout net : il ne s'agit ni d'approuver ni de désapprouver l'annexion du Koweït par l'Irak. Approuver signifie qu'on prend position pour un dictateur qui a, entre autres choses, massacré des milliers de civils avec des armes chimiques. Désapprouver signifie qu'on se range aux côtés d'un Etat fantoche, qui n'est qu'une création de l'impérialisme -- anglais notamment -- pour servir les intérêts des compagnies pétrolières ; une création tellement artificielle que le Koweït est contraint, pour faire marcher l'économie du pays, d'importer une masse si importante de travailleurs immigrés, qu'elle représente 60 % de la population.

³⁵ La presque totalité des études américaines sur la guerre de Corée, par exemple, reconnaissent aujourd'hui que l'administration Truman a utilisé la crise pour intensifier la guerre froide.

« Selon la doctrine de la crédibilité, la puissance militaire américaine, de par sa simple existence, nécessite d'être en partie utilisée de temps à autre pour demeurer crédible. Il s'agit d'une notion à la fois symbolique, flexible, arbitraire, capable d'être utilisée pour renforcer la confiance d'alliés comme pour attiser la crainte d'adversaires. » (Gabriel Kolko, « Même simplisme à propos du tiers-monde, même conception de la détente », *Le Monde Diplomatique*, juin 1989.)

Cependant, aux éléments traditionnels de la politique étrangère américaine vient s'en ajouter un nouveau : le déclin relatif de la puissance économique³⁶, industrielle et commerciale des Etats-Unis face à la montée de l'Europe transfère le débat sur la sécurité nationale, de la confrontation Est-Ouest à la confrontation de l'économie nationale avec la concurrence internationale³⁷. Il en résulte :

1. – Que l'exploitation des ressources du tiers monde, au prix le plus bas, devient un enjeu vital pour permettre à l'économie américaine de récupérer une compétitivité internationale qu'elle a perdu.

2. – Que le maintien de conflits localisés dans le tiers monde est une garantie de stabilité pour l'économie américaine fondée sur un colossal complexe militaro-industriel.

On peut dire en conclusion que l'accroissement de la concurrence entre impérialismes va imposer aux pays du tiers monde producteurs de matières premières et de produits énergétiques une exploitation encore plus féroce de la part des métropoles industrielles. Ce

³⁶ La politique de Reagan a été une véritable catastrophe nationale qui a conduit à liquider des pans entiers de l'industrie américaine : automobile, pneus, agroalimentaire, machines-outils, etc. Le phénomène a pris une telle ampleur que l'Etat fédéral estime désormais qu'il doit donner son accord, sous des prétextes de défense nationale, aux rachats d'entreprises par l'étranger.

³⁷ **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** (S. Hecker, directeur du département de l'énergie du laboratoire national de recherche de Los Alamos. Cité par *Le Monde Diplomatique*, avril 1989 p. 3.)

militaire français qui s'exprimait à la télévision au début de l'invasion du Koweït par l'Irak avait parfaitement raison : c'est là le premier grand conflit Nord-Sud.

VI. – LE CAS MOSSADEGH : UN PRÉCÉDENT ?

Non publié

Le combat pour la « démocratie » et pour le respect de la légitimité internationale que prétend mener en ce moment le gouvernement des Etats-Unis contre l'Irak a eu de nombreux précédents, mais le cas Mossadegh en Iran est particulièrement caractéristique et exemplaire car il met en scène un pays producteur de pétrole de la même région du Golfe persique, l'Iran.

Nous sommes en 1949. Le pétrole iranien est exploité par l'Anglo-Iranian Oil Company, contrôlée à 52 % par le gouvernement britannique. La compagnie négocie avec le gouvernement iranien un accord aux termes duquel elle verserait des redevances de 25 à 30 pour cent. Le parlement iranien juge ce taux insuffisant et refuse de ratifier l'accord.

En 1951, peu après le mariage du chah avec la princesse Soraya, le Premier ministre Mossadegh fait voter au parlement iranien la nationalisation du pétrole. La raffinerie d'Abadan est fermée par les Britanniques et les Iraniens, qui doivent écouler leur production, se tournent vers d'autres compagnies pétrolières. L'Anglo-Iranian, soutenue par Londres et Washington, fait pression sur les éventuels candidats afin de faire échec à de tels accords : aucune compagnie pétrolière ne peut se permettre d'affronter la puissante compagnie pétrolière britannique.

Le général Eisenhower est élu président des Etats-Unis en 1952. Le chah lui rend visite et profite de l'occasion pour se plaindre de Mossadegh. Ce dernier écrit à Eisenhower en essayant de lui expliquer que le peuple iranien est engagé dans une lutte vitale contre la « cupidité et le désir de profit d'une compagnie soutenue par le gouvernement britannique ». Eisenhower, qui n'a pas encore

pris ses nouvelles fonctions, lui répond qu'il n'a pas encore d'opinion sur la question....

Le parlement iranien proroge en janvier 1952 les pouvoirs de Mossadegh d'un an. Le 28 février le chah annonce qu'il a l'intention d'abdiquer pour « raisons de santé » : il s'agit évidemment de faire pression sur le Premier ministre en mobilisant les partisans du chah, mais Mossadegh, soutenu à la fois par les milieux populaires, par la bourgeoisie nationaliste, et par le parti communiste, sort vainqueur de l'épreuve. Le chah renonce à abdiquer.

En mai 1953 Mossadegh écrit à Eisenhower pour lui demander son soutien afin de lever les obstacles politiques qui s'opposent à la vente du pétrole iranien. Le président américain refuse, car son objectif est de substituer à l'Anglo-Iranian, qui avait le monopole de l'exploitation du pétrole en Iran, un consortium auquel participerait des compagnies américaines.

Le gouvernement américain fera bon usage du soutien des communistes à Mossadegh. Il fait tout pour accréditer la thèse que ce dernier est manipulé par Moscou. Les agents de la CIA regroupent les opposants. Mossadegh riposte en annonçant un référendum pour le 2 août 1953, ce qui curieusement, conforte les américains dans leur idée que Mossadegh est l'instrument des communistes. Le référendum montre une majorité écrasante en faveur du Premier ministre. Aussitôt un coup de force est organisé à partir de la Suisse par le directeur de la CIA, l'ambassadeur américain à Téhéran et la sœur du chah.

Le général Schwarzkopf, un des principaux agents de la CIA, se rend, lui, en Iran pour retrouver de vieux amis. Ce personnage avait, en effet, réorganisé la police du chah entre 1942 et 1948, et on peut aisément imaginer de quels amis il s'agit. Parmi ceux-ci, un certain général Zahedi, dont Schwarzkopf avait pu apprécier l'énergie.

Le 13 août, le chah signe illégalement un décret destituant Mossadegh et nommant Zahedi comme Premier ministre. Il fait porter le décret par le colonel de sa garde, que Mossadegh fait simplement arrêter. Le chah, qui était prudemment parti en vacances au bord de la mer Caspienne, s'enfuit en Italie.

Andrew Tully raconte que Schwarzkopf « se mit à distribuer secrètement des fonds pour la cause des adversaires de Mossadegh.

Certains Iraniens se trouvèrent riches tout à coup, et l'histoire raconte qu'en quelques jours Schwarzkopf présida à la dépense avisée de plus de dix millions de dollars de la CIA. Mossadegh y perdit en un clin d'œil un grand nombre de ses partisans³⁸. »

Un « soulèvement spontané » fut organisé contre le Premier ministre. Le 19 août une foule part des bidonvilles du sud de Téhéran, où s'entasse la moitié de la population de la ville dans des conditions de misère épouvantable. Les mollahs auraient distribué 400 000 dollars à une populace prête à tout. Les forces armées restées fidèles au chah passent à l'attaque. « A Rome, le chah ahuri se prépara à rentrer chez lui, à installer Zahedi comme premier ministre, et à donner à l'Iran un régime pro-occidental », raconte le *Saturday Evening Post* quinze mois après les événements .

Ainsi les Iraniens qui avaient exprimé leur confiance dans Mossadegh lors du référendum du 2 août le renversèrent-ils « spontanément » le 19. Mossadegh fut arrêté, une répression féroce s'abattit sur le parti communiste, minoritaire, mais aussi sur les membres du Front national de Mossadegh, qui se recrutaient dans la bourgeoisie commerçante du bazar, parmi les étudiants et dans les tribus qui refusaient de reconnaître l'autorité du chah. « Tout au long de la crise, le gouvernement des Etats-Unis avait fait tout son possible pour soutenir le chah » écrit Eisenhower dans ses mémoires. Le gouvernement américain accorda au chah l'aide financière de 23,4 millions de dollars qu'il avait refusée à Mossadegh. Eisenhower raconte en outre qu'à la suite d'une lettre qu'il reçut de Zahedi, « dans laquelle il évoquait les difficultés de son pays, son besoin d'aide et son désir de s'aligner sur les nations du monde attachées à la liberté, je décidai qu'en de telles circonstances le programme prévu d'aide technique n'était pas suffisant. J'annonçai le 5 septembre un supplément de 45 millions de dollars comme aide économique d'urgence³⁹. » C'est près d'un milliard de dollars que les Etats-Unis accorderont au gouvernement Zahedi entre 1953 et 1961, un argent qui sera si mal utilisé que la Chambre des représentants de Washington s'en indignera.

³⁸ *Central Intelligence Agency*, Stock, 1962.

³⁹ Dwight. D. Eisenhower, *Mandate for Change*, 1953-1956, Heinemann éditeur, 1963.

Zahedi est un curieux personnage. Avant d'être le chef de la police du chah réorganisée par Schwarzkopf, il avait collaboré avec les nazis pendant la guerre, lors de laquelle il avait été l'un des pires spéculateurs du pays, thésaurisant d'énormes quantités de blé dans un pays affamé. Il avait préparé un soulèvement général. Arrêté par un agent anglais qui raconte l'affaire⁴⁰, on trouva chez lui une quantité d'armes automatiques allemandes, de nombreux sous-vêtements de soie, de l'opium, un registre illustré des prostituées d'Ispahan.

C'est donc à cet homme, reconverti par les bons soins démocratiques de Schwarzkopf en policier, que l'on confie la charge de Premier ministre après la chute de Mossadegh. Zahedi va organiser des élections qui évidemment confirmeront la chute de Mossadegh : tous les leaders de l'opposition au coup d'Etat, communistes, bien sûr, mais aussi nationalistes sont en prison, et le scrutin se déroulera dans la terreur. A propos d'un des hommes de main qui semèrent la terreur lors de ces élections, le fils du nouveau Premier ministre dira qu'il est certes « un peu brutal » ; « mais, ajouta-t-il, il est contre les communistes. »

L'histoire se termine comme l'on devine. L'Iran est mise sous coupe réglée par les compagnies pétrolières occidentales, avec la grosse part du gâteau pour les Etats-Unis. Un consortium est créé dans lequel l'Anglo-Iranian récupère 40 % des parts, les compagnies américaines 40 %, la Royal Dutch-Shell 14 % et la Compagnie française des pétroles un strapontin avec 6 % ; en plus, l'Anglo-Iranian se voit attribuer par les Etats-Unis 70 millions de dollars à titre de compensation.

L'ironie sinistre de l'histoire est que Mossadegh avait osé demander 25 à 30 % de redevances à l'Anglo-Iranian ; le gouvernement mis en place par le gouvernement américain en reçoit 50 % maintenant. Ce qui fait un joli pactole puisque la production, qui était de 155 millions de barils en 1947, passe à 301 millions en 1958 et à 618 millions en 1964.

La population iranienne, comme il se doit, resta complètement en dehors de cette prospérité, mais la « morale internationale » dont on

⁴⁰ Fitzroy Mac Lean, *Diplomate et franc-tireur*, Gallimard, 1952.

nous rebat aujourd'hui les oreilles est rétablie : la tentative d'un pays sous-développé qui entend garder le contrôle de ses ressources en les nationalisant, qui entend se libérer de l'emprise de l'impérialisme a été brisée. L'exemple, s'il avait réussi aurait pu être contagieux ⁴¹.

Peut-on faire un parallèle aujourd'hui entre le cas de Mossadegh et celui de Saddam Hussein ? Il semble difficile de comparer la situation d'un homme qui veut nationaliser le pétrole de son pays et celui d'un homme qui transforme brutalement un Etat voisin en province. Dans les deux cas pourtant il y a deux dénominateurs communs : le pétrole et la promptitude de la réaction américaine. La comparaison se situe donc moins au niveau des acteurs « locaux » des événements que des enjeux et de la réaction des puissances occidentales.

Des comparaisons ont été suggérées entre Saddam Hussein et Nasser. Bien que le premier cherche à se donner l'image de l'unificateur du monde arabe, il n'y a guère de points communs. D'abord, le dictateur irakien ne parle jamais en public, alors que Nasser soulevait l'enthousiasme des foules par ses longs discours. Mais surtout, c'est la cohérence du discours, fondée sur la renaissance nationale arabe, la justice sociale, la participation populaire qui distingue Nasser de Saddam Hussein.

« Au pouvoir depuis 1968, le dirigeant irakien symbolise – comme Hafez El-Assad en Syrie ou les différents monarques du Golfe – tous les échecs d'une génération qui a exercé pendant plus de vingt ans un pouvoir absolu. Incapable d'apporter une solution à la question palestinienne, s'appuyant sur un fantastique appareil de répression, elle a profité du conflit israélo-arabe pour se maintenir à tout prix au pouvoir, briser toute opposition, brider les aspirations à la démocratie. Si les richesses pétrolières lui ont permis d'alléger les contradictions sociales, la politique de libéralisation (*infitah*) inaugurée par Anouar El-Sadate au début des années 70, a été incapable d'assurer un développement

⁴¹ L'essentiel du contenu de cet article est tiré de l'excellent livre de Claude Julien, *L'Empire américain*, Livre de poche. Cf. p. 402 et sq.

autonome et équilibré. Seuls les islamistes sont sortis indemnes de ce naufrage idéologique et politique⁴². »

Mossadegh n'était sans doute pas un tendre et innocent démocrate : le référendum qu'il organisa lui valut le score de 99,4 %, ce qui est tout de même suspect ! En outre, la fraude et la manipulation électorales étaient, semble-t-il, une tradition nationale en Iran. Enfin, les mêmes hommes qui avaient servi à « encourager » les électeurs à voter Zahedi avaient peu auparavant travaillé pour Mossadegh. Ce sont donc moins les méthodes respectives des deux hommes qui les distinguaient que l'objectif pour lequel ils travaillaient.

La politique des puissances occidentales vis-à-vis des Etats arabes a été d'une cohérence étonnante si l'on prend comme critère les intérêts à court terme de l'impérialisme, mais d'une inconséquence invraisemblable d'un point de vue humain ou même du point de vue des intérêts à long terme des nations industrialisées.

Les principes de Realpolitik ont conduit les puissances occidentales à ne considérer que les régimes en place sans tenir aucun compte des populations. Le régime de Nasser fut violemment combattu, malgré le soutien populaire qu'il avait acquis. Le régime du chah fut obstinément soutenu, malgré son impopularité grandissante. Ni les Européens ni les Américains n'ignoraient ces relations entre populations et gouvernements : les objectifs des occidentaux laissaient peu de place aux peuples. Les ayatollahs seraient-ils parvenus au pouvoir en Iran si la CIA n'avait renversé Mossadegh ?

Il peut sembler difficile de comprendre la haine féroce des populations arabes à l'égard des Américains ; mais comment s'étonner de cette haine lorsqu'on songe aux principes de pillage, appuyés au besoin par la politique de la canonnière, qui ont présidé à l'attitude des puissances industrielles dont les Etats-Unis apparaissent comme le chef de file, au Moyen-Orient ?

⁴² Le *Monde Diplomatique*, mai 1990, p. 3.

Le gouvernement des Etats-Unis a toujours lié sa politique dans le tiers-monde au soutien des généraux, des dictatures, des dirigeants les plus corrompus. Ce pacte passé avec la dictature, la répression, la corruption – au nom de la démocratie, du monde libre et de la morale internationale – a certes servi les intérêts à court terme de l'impérialisme, mais il a mobilisé dans tout le tiers monde la plupart des nationalistes, aussi bien dans les couches privilégiées que dans les masses pauvres.

On ne saurait donc s'étonner du soutien rencontré par Saddam Hussein aujourd'hui auprès des masses dans tous les pays arabes⁴³ : l'anti-américanisme est devenu une précondition à tout changement dans le tiers-monde.

VII. – TIMOR-EST : Un cas de prédation internationale entériné par les Nations Unies

Paru dans
le *Monde Libertaire* n° 819
du 14 au 20 mars 1991

Timor est une île située à l'Est de l'archipel indonésien. La partie orientale de cette île était une colonie portugaise, revendiquée, puis envahie et occupée par l'Indonésie, contre l'avis de la population, lorsque les anciens colonisateurs se sont retirés.

Aussi, lorsque l'invasion irakienne du Koweït a incité le conseil de sécurité des Nations Unies à prendre une série de résolutions impliquant l'usage de la force pour expulser l'envahisseur, le peuple de Timor-Est, qui a vécu sous une occupation illégale, sous la violence la plus extrême et la répression pendant quinze ans, fut

⁴³ Et corrélativement, on ne saurait s'étonner du peu de cas que font les médias de ce soutien des populations arabes, qui ne peuvent, n'est-ce pas, qu'être manipulées. Il n'est en tout cas pas question d'évoquer des dizaines d'années d'humiliation nationale provoquées par la prétention des puissances industrielles à imposer des solutions dans le seul but de préserver un approvisionnement pétrolier à bas prix.

stupéfait. L'invasion irakienne du Koweït était en effet une copie conforme de ce qu'eux-mêmes avaient vécu. Les Timoriens ressentirent durement le fait que, alors que les Nations Unies avaient autorisé l'usage de la force contre l'Irak, elles ne soient jamais intervenues pour imposer le retrait des forces indonésiennes d'occupation de Timor-Est.

La passivité des Nations Unies

L'invasion eut lieu le 7 décembre 1975, dix jours après la proclamation, à Dili, de la république démocratique de Timor-Est, le 20 novembre. Une douzaine de pays reconnurent le nouvel Etat, mais l'invasion rendit impossible l'adhésion de celui-ci aux Nations Unies.

Le 22 décembre 1975, le Conseil de sécurité demanda au gouvernement d'Indonésie de retirer sans délai toutes ses forces du territoire. La résolution appelait « tous les Etats à respecter l'intégrité territoriale de Timor-Est ainsi que le droit inaliénable de son peuple à l'autodétermination en accord avec la résolution de l'Assemblée générale 1514 (XV) » (résolution 384/1975).

De nombreuses autres résolutions furent adoptées mais Timor-Est est toujours un pays occupé. Les Nations Unies ont été incapables de faire respecter ces résolutions. La tentative d'envoi d'un délégué des Nations Unies à Timor-Est en février 1976 fut sabotée par l'Australie : ce fut la seule tentative d'intervention effective des Nations Unies. Les Etats-Unis, en 1975, se sont abstenus et, depuis, ont systématiquement voté contre l'indépendance de Timor-Est. Daniel Patrick Moynihan, qui fut ambassadeur des Etats-Unis aux Nations Unies pendant les premières années de l'invasion, écrit dans ses mémoires : « Les Etats-Unis souhaitaient que les choses tournent telles qu'elles ont tourné à Timor-Est et travaillaient à réaliser cet objectif. Le Département d'Etat souhaitait que les Nations Unies se révèlent totalement inefficaces dans toutes les mesures qu'elles prenaient... »

A peu d'exceptions près, les pays occidentaux se sont abstenus. L'Australie, le premier pays occidental à reconnaître l'annexion, vota pour Timor-Est en 1975, s'abstint en 1976 et 77, et depuis, vota systématiquement contre. Le secrétaire général des Nations Unies,

Peres de Cuellar, a ignoré toutes les demandes en vue d'organiser une consultation du peuple de Timor.

L'Indonésie ne parvint à prendre le contrôle du pays qu'en 1979, après une guerre dévastatrice qui fit 200 000 morts (sur une population de 700 000).

Le pétrole, toujours...

D'énormes réserves de pétrole ont été découvertes au large des côtes sur de Timor-Est. Des négociations entre l'Australie et le Portugal, en 1972, pour exploiter ces réserves, n'aboutirent pas, à cause d'un désaccord sur les frontières maritimes entre l'Australie et la colonie portugaise. Cinq mois avant l'invasion indonésienne, l'ambassadeur d'Australie rappela au Département des minéraux de Canberra de prêter attention à la situation de Timor :

« ... ce département devrait bien trouver intérêt à réduire le fossé sur la question des frontières maritimes et cela pourrait être beaucoup plus facilement négocié avec l'Indonésie qu'avec le Portugal ou un Timor indépendant. Je sais que je recommande un point de vue pragmatique plutôt qu'une position de principe mais c'est une question d'intérêt national et de politique étrangère. »

En octobre 1976, l'Australie et l'Indonésie commencent les négociations pour établir les frontières maritimes. Deux années plus tard l'Australie reconnaît officiellement l'intégration de Timor-Est à l'Indonésie : c'était le préliminaire à la signature d'un accord sur l'exploitation du pétrole en mer.

Les recherches faites par les compagnies pétrolières confirment le potentiel pétrolier. Une étude faite par Elf Aquitaine en 1977 parle d'une « très grande découverte » et prédit entre un et sept milliards de barils.

Il fallut dix ans pour que les deux pays parviennent à un accord, qui fut retardé parce que les relations bilatérales étaient loin d'être faciles. Il y avait en Australie une forte opposition à l'intégration et les relations se ternirent lorsque la presse publia un article sur les tripatouillages financiers auxquels Suharto – le chef d'Etat indonésien – se livrait pour son compte personnel. Le traité, signé en

décembre 1989, assurait à l'Australie un accroissement énorme de sa production pétrolière avec des perspectives lucratives d'investissement pour les grandes compagnies pétrolières.

Canberra ne nia d'ailleurs même pas que l'annexion de Timor-Est était illégale :

« Nous avons considéré depuis 1979 que quelles que soient les circonstances malheureuses et même l'illégalité possible, qui entourent l'acquisition de Timor-Est par l'Indonésie dans les années 70, la souveraineté indonésienne sur le territoire devrait être acceptée non seulement de facto, mais aussi de jure. Il n'y a aucune obligation légale qui oblige à ne pas reconnaître l'acquisition d'un territoire par la force. » (Gareth Evans, ministre des Affaires étrangères et sénateur, *Senate Daily Hansard*, 1^{er} novembre 1989.)

Les prises de position de l'Australie, avant même que l'Indonésie n'envahisse Timor-Est, furent cruciales dans la détermination de l'attitude des pays occidentaux : elles contribuèrent substantiellement au manque de volonté politique des Nations Unies contre un prédateur brutal. Alors que dans le cas du Koweït, les intérêts des puissances occidentales imposaient qu'on empêche la saisie par l'Irak d'une des sources les plus profitables de pétrole, dans le cas de Timor-Est, ces intérêts imposaient qu'on entérine une telle prédation.

Deux poids, deux mesures. Mais ça, on le savait déjà... (D'après de la documentation de The Indonesia Human Rights campaign.)

La presse australienne s'est récemment fait l'écho du débat sur Timor-Est, qui a été relancé par le conflit du Golfe. L'analogie des situations n'échappe pas en effet à la perspicacité de certains. Ian Matthews, dans le *Canberra Times* du 13 janvier 1991, rapporte les questions que la sénatrice Jo Vallentine a posées à Gareth Evans, ministre des Affaires étrangères, questions embarrassantes qui soulignent le caractère sélectif des principes qui guident le Conseil de sécurité des Nations Unies : certaines invasions sont nécessaires, justifiées, approuvées, et d'autres ne le sont pas. Le ministre peut-il

en particulier expliquer la différence entre l'invasion irakienne du Koweït et l'invasion indonésienne de Timor-Est en 1975 ?

La sénatrice veut ainsi savoir si le ministre « reconnaît l'ironie d'une situation où le pétrole est impliqué dans les deux conflits, mais où, dans le Golfe, l'Australie choisit le côté de la victime tandis que plus près de chez nous le gouvernement choisit le côté de l'agresseur ».

La réponse du ministre, sublime, se résume à ceci :

– L'invasion de Timor-Est ne fut pas suivie de résolutions des Nations Unies instituant des sanctions économiques ;

– Il n'y eut pas de résolution des Nations Unies appelant à l'usage de la force ;

– La réplique internationale à l'invasion du Koweït par l'Irak a été massive et fondée sur le sentiment qu'une agression brutale de cette sorte était intolérable.

En d'autres termes, si personne ne proteste contre l'invasion d'un pays par un autre et que la machinerie des Nations Unies se grippe dans des conflits de pouvoir et d'intérêt, une invasion réussie est acceptable.

Mais le ministre ne s'en tient pas là, « d'autres différences peuvent être soulignées », dit-il :

« Timor-Est n'était pas, bien sûr, un pays souverain en droit, mais une dépendance coloniale qui avait été en fait désertée par son ancien maître colonial et dans lequel y un important conflit faisait rage entre trois groupes rivaux, dont deux, je le rappelle, étaient en faveur de l'intégration avec l'Indonésie. »

Le ministre ne s'interroge pas, évidemment, sur l'importance respective des deux groupes en faveur de l'intégration et de celui qui réclamait l'indépendance... C'est là une curieuse justification de l'invasion armée : le vide laissé par le départ d'une puissance coloniale doit être rempli par la puissance locale la plus proche. Il ne vient pas à l'esprit du ministre – d'un gouvernement travailliste, soit

dit en passant – qu'un référendum ou une élection permettrait aisément de régler la question.

La sénatrice Jo Vallentine demande au ministre si le « gouvernement aura le courage d'admettre que son silence depuis 1975 était une erreur et que cela peut être rectifié si l'Australie joue un rôle constructif en réglant ce conflit. » Le ministre répondit que pour lui le problème était réglé. Il déclara au Sénat, en termes que n'aurait pas reniés Saddam Hussein, qu'il « y a un moment où la réalité d'une annexion ou d'une absorption de cette sorte doit être acceptée. Ce moment est arrivé pour ce pays il y a quelques années ». Voilà qui est clair...

En conclusion, l'auteur de l'article, Ian Mathews, cite l'ancien directeur du Trinity Peace Research Institute de Perth, selon lequel il y eut un sentiment d'indignation internationale bien plus grand pour l'invasion du Koweït que pour celle de Timor-Est : « Les nations occidentales n'ont pas de politique uniforme pour s'opposer par principe à des invasions. Elles s'opposent seulement à celles qu'elles n'aiment pas... L'invasion de Timor-Est a révélé l'importance constante du pouvoir, plutôt que de la moralité, dans les relations internationales... »

Ça aussi, on le savait...

VIII. – ÉTATS-UNIS : UNE ÉCONOMIE SUR LE DÉCLIN

Paru dans
le *Monde Libertaire* n° 797
du 11 au 17 octobre 1990

L'Organisation de coopération et de développement économique rassemble 24 pays qui regroupent 17 % de la population mondiale, et 70 % de la production industrielle et du commerce mondial.

L'économie américaine représente 45 % du PIB des pays de l'OCDE, entre dans son 92^e mois de croissance depuis la récession de 1981-82. Cette récession, qui avait frappé tous les pays

industrialisés, avait marqué aussi le début d'une grave dépression dans les pays de la « périphérie », c'est-à-dire les pays du tiers monde dont l'économie est dépendante de celle des pays industrialisés.

Malgré quelques signes inquiétants – krach boursier en octobre 1987, en octobre 89, chute brutale de la bourse de Tokyo au début de 1990, la tendance générale est à l'optimisme dans les milieux financiers et industriels : on est sorti de la crise. D'autant que l'effondrement du bloc de l'Est ouvre la perspective d'un marché colossal à la fois pour la production industrielle et pour l'exportation de capitaux.

Un rapport de la Banque des règlements internationaux – BRI – déclare ainsi qu'au-delà des « bouleversements intervenus en Europe de l'Est (...) le fait le plus remarquable est que la croissance économique se poursuive avec autant de vigueur sur une aussi longue période dans un grand nombre de pays industrialisés du monde occidental, dépassant, encore une fois, les prévisions pourtant optimistes » (60^e rapport annuel, 1^{er} avril 89-31 mars 90, Bâle, 11 juin 90).

Le rapport montre que les chiffres du chômage ont baissé dans la « zone OCDE », passant de 8,7 % en 83 à 6,4 % en 89.

Un cycle aussi long – 92 mois – n'a eu d'équivalent que... pendant la guerre du Viet-Nam, lors de laquelle l'économie américaine avait connu, entre 1961 et 69, 106 mois de croissance.

Les politiques d'austérité mises en place par les Etats industrialisés ont donc porté leurs fruits en accroissant les taux de plus-value et de profit. L'hebdomadaire *The Economist* du 23 juin 1990 dit carrément que la première cause significative des « mutations profondes » de l'économie britannique se trouve dans le fait que « le pouvoir des syndicats a été fortement réduit ». Augmentation de la productivité, stagnation ou baisse des salaires, allègements fiscaux en faveur des entreprises, baisse des dépenses sociales, privatisations, baisse du prix des matières premières et du pétrole accompagné de la baisse du dollar depuis 1985 : toutes ces mesures ont permis de comprimer les coûts et d'augmenter le taux de profit.

On assiste donc depuis 1985 à une relance massive des investissements d'équipements, à une diffusion des innovations qui contribuent à une réorganisation massive de l'appareil productif par la réorientation de groupes industriels entiers, vers des secteurs nouveaux de production. Or ce bouleversement interne des sociétés industrielles s'accompagne de l'accroissement de l'écart de productivité et de technologie, à la fois avec les pays de l'Est et avec le tiers monde.

La mutation dont il est question se manifeste en particulier par le mouvement du taux des investissements productifs, c'est-à-dire de la part des investissements dans le PNB. Au Japon, il atteint 22 % du PNB en 89. La même tendance se remarque dans la plupart des pays industrialisés. Dans ce mouvement cependant, les USA sont à la traîne. Le taux des investissements productifs, qui était de 12 % en 79, n'est que de 9,6 % en 89. Or ce taux influence le taux de productivité qui est déterminant dans la compétitivité internationale d'une économie. Il y a donc un déclin relatif de l'économie américaine qui représente quand même 40 % de la production industrielle des pays de l'OCDE – contre 62 % en 1950.

La récession américaine ne se limitera cependant pas à une simple baisse de la production industrielle de ce pays et à l'accroissement du chômage. Elle peut conduire à des chocs financiers consécutifs à l'insolvabilité des entreprises, des banques, des sociétés immobilières, des collectivités publiques, qui pourrait secouer l'expansion des économies du Japon et de l'Europe. *The Economist* du 9 juin 90 écrivait ainsi que « la Réserve fédérale est inquiète à cause de la croissance de la dette des entreprises américaines et de l'évidente fragilité du système financier domestique ».

Le rapport des forces entre les trois grands pôles économiques constitués par les USA, le Japon et l'Europe s'est modifié au détriment des Etats-Unis.

Si la relance de l'investissement productif permet d'expliquer la phase de croissance actuelle, il faut aussi tenir compte d'un certain nombre de remèdes mis en place par les pays industrialisés

1.– Le service de recherches du Congrès des Etats-Unis se fait l'écho de l'inquiétude des gros fournisseurs d'armes. Ils ne peuvent plus compenser la baisse des commandes du Pentagone par des ventes d'armes « même vers les pays riches producteurs de pétrole ». (*IHT* 22 juin 1990.)

Or les pays du Proche-Orient et du Moyen-Orient ont constitué depuis le début des années 80 un colossal marché, avec des marges de profit importantes pour les entreprises d'armement, pour ces entreprises qui sont une des clés du système industriel à la fois américain, mais aussi français et britannique. L'Arabie Saoudite a importé de 1981 à 1988 pour 46,7 milliards de dollars, l'Irak pour 45,7 milliards de dollars d'armement, auxquels il faut ajouter les achats des Emirats, de la Syrie, de l'Iran, d'Israël, de l'Egypte : au total, 250 milliards. A ces achats, il faut cependant ajouter les achats « induits », les pièces de rechange, la maintenance, les matériels d'infrastructure liés à l'effort d'armement.

Pour payer ces matériels, il fallait évidemment vendre massivement du pétrole, ce qui conduit à une chute des prix, chute accentuée par la baisse du dollar depuis 1985.

Cette chute a eu pour conséquence la baisse des coûts de production des pays industriels : *The Economist* pouvait ainsi écrire que « l'écroulement des prix du pétrole en 1986 arrivait au bon moment, donnant un coup de pouce à la croissance des économies du Japon et des Etats-Unis, qui commençaient à s'essouffler ».

Diminution de la facture des produits énergétique achetés, augmentation de la facture des armes vendues : le million de morts de la guerre Iran-Irak a indiscutablement stimulé les économies capitalistes. L'Iran et l'Irak ont produit plus de pétrole que l'Arabie Saoudite en 1989 : aujourd'hui ils doivent reconstruire et payer les arriérés de leurs factures de frais d'armement, alors que le prix du pétrole avait baissé début 90...

2.– Le tableau ci-dessous montre à l'évidence qu'il y a eu depuis vingt ans une explosion des dépenses militaires, lesquelles étaient constituées tout d'abord par des subsides offerts aux industries d'armement en prélevant sur le budget, c'est-à-dire sur les impôts, et

ensuite par la compression des dépenses sociales et un endettement public accru.

	Augmentation du PNB des pays occidentaux	Augmentation des dépenses militaires
1970-1980	3,1 %	0,8 %
1980-1985	2,2 %	5,7 %

On peut donc douter que l'amélioration du contexte politique international actuel s'accompagne d'une réduction des commandes d'armes : Chevènement, ministre des Armées, interrogé sur cette question, avait d'ailleurs clairement déclaré il y a quelques mois que qu'il n'en était pas question. S'exprimant devant la commission de la défense de l'Assemblée nationale, le 16 août, Chevènement avait ironisé sur « l'euphorie qui a suivi la destruction du mur de Berlin » : « Certains ont immédiatement parlé de la possibilité d'engranger "les dividendes de la paix" », déclara-t-il.

« Pour ma part, j'avais alors appelé à plus de circonspection (...) Cet appel à la prudence était, il y a quelques semaines encore, quelque peu solitaire. Je pense que, aujourd'hui, chacun est ramené à une plus juste appréciation de la réelle nature de notre environnement de sécurité. »

En somme, la crise du Golfe arrive à point pour prouver que la fin de la rivalité Est-Ouest n'entraîne pas la fin des tensions dans le monde et qu'un appareil militaire important est plus que jamais nécessaire pour la protection des intérêts vitaux des sociétés industrielles.

Bernard Nossiter, dans le *International Herald Tribune* du 29 mai 90, déclare ainsi que depuis Reagan, « les budgets du Pentagone sont [encore plus] un important instrument de la gestion économique ». Le secrétaire à la Défense propose d'augmenter son budget de 302 à 303,3 milliards de dollars pour l'année fiscale 1991.

3.– A ces différents facteurs s'ajoute un endettement public accru. La dette publique fédérale est passée aux Etats-Unis de 908 milliards en 1980 à 1 817 en 1985 et 3 107 en 1990. La dette publique en RFA a presque doublé depuis 1980 et dépasse 1 000 milliards en 1989.

Ces trois remèdes ne peuvent être utilisés indéfiniment. Aux Etats-Unis le taux de profit diminue au premier trimestre 90 : les investissements industriels stagnent ; la construction et l'achat de voitures, critères importants, reculent. La récession s'installe.

Traditionnellement, dans ces cas, le remède est constitué par l'injection d'argent, mais avec le déficit public colossal ce moyen ne peut plus guère être employé.

Six des dix plus grandes faillites de l'histoire américaine se sont produites pendant les 18 derniers mois. Selon certaines estimations, il faudra 456 milliards de dollars pour renflouer les caisses d'épargne.

Déficit du commerce et déficit du budget colossaux, désindustrialisation, la situation de crise invraisemblable héritée de l'ère Reagan conduit dans les faits la société nord-américaine à une militarisation croissante. L'économie nationale est désormais perçue en termes de sécurité nationale, dans un pays qui, en 1980, dégageait 26,7 milliard de dollars sur le seul marché de la haute technologie, et qui en perdait 2,6 en 1986.

Dans le pays qui fait de la libre entreprise, du capitalisme de marché et de la non-intervention de l'Etat un principe absolu, le gouvernement intervient directement pour aider les industries de haute technologie en détresse. D'une façon générale, les chefs d'entreprise, indique un personnage bien placé⁴⁴, « ont compris que le seul moyen de se protéger de la concurrence privée étrangère ou d'investissements gouvernementaux dans des industries spécifiques est d'utiliser l'argument de la défense ». Le résultat est que le Pentagone désormais finance de nombreux projets de recherche dans le domaine de la haute technologie, qui ont des applications à la fois commerciales et militaires, ce qui ne peut conduire à terme qu'à une fusion (et à une confusion) entre les domaines civil et militaire, au

⁴⁴ J. S. Gansler, premier vice-président de l'Analytic Sciences Corporation, firme de recherche et d'analyse qui étudie la politique militaire et industrielle.

profit inévitablement du second, puisque c'est lui qui paie. Ainsi le Pentagone a-t-il dépensé entre 1985 et 1990, 80 millions de dollars au profit d'une société qui crée des logiciels, dont le directeur déclarait que bien que l'accent était mis sur les systèmes destinés à la défense, « le Congrès comprend l'importance des logiciels pour l'économie ». De même, en 1990, 170 millions de dollars ont été dépensés pour 150 projets destinés à améliorer les techniques utilisées dans les entreprises. Un organisme dépendant du Pentagone a même versé des subsides pour aider à la recherche dans l'industrie textile.

Ce rôle de soutien à l'économie civile pourra croître encore avec l'aggravation du déclin de celle-ci. Il s'agit, dit un rapport de comité scientifique de défense, d'endiguer « une perte croissante d'avance technologique tant vis-à-vis de nos alliés que de nos adversaires »...

Ces quelques indications laissent penser que l'économie américaine est sur la défensive, en particulier devant la concurrence du Japon et de l'Europe, et que les dirigeants américains se trouvent devant la nécessité absolue de maintenir au plus serré les marges de profit. L'un des moyens est l'augmentation de la productivité, mais elle est difficile à mettre en oeuvre. L'autre est le maintien au plus bas du prix des matières premières et énergétiques importées du tiers monde. Là se trouve peut-être l'une des clés de la crise actuelle du Moyen Orient.

IX. – SUR L'ÉTAT DE DROIT

Paru dans
le *Monde Libertaire* n° 858
du 13 au 19 février 1992.

On a beaucoup parlé de droit international et d'état de droit ces derniers temps. Il en est encore beaucoup qui prennent ces expressions au sérieux, c'est-à-dire qui n'ont pas encore compris que

le droit n'est que le résultat d'un rapport de forces, non un état absolu.

La guerre du Golfe a évidemment été un révélateur, en ce sens qu'on a pu constater qu'il existait deux poids et deux mesures : ce qui a été immédiatement exigé d'un Etat qui s'était stupidement mis du mauvais côté du droit, ne l'a jamais été d'autres Etats qui depuis des décennies bafouaient ce même droit.

L'Irak s'était mis du mauvais côté du droit en occupant le Koweït parce que cette occupation allait à l'encontre des intérêts de l'impérialisme américain et des sous-impérialismes européens. Un corps expéditionnaire colossal fut envoyé pour faire respecter le droit édicté par l'ONU sous forme de résolutions ; pourtant des résolutions tout aussi valables avaient été votées par cette même ONU, en de nombreuses autres circonstances depuis la fin de la dernière guerre, sans que des corps expéditionnaires soient expédiés pour les faire respecter, que ce soit en Afrique du Sud, à Timor, au Tibet ou... en Israël, qui occupe des territoires appartenant à trois Etats voisins.

L'Irak était du mauvais côté du droit, Israël du bon côté, bien que les résolutions de l'ONU concernant la seconde ont exactement la même valeur que celles concernant la première.

Cet « Etat de droit » dont on nous parle est une fiction à double titre : d'abord parce que le droit n'est pas appliqué, seule la force l'est, avec un habillement juridique pour la justifier.

Ensuite parce qu'il y a maladresse sur le concept même d'« Etat de droit ». Il y a eu un curieux glissement sémantique.

L'état de droit (avec un e minuscule) était une expression utilisée de la même manière qu'état de nature, et désignait un environnement politique dans lequel les rapports entre les individus étaient soumis non pas à l'arbitraire, mais à des règles applicables également pour tous. Ce qui est intéressant pour nous anarchistes, est qu'un tel environnement n'est pas nécessairement étatique. Nous pouvons souscrire à la notion d'état de droit.

Mais il est significatif que dans le contexte actuel, l'expression ait pris la forme d'Etat de droit (avec un e majuscule), ce qui suggère que seul l'Etat est en mesure d'édicter le droit (c'est-à-dire des rapports non arbitraires), l'Etat devient la seule source, le seul garant et la seule finalité du droit. Il s'agit d'une véritable récupération

étatique d'un concept qui, à l'origine, ne présuppose pas automatiquement l'existence de l'Etat. L'« Etat de droit » devient en réalité le droit de l'Etat. Dans l'expression « état de droit », c'est la notion de droit qui est déterminante ; dans l'expression « Etat de droit », c'est l'Etat qui domine. Il n'y a plus de droit qui ne soit sanctionné par l'Etat : toute contestation du droit, même le plus inique, édicté par l'Etat, devient une contestation de l'Etat, donc suspecte de terrorisme. On ne peut plus se réclamer d'un droit À droit naturel, droit humain À qui se situerait au-dessus du droit de l'Etat.

Ce sont là évidemment des subtilités qui dépassent la compréhension de nos présentateurs au petit écran.

Les rapports internationaux, dont on nous dit qu'ils doivent être soumis à l'état de droit, ne sont en réalité que l'expression du droit des Etats, c'est-à-dire de la force brute et d'intérêts féroces. Et, si on prend le moindre recul, on constate que les hommes politiques sont capables du pire cynisme lorsqu'ils s'expriment sur le droit.

L'affaire Habbache est caractéristique. Ce personnage n'a rien qui puisse le rendre sympathique aux anarchistes. Il est le chef d'une fraction de l'OLP qui a pratiqué le terrorisme À mais qui a cessé de le pratiquer depuis 20 ans, du moins à l'extérieur de la région du Moyen Orient. Expulsé de sa terre par la violence, soumis aux humiliations de l'exil, on pourrait devenir terroriste à moins. Ceux qui, sous l'angle de l'Etat oppresseur, sont qualifiés de terroristes, sont des résistants vus sous l'angle des opprimés. Les mots, là encore, ont leur importance, ils révèlent le camp auquel on appartient.

Habbache, donc, pour les gouvernements occidentaux, n'est pas un résistant, mais un terroriste, ou plutôt un ancien terroriste. Sa venue en France suscita l'indignation des braves politiciens qui, pratiquement unanimes, ont par ailleurs cautionné une invraisemblable opération de terrorisme de masse, le blocus de l'Irak qui affame une population civile qui n'est en rien responsable de la politique de ses dirigeants. L'« état de droit » exigerait cependant

que l'indignation ne soit pas sélective, puisque par définition le droit est également applicable à tous.

Or, il y a peu de temps, un autre terroriste, devenu Premier ministre, est venu en France en visite officielle sans que cela ne soulève d'objections. Shamir en effet était, sous le mandat britannique, le numéro 2 d'un groupe terroriste d'extrême droite, le groupe Stern, qui de surcroît, avait pris des contacts avec l'Allemagne nazie en 1940-41 pour combattre les Anglais. Un des chefs de ce groupe, Yalin-Mor, écrit dans le livre qu'il a consacré à l'histoire de ce mouvement : « Notre devoir est de combattre l'ennemi Ä les Britanniques Ä et il est permis de chercher l'aide de l'ennemi de notre ennemi. » Heliezar Halevi, syndicaliste travailliste connu, révèle dans l'hebdomadaire *Hotam*, de Tel-Aviv (19 août 1983) l'existence d'un document signé par Shamir (qui s'appelait à l'époque Yezernitsky) et par Abraham Stern, remis à l'ambassade d'Allemagne à Ankara, à un moment où l'extermination des Juifs ne cesse de s'intensifier : « En matière de conception, nous nous identifions à vous. Pourquoi donc ne pas collaborer l'un avec l'autre ? » dit ce document. *Haaretz*, dans son édition du 31 janvier 1983, révèle que cette lettre fut transmise par l'ambassadeur d'Allemagne à ses supérieurs, avec un mémorandum de l'agent des services secrets nazis à Damas, Verner Otto von Heutig, qui rendait compte de ses pourparlers avec les émissaires de Stern et de Shamir : il y est dit que « la coopération entre le mouvement de libération d'Israël et le nouvel ordre en Europe sera conforme à l'un des discours du chancelier du III^e Reich dans lequel Hitler soulignait la nécessité d'utiliser toute combinaison et coalition pour isoler et vaincre l'Angleterre. ⁴⁵ »

Personne, semble-t-il, n'a reproché à Shamir le terrorisme auquel il a pu se livrer dans le passé ⁴⁶. Personne ne lui a rappelé l'assassinat

⁴⁵ Toutes les informations sur Shamir sont contenues dans l'article d'Amnon Kapeliouk paru dans *Le Monde Diplomatique*, décembre 1983. Kapeliouk précise que ces documents peuvent être consultés au Mémorial de l'Holocauste (Yad Vachem) à Jérusalem, classés sous le numéro E234151-8. Les pourparlers avec les nazis sont confirmés par un des chefs historiques du groupe Stern, Israël Eldad, dans le quotidien de Tel-Aviv Yediot, 4 février 1983.

⁴⁶ Est-il besoin de souligner le courage intellectuel de ces Israéliens qui dénoncent les errements passés de leurs dirigeants, en livrant au public des vérités

du comte Bernadotte, le médiateur de l'ONU. D'autres terroristes ont foulé le sol français sans que cela ne soulève beaucoup de vagues : Bébé Doc, Bokassa, Aoun, Hassan II. Ceux-là sont des terroristes légaux, voire démocratiques.

Il n'y a plus d'état de droit. La plupart des Français le pressentaient : il n'est qu'à considérer les auto-amnisties à répétition que s'accordent les sommets de l'Etat. Les millions de laissés-pour-compte des résolutions non appliquées de l'ONU le savent, eux, depuis longtemps : il n'y a plus que l'Etat de droit, qui s'intègre parfaitement au nouvel ordre mondial.

X. – INFO, OU INTOX ?

Paru dans
le *Monde Libertaire* n° 862
du 12 au 18 mars 1992

Pendant la guerre du Golfe on a vu à la télévision une infirmière koweïtienne surexcitée rapporter devant la caméra la sauvagerie des soldats irakiens qui avaient fait irruption dans l'hôpital d'El Ahmadi, tout pillé, débranché les couveuses et laissé mourir des dizaines de prématurés et, en guise de dessert, violé les infirmières.

Après la guerre, des médecins et le directeur adjoint de la santé du Koweït démentiront formellement les faits... Amnesty International et Middle East Watch ont dénoncé la manipulation : l'infirmière était la propre fille de l'ambassadeur du Koweït à Washington, et son récit une pure invention d'experts en communication.

En 1980, Dan Rather, le présentateur bien connu de la CBS Evening News présente à la télé des séquences d'une bataille en Afghanistan. En 1984, il montre des moudjahidines qui font sauter des pylônes électriques « au cours de la plus large opération de sabotage de la guerre »⁴⁷. Peu après il montre des cohortes

embarrassantes, malgré le risque de voir ces informations utilisées par la propagande antisémite.

⁴⁷ *Time*, 6 octobre 1989

d'Afghans « fuyant sous le feu des attaques soviétiques ». Intox. Tous ces faits étaient des faux fabriqués pour les besoins de l'audimat.

En juillet 1989, Felix Bloch, un diplomate américain en Autriche est soupçonné de travailler pour le KGB et fait la une des journaux. Une « preuve irréfutable » de sa culpabilité est diffusée par la chaîne ABC dans *World News Tonight*. On voit ainsi Felix Bloch remettre une serviette à un agent soviétique. Ce n'est que plus tard qu'on apprendra que la scène était un faux. La chaîne ABC s'en excusera.

Alors, quand une chaîne de télévision américaine diffuse ce qu'elle présente comme l'enregistrement d'une conversation téléphonique compromettante entre Yasser Arafat et Ibrahim Souss, qui aurait eu lieu le lendemain de l'arrivée de Georges Habache à Paris (30 janvier) et, comme par hasard, rendue publique la veille du discours qu'Arafat doit prononcer devant la commission des droits de l'Homme de L'ONU, à Genève, on peut se poser des questions. Surtout quand on sait que les Etats-Unis se sont donné un mal de chien pour empêcher qu'Arafat soit reçu comme un chef d'Etat. Il y a décidément des coups de fil qui tombent bien.

D'ailleurs, l'affaire de la conversation téléphonique interceptée tombe doublement bien. Elle permet de faire oublier la mort d'un Palestinien, Moustapha Akaoui dans une cellule de la prison militaire d'Hebron, en Cisjordanie. Or, curieusement, le 12 février, Amnesty International a justement exhorté le Premier ministre israélien à faire cesser immédiatement les mauvais traitements subis par les prisonniers palestiniens. L'organisation internationale réclame l'ouverture d'une enquête sur la mort de Moustapha Akaoui, et demande à Shamir de réformer les règles et les méthodes d'interrogatoire dans les prisons.

Ainsi, d'une part on a des propos attribués à deux dirigeants palestiniens, niés par ceux-ci, sur une bande magnétique de mauvaise qualité ; et d'autre part on a des faits réels, des morts et des tortures réelles. Mais ce sont les propos (supposés) des Palestiniens qui sont condamnés, pas les faits (incontestables, ceux-là) des Israéliens.

Mais quels propos ! On a beau lire et relire ceux qui sont rapportés par *Le Monde* du 13 février. Pour autant qu'ils soient authentiques, ce n'est certes pas là un chef-d'oeuvre de subtilité

politique. Mais on ne voit rien de plus que ce que pourrait dire le représentant de n'importe quelle communauté dominée par n'importe quel oppresseur. On ne voit rien de plus que ce qu'un belligérant, dans une guerre, pourrait dire d'un belligérant du camp adverse. Il faut une bonne dose d'hypocrisie pour oublier qu'Israéliens et Palestiniens sont ennemis dans un conflit qui les oppose depuis plus de quarante ans, et pour s'indigner qu'en privé Ä dans l'un ou l'autre camp, d'ailleurs Ä l'on ne parle pas de l'ennemi avec des fleurs et avec des violons dans la voix. On pourrait naïvement se demander pourquoi ce n'est pas une conversation privée entre Shamir et Ariel Sharon, parlant des Arabes, qui a été interceptée et diffusée.

Il faut une bonne dose d'hypocrisie pour confondre l'antisémitisme avec la haine nationaliste. Le premier n'est pas excusable, la seconde est, au moins, compréhensible. Les Palestiniens expulsés de leur sol ont toutes les raisons de haïr les Israéliens : depuis plus de quarante ans, des résolutions de l'ONU ont été votées en leur faveur, mais ne sont pas appliquées par Israël, sans qu'aucun corps expéditionnaire ne soit envisagé par les gardiens du droit international qui ont rasé l'Irak.

Dans ces conditions, doit-on exiger des Palestiniens, même si des négociations de paix sont en cours, qu'ils portent aux Israéliens une grande et sincère affection ?

On ne peut pas mettre sur le même plan les propos haineux émis par des gens qui prennent les juifs comme boucs émissaires et qui les accusent de façon arbitraire et collective d'être à l'origine de maux dont ils ne sont en rien responsables Ä c'est là le fondement de l'antisémitisme ; et les propos haineux émis par des gens qui ont été expulsés de chez eux, forcés à l'exil, parqués dans des camps, bombardés parce qu'ils osaient protester, soumis au couvre-feu, interdits d'école, frappés, emprisonnés, jetés à la rue parce qu'on a détruit leur maison à l'explosif, et à qui on a pendant quarante ans nié même le droit à l'existence collective. Dans le premier cas les juifs sont les victimes, dans le second ils sont les bourreaux. Quels que soient les propos, peut-être fâcheux, émis par les Palestiniens, ils restent les victimes et leur reprocher ces propos et cette haine-là, c'est être totalement dénué du sens des proportions.

Aucune fatalité ne fait qu'un peuple doive rester indéfiniment victime. Entretenir la confusion entre la situation des juifs lorsqu'ils sont victimes du racisme, et celle des Israéliens lorsqu'ils commettent des actes d'oppression peut, à terme, se révéler catastrophique pour l'ensemble de la communauté juive. Cette confusion peut être habilement entretenue par l'Etat israélien. C'est de bonne guerre, et on ne peut attendre moins d'un Etat et être assumée par une petite partie de la communauté juive fanatisée, mais elle ne fait pas du tout l'unanimité parmi les juifs.

Jouer sur la confusion entre anti-sémitisme et ressentiment national, c'est d'ailleurs rendre un mauvais service à la fois aux juifs et à tous ceux qui luttent contre le racisme. L'oppression subie par le peuple palestinien ne pourra pas rester indéfiniment cachée. Alors, ce sera la communauté juive dans son ensemble, diaspora et Juifs d'Israël, qui sera rendue responsable.

Entretenir la confusion en jouant sur le sentiment de culpabilité collective, c'est littéralement prendre en otages à la fois les Juifs et les non-juifs anti-racistes qui n'approuvent pas la politique de l'Etat d'Israël.

Entretenir la confusion c'est oblitérer le fait que l'Etat israélien ne reconnaît pas aux citoyens arabes d'Israël les mêmes droits qu'aux autres, c'est masquer le fait qu'il occupe au mépris des lois internationales des territoires appartenant au Liban, à la Syrie, à l'Egypte et aux Palestiniens, c'est dissimuler le fait que des soldats israéliens se livrent à des actes de violence inouïe à l'égard de populations qui ne réclament que le droit de vivre.

Certains observateurs ont fait remarquer la déchéance morale qui doit résulter, chez les soldats, d'actes de violence continue exercés à l'encontre de populations civiles. Deux journalistes israéliens, Ze'ev Schiff et Ehud Ya'ari racontent dans leur livre *Intifada* qu'un groupe de réservistes fut reçu un jour par le président israélien Chaim Herzog. Ces hommes venaient de servir en Cisjordanie et racontèrent que l'occupation les forçait à la violence, « et à travers eux la société israélienne tout entière », et qu'elle « risquait de se faire au prix de leur propre humanité » : ces hommes considéraient que « l'oppression faisait payer un tribut bien lourd à ceux qui en étaient

les exécutants ». (...) « Mais le sentiment le plus poignant, disent les auteurs du livre, c'était leur crainte de sombrer dans une espèce de torpeur morale ⁴⁸. »

Cette dégradation morale, dont nombre d'Israéliens constatent les effets dans la population même de leur pays, risque de toucher l'ensemble des gens qui confondent la communauté juive et la politique de l'Etat d'Israël, elle risque de s'étendre à ceux qui, de bonne foi, par conformisme ou par crainte de passer pour antisémites, soutiennent la politique de l'Etat israélien quels que soient les actes de violence dont il se rend coupable.

L'affaire de la conversation téléphonique d'Arafat et d'Ibrahim Souss ressemble trop à une diversion pour qu'elle soit prise au sérieux. Pas plus qu'à Georges Habache, les anarchistes ne vouent une sympathie particulière à Arafat. Nous avons trop vu de militants soutenir des mouvements nationalistes ou anti-impérialistes qui sont devenus ensuite des régimes autoritaires sanguinaires, que ce soient les communistes vietnamiens, les khmers rouges ou les khomeynistes. Rien ne garantit que l'OLP, dans un Etat palestinien, vaille mieux. Rien ne garantit non plus que le statut de la femme dans un Etat palestinien ne subira pas la même évolution qu'en Algérie après l'indépendance. Mais pour l'instant, l'opresseur des Palestiniens n'est pas l'Etat palestinien Ä pas encore Ä, c'est l'Etat d'Israël, et l'insistance mise sur quelques écarts de langage ne doit pas faire oublier l'essentiel.

Shamir, lui, n'a pas à se soucier de contrôler son langage. Il peut déclarer que les Arabes sont des « cafards », des « animaux à deux pattes », personne ne s'en indignera.

La crise israélo-palestinienne est un abcès de fixation qui empoisonne les rapports internationaux. Au-delà de la question du « droit » et de la « justice » dont les grandes puissances ne se préoccupent pas, il y a au Moyen-Orient un Etat soutenu par l'Occident, qui a une politique ouvertement expansionniste, qui bafoue sans vergogne les résolutions de l'ONU, et qui dispose de 200 bombes atomiques. Si une guerre générale, voire nucléaire, devait

⁴⁸. Ze'ev Schiff et Ehud Ya'ari, *Intifada*, Stock, 1991, p. 196.

éclater parce que ce problème ne trouvait pas de solution, nous en serions, par notre passivité actuelle, tous responsables. En ce sens, la crise israélo-palestinienne n'est pas une crise locale du Moyen-Orient. Elle est une crise internationale, qui nous concerne tous.

XI. – LA POLITIQUE DE SADDAM HUSSEIN EN MAURITANIE

Interview de Ben Camara
Chroniques du Nouvel ordre mondial
Monde libertaire n° 877
Du 25 juin-1^{er} juillet 1992

Ben Camara est animateur d'une émission sur Radio Libertaire, « Afrique politique » le mardi tous les quinze jours de 18 heures à 19 h 15. Il est « négro-mauritanien », c'est-à-dire d'une ethnie noire de Mauritanie, et il nous expose ici une facette inconnue de la guerre du Golfe et de la politique du régime baasiste irakien dans les années qui ont précédé la guerre.

Radio Libertaire – Peux-tu nous expliquer quelles relations la Mauritanie entretenait avec l'Irak avant la guerre du Golfe ?

Ben Camara – La Mauritanie a entretenu des relations suivies avec l'Irak mais cela entraînait dans une politique globale définie par le régime baasiste irakien, menée par Saddam Hussein. Dans cette conception, il s'agissait de trouver trois fronts, les limites du monde arabe à défendre : la limite occidentale face au monde noir était la Mauritanie, la limite du front Sud face à l'Ethiopie, c'était le Soudan, et la limite du front oriental c'était l'Irak face à l'Iran. Dans le cadre de ces pôles, l'Irak a voulu intensifier ses relations avec chaque Etat frontière.

Et c'est ainsi que dans les années 80 l'Irak a commencé à pénétrer la Mauritanie sur le plan culturel déjà, en finançant des programmes d'éducation, et en inspirant toute une politique d'arabisation forcée,

consistant à mettre à l'écart les populations négro-mauritaniennes qui, elles, ne se considéraient pas vraiment arabes et qui se sont vues marginalisées. L'Irak a aussi financé des programmes d'éducation en prenant des jeunes Mauritaniens et en les amenant à Bagdad ou un peu partout dans les villes irakiennes, pour y étudier la médecine, le droit etc., mais après, on a vu que quand ces personnes sont retournées en Mauritanie, elles étaient les porte-parole du baasisme.

Et donc, à partir d'un coup d'Etat qui a été initié en 1987, on a vu se mettre en place une politique de « dénégrification » de la Mauritanie, qui a consisté à réprimer les officiers noirs mauritaniens, à licencier de manière massive les fonctionnaires noirs Mauritaniens, et pourquoi pas à partir de 1989 à déporter massivement. Pendant toute cette période c'est l'Irak qui a financé cette politique, c'est l'Irak qui a donné les armes, c'est l'Irak qui était présent sur la place de Nouakchott. Pour donner l'exemple de la Mauritanie, pendant la crise du Golfe, les Etats-Unis face à l'Irak sont apparus pour les Noirs mauritaniens comme les sauveurs, parce que tuer Saddam Hussein – c'est l'expression qu'ils employaient – c'était tuer le mal, c'était empêcher la Mauritanie de continuer dans le sens de la « dénégrification » puisque le soutien du régime Mauritanien était le régime baasiste, c'était l'Irak.

Les Noirs mauritaniens ont soutenu massivement les Etats-Unis dans l'affaiblissement du régime irakien et du peuple irakien, et jusqu'à ce jour je constate aussi que la population noire de Mauritanie est satisfaite de ce qui existe, et pour elle, si on a vu un processus de démocratisation se mettre en place, de libéralisation et d'acceptation du Noir en tant que Mauritanien, c'est parce que Saddam Hussein n'est plus fort, et que la Mauritanie n'a plus son soutien. Saddam Hussein était le diable, c'était l'homme qui, par sa force militaire, par sa force économique, a initié une politique de « dénégrification »..

Radio Libertaire – Est-ce que cette politique de déportation dont tu parles a pris des proportions importantes ?

Ben Camara – Extraordinairement importante. Il faut constater qu'à partir du 20 avril 1989 le gouvernement Mauritanien a déporté plus de 300 000 Noirs mauritaniens, qui sont aujourd'hui au Sénégal

et au Mali, qui vivent dans des conditions terribles, et qu'indépendamment de cette déportation, il y a 450 officiers noirs mauritaniens qui ont été exécutés sans procès, qu'il y a 2 500 fonctionnaires noirs mauritaniens qui ont été licenciés, et qu'aujourd'hui les étudiants noirs mauritaniens sont forcés à l'exil. En plus, l'arabe est devenu la langue officielle, bref, il s'est mis en place, grâce au soutien de Saddam Hussein, grâce à son financement, tout un processus qui a consisté à dire que la Mauritanie est un pays arabe, et rien d'autre ; toute la partie de la population non arabe de la Mauritanie était considérée comme non Mauritanienne.

Pour donner un contenu concret à cette politique, on a simplement « dénégrifié » la Mauritanie, c'est-à-dire vidé la Mauritanie de ses Noirs. Bon, évidemment à un moment ils se sont arrêtés, parce que l'opinion publique internationale n'en pouvait plus et a dit Stop ! mais concrètement cette politique venait de Saddam Hussein. D'ailleurs, les Noirs mauritaniens disent : nous sommes les Kurdes de la Mauritanie.

Ce qui est extraordinaire, quand on discute avec les intellectuels qui ont fait des études en Irak, c'est-à-dire l'aile baasiste mauritanienne, ils vous disent : les Noirs n'ont pas à être en Mauritanie parce qu'ils sont la souillure de la Mauritanie en tant que pays arabe, par conséquent, pour que la Mauritanie retrouve ses accents arabes, il faut « dénégrifier » la Mauritanie, c'est un mot qui vient des baasistes. J'ai discuté avec un jeune ami arabo-berbère qui me disait que lorsqu'il était au Maroc, on le considérait comme non arabe parce que pour eux la Mauritanie n'était pas un pays arabe. Pour eux, dans cette logique qui se dessine, il fallait qu'il n'y ait plus de Noirs en Mauritanie, c'était clair. On est donc parti d'un point de vue complètement idiot, qui consiste à dire : si vous êtes né au Sénégal, ou si votre grand-père est né au Sénégal, vous n'êtes pas Mauritanien. Etant entendu que la Mauritanie elle-même n'a existé qu'à partir des années 60, est-ce que le territoire où vivent les Noirs aujourd'hui, qui fait partie de la Mauritanie, était un territoire sénégalais avant l'indépendance, personne ne peut le dire, tous ces prétextes qui ont été donnés sont des prétextes complètement idiots, et finalement la seule réalité, c'est la « dénégrification ». Affaiblir le régime irakien, affaiblir l'Etat irakien et tout le système d'expansion

irakien, c'est donner aux Noirs mauritaniens une chance de revenir dans leur pays.

Radio Libertaire – Le régime politique mauritanien continue-t-il sur les mêmes positions ?

Ben Camara – Le régime politique mauritanien continue plus ou moins sur les mêmes positions, mais en mettant la pédale douce, dans son langage et dans sa pratique. Il n'y a plus de déportation en Mauritanie ; depuis que l'Irak est tombé, la Mauritanie n'a plus de soutien à l'extérieur, elle est devenue isolée, et aujourd'hui tout le monde exige de la Mauritanie que les déportés reviennent, que la démocratisation reprenne sa marche, aujourd'hui les Noirs s'expriment en Mauritanie, même s'ils sont encore réprimés, il y a eu beaucoup de changements. Au début de la guerre, le régime mauritanien a soutenu Saddam Hussein, comme le régime du Soudan, mais deux semaines après le conflit, le régime mauritanien n'a plus soutenu Saddam Hussein, alors qu'au départ, avant le 15 janvier, il y a eu des manifestations à Nouakchott, orientées, guidées par le régime politique : on voyait des femmes maures se promener dans la rue avec des tenues où était imprimé le portrait de Saddam Hussein ; deux semaines après, quand on s'est rendu compte que Saddam Hussein a été battu, le régime mauritanien a empêché les femmes de porter ces tenues, les discours à la radio ont changé, bref on ne soutenait plus, c'était le silence total.

Radio Libertaire – Penses-tu que Saddam Hussein est un anti-impérialiste ?

Ben Camara – En tant que Mauritanien je ne crois pas que Saddam Hussein soit un anti-impérialiste, ma conception personnelle est que Saddam Hussein est un impérialiste, un homme qui voulait la puissance, le baasisme est un régime qui veut la puissance, je crois que toutes ces idées, le pan-arabisme, le pan-africanisme, sans contenu deviennent des dangers, et manipulés par quelques-uns, cela devient encore des dangers pires, mais je ne suis pas comme les Noirs mauritaniens qui confondent le régime de Saddam Hussein et le peuple irakien, je fais une distinction, de même que je fais une distinction en Mauritanie entre le régime et la population arabo-

berbère. Que le régime mauritanien soit baasiste, c'est clair, qu'il ait réprimé les Noirs, c'est clair, qu'il ait été soutenu par Saddam Hussein, c'est clair, mais je ne crois pas qu'on puisse dire que les populations irakiennes soutenaient ce qui se passait en Mauritanie, et je crois que les Noirs d'Afrique, dans cette optique de lutte pour les droits de l'Homme et contre les impérialismes, d'où que viennent ces impérialismes, doivent soutenir la lutte du peuple irakien pour que l'embargo cesse, il faut distinguer les deux problèmes, et c'est en distinguant les deux problèmes qu'on fera une analyse correcte et juste.

« La concurrence des courants arabistes dans la communauté maure, plus particulièrement sous le règne d'Ould Haidallah mais ravivée par les tensions avec le Sénégal de 1989-1990, l'affiliation quasi exclusive de l'Etat au camp arabe, les politiques d'arabisation, et les politiques foncières qui ont plus particulièrement touché les populations noires de la région du fleuve Sénégal ont conduit les plus politisés des Négro-Africains à accuser les Maures de "beydanisation" (de "beydan", Blanc) de l'Etat, voire même d'apartheid, et à radicaliser consécutivement leur combat. La création en 1985 du Front de libération des Africains de Mauritanie (FLAM), la tentative de coup d'Etat menée par des officiers appartenant surtout à l'ethnie haalpularen en 1986, la crise mauritano-sénégalaise de 1989-1990 et l'exacerbation des tensions interethniques en Mauritanie même découlent de cette situation. Trente ans après son indépendance, si la Mauritanie est un Etat, elle est loin encore d'être une nation, et au train où vont les affaires politiques, elle n'a pas semblé en prendre le chemin. »

(Pierre Robert Baduel,
in *L'état du Maghreb*, La Découverte, p. 378.)

XII. – LA GUERRE DU GOLFE N'EST PAS TERMINÉE

Paru dans
le *Monde Libertaire* n° 863
du 19 au 25 mars 1992

Un an après, elle continue de faire des victimes civiles, en particulier chez les enfants. Combien de personnes, si elles étaient interrogées dans la rue, sauraient que le blocus dure toujours ?

Les revenus d'une famille irakienne moyenne ne lui permettent plus d'atteindre un niveau nutritionnel normal. En octobre dernier, l'UNICEF estimait que 68 000 enfants étaient morts des suites du blocus et que 340 000 autres étaient en danger si rien n'était fait. (*Le Monde*, 26 octobre 1991.)

Le seul prétexte invoqué pour le maintien du blocus est d'en finir avec le régime de Saddam Hussein. Faut-il affamer un peuple pour le convaincre de changer de dirigeants ? C'est là une singulière conception de ce droit dont se réclament les puissances occidentales.

Est-ce pour convaincre les Irakiens de changer de gouvernement que ce petit pays de 18 millions d'habitants a reçu en quelques jours l'équivalent en bombes de ce que l'Allemagne a reçu en cinq années de guerre ? Est-ce pour cela que ces bombardements ont produit des « effets quasi apocalyptiques sur l'infrastructure économique de ce qui était une société assez hautement urbanisée et mécanisée » ? (Rapport de l'ONU du 20 mars 1991.)

Est-ce pour convaincre les Irakiens de changer de dirigeants que les Occidentaux les ont encouragés à se soulever, pour les abandonner dès que la répression a commencé ?

Est-ce pour convaincre les Irakiens de changer de dirigeants que les coalisés ont méthodiquement détruit toutes les usines de transformation agroalimentaire, les réseaux d'alimentation en eau, les réseaux d'irrigation, les installations électriques, les ponts ?

Est-ce pour les convaincre de changer de dirigeants qu'un peuple entier est consciemment soumis à la famine ?

Un peuple entier est pris en otage et crève à petit feu, une génération entière d'enfants est sacrifiée, car la sous-alimentation chronique, lorsqu'elle ne tue pas, laisse des séquelles irrémédiables dans le développement des enfants.

La politique suivie par les puissances occidentales ajoute, à la famine, l'accentuation de l'oppression d'un régime dictatorial qui n'a aucun mal dans ces conditions à intensifier la répression.

Le régime de Saddam Hussein était une dictature avant l'invasion du Koweït. C'était déjà une dictature à l'époque où les Occidentaux lui livraient des armes, de la technologie militaire. C'était déjà une dictature à l'époque où il gazait les kurdes, massacrait les opposants. Mais à cette époque-là, c'était un dictateur qui restait à sa place, qui était utile aux puissances occidentales.

Et qu'apprend-on aujourd'hui ? Depuis mai 1991 des négociations se déroulent entre deux compagnies pétrolières, Elf et Total, qui se voient proposer des gisements en Irak en échange de l'appui de la France à l'ONU pour la levée, au moins partielle de l'embargo. Faudra-t-il attendre des sociétés pétrolières qu'elles agissent pour sauver les enfants d'Irak et faire lever le blocus ? Les pétroliers ne sont d'ailleurs pas les seuls sur les rangs. Des industriels de toutes sortes attendent fébrilement la levée du blocus pour s'engouffrer en Irak, des Français, des Allemands, des Américains, des Autrichiens, des Japonais, des Italiens... qui meurent d'envie de soulager les souffrances de la population irakienne. Seuls les Etats-Unis tiennent bon. C'est que l'arrêt de la production pétrolière de l'Irak permet de maintenir un niveau des prix qui convient tout à fait aux intérêts des compagnies pétrolières américaines, et assure une surproduction de pétrole au Koweït et à l'Arabie saoudite, qui sont les principaux clients des Etats-Unis dans la région. C'est aussi bête que cela.

XIII. – SUR LE GAZAGE DES KURDES DE HALABJA

Paru dans
le *Monde Libertaire* n° 874
du 4 au 10 juin 1992

Le régime baasiste d'Irak suffisamment de crimes à on actif pour qu'on ne lui en impute pas dont il n'est probablement pas responsable. Il s'agit du gazage des Kurdes de Halabja. Un article de Patrick E. Tyler paru dans le *Washington Post*, repris par *The International Herald Tribune* du 4 mai 1990, fait état d'un rapport du Département d'Etat américain. On a dit que la gazage était une réplique ordonnée par Bagdad en mars 1988 pour punir les Kurdes d'avoir aidé les Iraniens pendant la guerre Iran-Irak. « L'Iran insista que c'était l'Irak qui était responsable, et tandis que l'Irak affirmait alors que l'Iran aussi avait utilisé des armes chimiques dans la bataille, l'attention internationale s'était concentrée largement sur Bagdad. »

« Le massacre de Halabja devint le symbole le plus horrifiant de la guerre chimique irakienne. Les dirigeants religieux iraniens exploitèrent l'épisode en envoyant par hélicoptère des centaines de journalistes étrangers dans la ville, située à environ 240 km au nord de Bagdad et juste à l'intérieur du territoire irakien, pour photographier les piles de cadavres. »

En fait, le gazage des Kurdes aurait eu lieu lors d'une bataille de trois jours qui aurait débuté le 15 mars 1988, une offensive iranienne pour pénétrer dans le territoire irakien. Les officiels du Département d'Etat ont reconstitué les événements et ont rédigé une « histoire opérationnelle » des étapes finales décisives de la guerre, qui révèle que « les forces iraniennes ont utilisé plus de 50 bombes et obus chimiques durant ce qui fut la dernière offensive de l'Iran » (...) « Durant le second jour de la bataille, selon la reconstitution du Pentagone, un nombre indéterminé de bombes ou obus chimiques iraniens tomba sur Halabja » (...)

« L'étude affirme que les Iraniens peuvent avoir été les premiers à tirer des obus remplis de gaz cyanide sur Halabja lorsque les commandants iraniens pensèrent à tort que les forces irakiennes occupaient la ville. » Un haut responsable du Pentagone, cité par l'auteur de l'article, affirmait d'ailleurs : « Nous savons que l'Irak n'utilise pas de gaz cyanide. Nous avons une excellente connaissance du développement, de la fabrication et de l'utilisation d'agents chimiques par l'Irak, et nous savons quels gaz les uns et les autres n'utilisent pas ("we know who doesn't use what"). » Ainsi, « l'affirmation des Iraniens du 20 mars selon lesquels beaucoup des victimes d'Halabja étaient mortes à cause du cyanide, fut considérée comme une preuve que les Iraniens tentaient de couvrir leur propre emploi du gaz. »

Les gouvernements Occidentaux étaient au courant de tout cela, dit encore l'auteur de l'article. Le fait est que l'information, qui date de plusieurs années, n'a été rendue publique que lorsque cela arrangeait la propagande belliciste. Une manipulation de plus ?

XIV. – INTERVIEW D'ALAIN GRESH

Paru dans
le *Monde Libertaire* n° 825, 826, 827
du 25 avril au 1^{er} mai, 2 au 8 mai, 9 au 15 mai 1991

Le lundi 18 mars 1991 Radio Libertaire a diffusé une interview d'Alain Gresh dans l'émission « La guerre qu'on voit danser... », créée dès le lendemain des opérations militaires en Irak, et que nous proposons aujourd'hui aux lecteurs du Monde Libertaire. Alain Gresh, journaliste au Monde Diplomatique, est l'auteur, avec Dominique Vidal, journaliste à La Croix,

*d'un ouvrage de référence, Golfe, clefs pour une guerre
annoncée, paru aux éditions Le Monde-éditions⁴⁹.*

RB – Il y a eu de nombreux signes avant-coureurs de la crise actuelle dans le Golfe. Les gouvernements des pays occidentaux étaient en possession de tous ces éléments. S'agit-il d'incompétence de leur part ?...

Alain Gresh – On a souvent tendance à penser qu'une fois qu'on a les bons éléments on sait les analyser. Je crois que ce sont deux choses tout à fait différentes. Si nous prenons par exemple la question de savoir pourquoi ni les Européens, ni les Américains, ni les Soviétiques n'ont vraiment vu venir l'invasion et l'annexion du Koweït, ce n'est pas parce qu'on manquait d'éléments. A la limite, Saddam Hussein avait fait des déclarations extrêmement claires un ou deux mois avant la crise, il avait massé des troupes importantes, mais le problème est de savoir comment analyser ces événements. On aurait pu très bien penser que c'était une crise passagère, après tout il y a eu d'autres crises de ce type qui n'ont pas abouti à des événements aussi dramatiques que ceux du 2 août. En fait, je crois que la raison pour laquelle personne n'a vu venir les choses c'est que, il faut le rappeler, à la veille du 2 août, l'Irak est l'allié des Etats-Unis, de l'URSS, de la Communauté européenne et en particulier de la France, et donc on le considère plutôt comme un gouvernement ami, auquel on a beaucoup de mal à attribuer des actes contraires aux intérêts occidentaux. Donc, je crois que c'est ça surtout qui a dominé, c'est-à-dire cette incapacité à percevoir la vraie nature du gouvernement irakien, parce qu'on n'avait pas voulu l'apercevoir avant non plus...

Je le rappelle, tous les gouvernements ont soutenu l'invasion irakienne de l'Iran ; quand il y eu le gazage des Kurdes, personne n'a protesté, parce que l'Irak était considéré comme un allié et que, dans ces conditions, il n'était pas de bon ton de dénoncer telle ou telle atteinte aux libertés ou telle ou telle atteinte aux droits de l'homme. Je crois, en particulier en ce qui concerne l'administration

⁴⁹ En vente à la librairie du *Monde Libertaire*, 145, rue Amelot, 75011 Paris. 125 F, 310 pages, nombreux tableaux, cartes, chronologies.

américaine, que dans la période qui va de juin au 2 août, il y a l'idée que c'est une crise passagère, qu'elle ne doit pas remettre en cause l'alliance qui existe entre les Américains et les Irakiens.

RB – Pensez-vous que le fait que Saddam Hussein soit un dictateur a pu occulter la légitimité de certains griefs qui avaient été formulés, notamment à l'encontre du Koweït ?

Alain Gresh – Bien sûr... Le contentieux frontalier entre l'Irak et le Koweït remonte à très longtemps, il date de l'époque où ont été créés l'Irak et le Koweït. Il y avait eu déjà, avant 1958, des protestations, des demandes de la royauté irakienne, qui était très liée aux Britanniques comme on sait, pour avoir accès au Golfe, en particulier pour revendiquer les deux îles de Bouryane et de Warba qui auraient donné à l'Irak un accès sur le Golfe. C'est là une revendication antérieure qui n'a toujours pas été réglée, et qui a effectivement une certaine légitimité.

La deuxième revendication irakienne est celle d'une plus juste répartition des richesses pétrolières. C'est un problème compliqué. C'est vrai que l'Irak est mal placé pour revendiquer ça, dans la mesure où c'est le seul pays de la région qui dispose d'une vraie richesse pétrolière et d'une population importante. Mais c'est vrai que le discours de Saddam Hussein, même si c'est un discours manipulateur, en faveur d'une répartition des richesses pétrolières, et contre ce qu'il appelait les Crésus du Golfe, est évidemment un discours qui portait, parmi les populations arabes, en particulier au Maghreb et en Egypte où les gens vivent dans la misère et qui voient non seulement comment vivent quelques monarques corrompus, mais qui ressentent le fait que ces pays pétroliers qui dégagent d'énormes revenus les investissent en Occident, et pas dans les pays arabes.

RB – Il semble que les monarchies pétrolières, et en particulier le Koweït, avaient dépassé de 30 à 40 pour cent les quotas de production qui leur étaient alloués, et cela contribuait à maintenir le prix du pétrole à des niveaux relativement bas...

Alain Gresh – Oui, mais il faut rappeler que fin juillet, il y a eu un accord de l'OPEP pour justement relever les prix, à la suite d'une

demande irakienne. Donc c'est vrai qu'il y avait une politique de surproduction du Koweït qui n'était pas la même que pour toutes les monarchies pétrolières ; par exemple, l'Arabie saoudite n'avait pas une politique de surproduction, avant la crise, ils avaient une politique d'équilibre entre les prix et la production. Là, on a des politiques contradictoires. Mais ce qui est sûr, c'est que les capitaux fantastiques investis à l'étranger n'étaient pas investis dans le monde arabe. Même s'il est difficile de dire comment il faut répartir ces richesses – ce n'est pas si facile de supprimer les frontières – il est certain que la manière dont Saddam Hussein a réagi n'est pas acceptable. Mais le problème est bien réel et si on veut un jour arriver à une stabilité au Proche Orient on ne peut pas l'occulter.

Et la troisième question posée par Saddam Hussein, c'est le problème palestinien. Là, encore une fois, c'est un discours en partie manipulateur ; il ne faut pas oublier que Saddam Hussein a financé pendant très longtemps des commandos qui ont assassiné des dirigeants palestiniens et qu'il a eu une attitude hostile pendant très longtemps envers la direction palestinienne, mais c'est vrai qu'en soulevant ce problème, aujourd'hui, il a mis le doigt sur l'hypocrisie de la position occidentale, c'est-à-dire le fait que la rapidité avec laquelle les Occidentaux voulaient faire appliquer les résolutions du Conseil de sécurité sur le Koweït contrastait avec la lenteur, pour ne pas dire l'immobilisme dont ils ont fait preuve pour appliquer les résolutions sur la Palestine. Et donc c'est sûr que cette démagogie de Saddam Hussein s'appuyait sur des choses réelles, telles que la non-résolution du problème palestinien depuis des dizaines d'années.

RB – Les opérations militaires entre l'Irak et les Occidentaux ont démontré l'écrasante supériorité de la technologie occidentale alors que pendant des mois les médias nous ont ressassé que l'Irak était la quatrième armée du monde, qu'elle avait des armements modernes ; ce langage occultait le fait que la logistique ne suivait pas... Les journalistes étaient-ils au courant de ces faiblesses ?...

Alain Gresh – Je ne sais pas si c'est un plan de désinformation... Il y a sûrement une volonté du gouvernement américain de grossir le danger de l'armée irakienne. On avait déjà constaté les faibles performances de cette armée lors de la guerre contre l'Iran ; ce n'est

pas seulement une question de technologie, d'ailleurs, c'est une question de maîtrise des technologies, c'est-à-dire qu'on peut avoir une très bonne technologie et ne pas être capable de la maîtriser. Il ne faut pas oublier que l'armée irakienne était dépendante de la France et de l'URSS pour toutes ses pièces de rechange. Donc, en fait, on se rend compte très vite que c'est une armée qui n'avait pas l'efficacité d'une armée occidentale. Elle n'avait pas non plus – c'est un fait important qui a été beaucoup occulté – la détermination de se battre qu'ont eue d'autres armées du tiers monde. Après tout, on n'a pas forcément besoin de maîtriser la technologie pour être capable de bien se battre, les Vietnamiens ou les Algériens ont montré en d'autres occasions qu'ils pouvaient vaincre des armées beaucoup plus puissantes, mais je crois qu'il n'y avait pas de volonté de se battre chez la plupart des Irakiens, qui n'ont pas compris l'aventure du Koweït, surtout qu'elle prolongeait huit ans de guerre meurtrière et sans beaucoup de résultat.

Donc, il y a eu une volonté délibérée de l'administration américaine de gonfler le danger irakien, parce que ça a permis de justifier le fait qu'il fallait détruire la machine économique et militaire irakienne, ce qui était quand même l'objectif essentiel des Etats-Unis. Si on avait dit : « finalement, ce n'est pas une armée très importante », toute l'argumentation sur le fait qu'il fallait aller jusqu'au bout et qu'il fallait refuser tout compromis signifiait que l'Irak allait garder son armée. On n'aurait pas pu justifier le refus de tout compromis. Alors je crois qu'il y a beaucoup d'incompétence réelle dans la manière dont les médias ont rendu compte des événements. Il ne faut pas croire que les gens mentent délibérément, il ne faut pas croire ça, mais il y a une manière... C'est un peu tôt pour le faire, mais il faudrait étudier, par exemple, la manière dont l'armée irakienne est devenue brusquement la quatrième armée du monde – mais là vous savez, on entre dans un problème qui dépasse le cadre de la manipulation, qui est le problème du sérieux de l'information.

Les médias sont pris souvent dans une sorte de surenchère sur le scoop pour donner les nouvelles grossies au scoop parce que cela permet soi-disant de maintenir l'attention du public. Alors, on a parlé du chimique, de la quatrième armée du monde, on a démonisé

Saddam Hussein, il y a une sorte de compétition au scoop et à la nouvelle la plus fabuleuse pour capter l'attention du public, mais qui, évidemment, rentre dans le cadre d'une campagne qui réussit finalement à désinformer au sens propre les citoyens et à les rendre incapables de comprendre ce qui se passe autour d'eux, et donc d'avoir une opinion en fonction d'éléments objectifs.

RB – Le problème qui m'a beaucoup intéressé pendant ces événements est un problème de déontologie. Des journalistes, mais surtout des présentateurs de télévision, faisaient preuve d'une sorte d'hystérie, de surenchère – c'était très intéressant et inquiétant, en même temps...

Alain Gresh – C'est sûr, c'est très frappant, c'est très inquiétant, et en même temps ce n'est pas très nouveau. C'est nouveau parce que c'est la première situation de guerre que notre génération vit de cette manière, mais si vous relisez la presse de 1914 – à part que maintenant ça se fait avec des moyens fantastiques – il faut retrouver ce qu'on racontait des Allemands. Ça ressemble par certains aspects à cette campagne. Il est dommage que certains journalistes se soient laissés enrôler dans cette campagne au nom de l'unité nationale, de la guerre, etc., alors que je crois que le rôle des journalistes c'est – bien sûr, chacun a ses positions, c'est normal qu'ils ne les cachent pas – mais surtout à l'heure de l'information immédiate, où on a les choses en temps réel, je crois que le rôle des journalistes est de permettre au public et au téléspectateur de prendre du recul, c'est de ne pas être pris dans cette machine infernale des événements au jour le jour, seconde à la seconde, mais d'essayer de donner l'arrière-plan, les analyses de manière à ce que le public puisse se faire une opinion.

RB – En fait, quand on lit la presse américaine on a l'impression que le niveau du débat et des analyses y est d'un niveau nettement supérieur...

Alain Gresh – En tous les cas ça a été vrai jusqu'au 15 janvier. Tant que la décision de la guerre n'a pas été prise, il y a eu un débat très important à la fois dans l'administration, parmi les hommes politiques – beaucoup plus riche d'une certaine manière qu'en France. Il faut quand même rappeler que le Congrès américain n'a

voté la guerre qu'à 60 p. 100, en France elle l'a été à 80 p. 100 ; ceci étant, dès le début de la guerre toutes ces critiques ou à peu près, ont cessé, et il y a eu une espèce de nationalisme qui aujourd'hui est peut-être plus accentué aux Etats-Unis qu'en France, parce qu'ils étaient naturellement à la tête de la coalition.

RB – On s'aperçoit qu'un certain nombre de personnalités, pas négligeables, considèrent que le blocus pouvait et devait continuer, et qu'il était efficace.

Alain Gresh – Tout à fait. Sans doute l'histoire montrera – les documents qui sortiront au fur et à mesure, les analyses qui seront faites, et un certain nombre de rapports de la C.I.A. le disaient – que le blocus était beaucoup plus efficace qu'on ne l'a dit. Ce qui reste un mystère, c'est comment cette politique du blocus, qui était celle du gouvernement français dans la première période de la crise, est passée à la trappe. On peut argumenter que le blocus n'est pas efficace mais à condition qu'il y ait un vrai débat ; or, il n'y a jamais eu de vrai débat. On nous a dit pendant des mois : la France n'a qu'une politique, c'est celle du blocus, et puis on est passé à l'intervention militaire sans qu'il y ait eu un débat sur l'évaluation de ce blocus, de son efficacité pour la libération du Koweït, etc.

RB – Comment expliquez-vous la soumission du gouvernement français ...

Alain Gresh – Sincèrement j'ai un peu de mal...

RB – Le désir d'être présent à la table des négociation ?
Mitterrand a dit : « La France doit maintenir son rang »...

Alain Gresh – Voilà. Ceci étant, on peut, au nom des mêmes arguments, défendre la politique exactement contraire, c'est-à-dire : ce qui fait le rang de la France, c'est son audience, en particulier dans le tiers-monde, dans les pays francophones, dans le Maghreb, etc. Tous ces pays qui étaient complètement contre cette politique.

RB – On a beaucoup dit que la France allait perdre le crédit qu'elle avait acquis auprès des populations arabes. Ce crédit ne relève t-il pas d'un mythe ?

Alain Gresh – Vous savez, les mythes peuvent être très réels. Pour qui a voyagé au Proche Orient le crédit de la France auprès des populations était très considérable. On peut dire que cela ne se fondait sur rien de réel, on peut discuter, mais ce crédit était réel, et c'est sûr que la déception parmi les peuples de ces régions était d'autant plus importante.

RB – Ils ont la sensation d'avoir été trahis ?

Alain Gresh – Tout à fait. Mais il faudrait faire les comptes dans plusieurs mois, ça dépendra de beaucoup d'éléments – en particulier de ce qui va se passer maintenant –, des négociations, etc. Mais je crois quand même que le crédit en a pris un coup. Et pour reprendre l'argument d'être présent à la table des négociations, comme le faisait remarquer un ami palestinien, jusqu'à présent nous voulions une conférence internationale parce que nous espérions avoir les Européens et les Soviétiques à nos côtés contre les Américains et Israël, mais si les Européens et les Soviétiques sont alignés sur les Américains, autant entrer dans des négociations bilatérales. Donc, en fait, je ne suis pas sûr que la France sera plus près de la table des négociations. D'ailleurs les négociations ont lieu en ce moment, ce sont les Américains tout seuls qui les mènent...

RB – Les puissances occidentales ont fondé leur argumentation sur le respect du droit international. Quand on voit les pays qui composent la coalition, on s'aperçoit qu'il y a la Syrie...

Alain Gresh – En fait, il y a deux possibilités à partir de cette revendication du droit international. C'est sûr que le droit international a été violé au Koweït, et c'est sûr que cela demandait une riposte – en tout cas, c'est mon opinion – de la communauté internationale. Le problème encore une fois est le niveau de la riposte. Par exemple, si on accepte l'idée d'une intervention militaire – je ne l'accepte pas, mais même si on l'accepte –, était-il nécessaire de détruire l'Irak comme on l'a fait pour obtenir la victoire militaire, est-ce qu'il était nécessaire de casser toutes les industries, les cimenteries ? Il n'y a plus d'eau, plus d'électricité, il n'y a plus rien dans ce pays... Je ne suis pas sûr. Donc il fallait appliquer le droit

international au Koweït, mais encore une fois, dans quelles conditions ?

On dit aujourd'hui que la guerre froide est terminée, que nous sommes entrés dans une nouvelle ère d'application du droit international. C'est-à-dire, en gros : avant, on ne pouvait pas l'appliquer parce qu'il y avait le face-à-face soviéto-américain, maintenant on peut l'appliquer. Mais même si on accepte l'argument qu'il faut commencer avec le Koweït, à ce moment-là, il faudra le voir appliqué en particulier par la Turquie à Chypre, par Israël en Palestine etc. Et le problème va être de savoir, si on veut donner une crédibilité à ce droit international, si vraiment les puissances dites coalisées auront la même détermination en ce qui concerne les autres conflits qu'ils montrée en faveur du Koweït. Et ça, ça reste encore à voir – je suis assez sceptique sur la détermination occidentale ; ceci étant, je crois que c'est important de prendre les gouvernements au mot, c'est-à-dire d'exiger aujourd'hui que soit appliqué le droit international par tous, parce que c'est de l'intérêt des peuples de la région, c'est de notre intérêt qu'on règle le problème palestinien, libanais, chypriote, etc.

L'argument selon lequel le droit est violé en beaucoup d'endroits n'est pas suffisant pour le violer encore une fois. Ce qu'on peut dire de la question du Koweït, c'est que c'est une question pour laquelle les intérêts des Etats-Unis et le droit international coïncident – je dirais tant mieux, mais il faut voir dans quelles conditions ils se sont battus pour l'appliquer, et il faut l'appliquer ailleurs, à la question palestinienne, à la question chypriote, libanaise, Timor, etc...

RB – Parmi les objectifs de la guerre, il y avait en premier lieu la libération du Koweït, le second point était la dissuasion de tout imitateur. Mais s'il apparaissait un cas de violation du droit international qui ne remettait pas en cause les intérêts nationaux des puissances occidentales, pensez-vous que celles-ci interviendraient de nouveau, peut-on envisager tous les deux ou trois ans une intervention militaire ?

Alain Gresh – Non bien sûr, c'est difficilement envisageable. Ce qui aurait été envisageable, c'est qu'il se dégage à travers cette crise un vrai mécanisme collectif de règlement, à travers les Nations

Unies. Or, ce n'est pas ce qui s'est dégagé, ce qui s'est dégagé c'est une utilisation par les Etats-Unis des Nations Unies, ce qui est tout à fait différent. Donc, supposons qu'il y ait un autre pays, par exemple le Pakistan, qui viole le droit international, on voit mal, pour beaucoup de raisons, une intervention massive des Américains pour l'en empêcher. Pour beaucoup de raisons – parce que le Pakistan reste quand même un allié américain, parce que c'est un pays beaucoup plus puissant que l'Irak – il faut quand même rappeler que pour réduire l'Irak il a fallu mobiliser quasiment 80 p. 100 de ce qui est exportable comme forces américaines. Donc on voit mal cela recommencer. Mais il faut aussi rappeler que cette intervention a été payée en entier par les saoudiens, les Koweïtiens, et un peu les Allemands et les Japonais. Rien ne dit qu'une autre crise sera payée par ces pays, on est à peu près sûr du contraire.

Donc, ça plaide aussi en faveur de cette réalité, qui est d'essayer d'établir des mécanismes internationaux – qui sont loin d'être parfaits, les Nations Unies ne sont pas ce qu'il y a de plus parfait, mais enfin -, ce qui permet de régler les conflits et surtout d'éviter la guerre. Je crois que cela aurait été possible dans cette crise, et il faut que ce soit possible dans les crises à venir.

RB – Venons-en plus précisément, après ces questions d'ordre général, à la question du Moyen Orient. On a beaucoup parlé des responsabilités des anciens colonisateurs dans la situation de crise qui y règne. La responsabilité de cette crise peut-elle être entièrement mise sur le compte des colonisateurs ou y a-t-il, au sein du monde arabe des facteurs d'antagonisme qui peuvent expliquer au moins en partie cette situation ?

Alain Gresh – Je crois qu'on ne peut pas tout mettre sur le dos du découpage colonial. C'est sûr que le découpage colonial est un des éléments de crise. Ce découpage s'est fait au profit exclusif des Français et des Britanniques pendant et au lendemain de la Première Guerre mondiale. Ceci étant, il ne faut pas avoir l'illusion qu'il y aurait eu un découpage miracle du Proche Orient. Il ne faut pas croire qu'il y avait à l'époque une telle aspiration à l'unité arabe qu'on aurait pu créer un seul pays arabe. C'est vrai que les grandes puissances colonialistes avaient intérêt à diviser, mais c'est vrai que

les divisions étaient déjà à l'intérieur même du monde arabe en fonction de l'histoire, des intérêts des différents groupes sociaux etc. Donc je crois, si un élément explique beaucoup de choses – par exemple l'Irak n'a pas de débouché sur le Golfe, c'est un handicap qui aurait pu être réglé facilement -, mais en même temps il y a l'évolution propre du monde arabe avec ses propres contradictions internes. On l'a bien vu d'abord dans les divisions entre les pays arabes – il y a des pays qui ont été à côté de la coalition, il y a même des pays comme l'Egypte dont la population était plutôt du côté des coalisés, et puis il y a d'autres pays qui étaient contre. Globalement quand même, ce monde arabe, il faut le rappeler, est un monde qui est en crise très profonde, un monde qui vit sous des dictatures depuis la guerre de 1967, avant, aussi, mais depuis 1967 c'est extrêmement net, c'est un monde dans lequel il n'y a eu aucun changement politique d'envergure et qui connaît surtout depuis les années 80 une crise économique et sociale très profonde, et je crois que c'est un des éléments qui explique à la fois les tensions, qui explique que Saddam Hussein ait trouvé un appui auprès des populations arabes, et qui explique aussi les antagonismes entre les différents Etats. Il est évident qu'une future stabilité de la région passe non seulement par le règlement du problème des frontières, les Palestiniens, etc., mais aussi par des avancées de ces pays vers plus de démocratie, plus de justice sociale, plus de liberté.

RB – Ne Pensez-vous pas que l'existence de l'Etat d'Israël, l'opposition des pays arabes à l'Etat d'Israël, constitue un abcès de fixation qui permet à certains régimes arabes d'évacuer d'une part le problème de la démocratie, d'autre part la mise en oeuvre d'un programme véritable de développement ?

Alain Gresh – Tout à fait, ça a été un fantastique moyen de détourner les ressources, puisque le Proche Orient est la région du monde qui achète le plus d'armements, au nom de la lutte contre Israël, même si cette lutte n'a pas vraiment lieu ; ensuite, c'est un fantastique moyen pour tous les gouvernements d'éviter toute avancée vers la démocratie, puisqu'ils prétextaient justement de l'état de guerre. Je crois que c'est pour ça qu'un règlement du conflit israélo-palestinien, israélo-arabe, n'est pas seulement important pour

le peuple palestinien, pour lui donner un Etat et une forme d'expression à ses revendications nationales, mais aussi pour permettre un développement de la démocratie dans la région. C'est sûr que c'est aujourd'hui cette guerre, qui dure depuis plus de quarante ans, qui est un fantastique obstacle au développement de la région. Et en fait, résoudre le conflit israélo-palestinien c'est permettre une avancée importante sur le chemin de la démocratie et de la justice sociale.

RB – Ne pourrait-on pas dire, inversement, qu'Israël, et le Likoud en particulier, cherchent à diaboliser l'OLP pour éviter toute perspective de négociation ?...

Alain Gresh – Encore une fois je dirais que tous les gouvernements de la région profitent de la guerre... Les gouvernements arabes pour empêcher la démocratie, et le gouvernement israélien, en particulier le gouvernement de M. Shamir, parce que c'est un fantastique moyen pour lui de justifier qu'il garde la Cisjordanie et la bande de Gaza, d'accélérer les implantations de colonies dans les territoires occupés, éventuellement demain de s'étendre vers la Jordanie. Donc, il y a effectivement une utilisation consciente par le gouvernement israélien du conflit avec les Arabes pour souder la population. Il faut quand même rappeler que, pour la plupart, les Juifs qui sont allés en Palestine d'abord, et qui aujourd'hui vont en Israël, y vont moins par conviction sioniste que pour trouver un havre de sécurité.

En fait, ce sont les éléments d'insécurité dans différents pays d'Europe centrale d'abord, et ensuite dans les pays arabes, puis ensuite en Union soviétique aujourd'hui, qui ont créé ces vagues successives d'émigration, plus qu'une conviction très profonde. Or, ils vont dans un pays pour être en sécurité, et ce pays connaît la guerre depuis plus de cinquante ans. Donc il y a là un élément qui explique peut-être le caractère un peu schizophrène de la population israélienne, c'est-à-dire à la fois un vrai désir de paix – je parle de la population, pas du gouvernement – parce qu'ils n'en peuvent plus, parce que leurs parents ont fait la guerre, eux ont fait la guerre, leurs enfants sont en train de faire la police dans les territoires occupés ; il y a vraiment un sentiment que ça ne peut plus durer, et en même

temps quelque part la conviction que la paix est impossible – ce sur quoi joue le gouvernement – et que donc il faut être toujours les plus forts, il faut s'armer encore plus, etc. Si on n'arrive pas à résoudre cette contradiction, je crois qu'on va vers des catastrophes, non seulement dans la région, mais aussi pour les Israéliens.

RB – L'OLP était soutenue jusqu'à une date récente par les monarchies pétrolières, lesquelles soutenaient également les fondamentalistes islamiques : il y a là un paradoxe, dans la mesure où l'OLP se réclame de la laïcité. Ces monarchies pétrolières tiennent-elles vraiment à ce que se crée un Etat palestinien laïc ?

Alain Gresh – C'est vrai que depuis la création du Fath, c'est-à-dire de la principale organisation de l'OLP, celle de Yasser Arafat, le Fath a reçu une aide considérable de l'Arabie saoudite et des autres monarchies pétrolières. C'est vrai qu'elles pouvaient ne pas être très contentes de tel ou tel aspect de sa politique, mais ça restait une obligation, parce qu'il fallait aider la cause palestinienne, mais c'était aussi le résultat d'un réseau de relations assez important entre la direction palestinienne et les monarchies du Golfe. Est-ce qu'ils auraient été heureux de voir un Etat palestinien laïc et pluripartite, sans doute pas, mais en tout cas avant la crise du Koweït, ce mécontentement ne pouvait pas se traduire concrètement par une opposition à l'OLP. Il pouvait se traduire, par contre, pour un pays comme le Koweït, par une aide à d'autres mouvements palestiniens, les mouvements fondamentalistes de Hamas, dans les territoires occupés, c'est-à-dire l'aile militante des Frères musulmans.

RB – On a dit qu'il y avait eu un accord tacite entre les mouvements palestiniens et les monarchies pétrolières, ces dernières finançant les Palestiniens et les Palestiniens ne remettant pas en cause le statut de superprivilegié des pétromonarchies...

Alain Gresh – Il y a eu un débat interne chez les Palestiniens après la guerre de 1967, qui se résumait en fait dans l'alternative suivante : certains pensaient, comme Georges Habache, que la révolution palestinienne passait par les capitales arabes, c'est-à-dire qu'il fallait d'abord renverser les gouvernements pour créer les conditions de la libération de la Palestine ; d'autres, comme le Fath,

pensaient qu'il fallait en fait s'accommoder des réalités arabes, que les Palestiniens ne pourraient pas la changer, qu'il fallait obtenir un maximum d'aide de ces Etats arabes. C'est cette seconde option qui a finalement prévalu, il faut dire que c'était la seule réaliste du point de vue des Palestiniens, qui ne sont que quatre millions, qui ne sont pas implantés massivement partout, dont on voit mal comment ils pourraient être les ferments révolutionnaires du monde arabe. Ça me semble une chose assez utopique. Cela a amené les Palestiniens, du fait de leur situation, à beaucoup de compromis. Il faut quand même noter qu'ils n'ont pas beaucoup de choix : le fait qu'une partie importante des Palestiniens vit à l'extérieur dans des conditions précaires, le fait que leurs bureaux soient dans les pays arabes, les rend très dépendants, attentifs à toutes les pressions qu'ils peuvent subir, et Dieu sait si les gouvernements arabes, les uns après les autres, ont essayé de faire pression sur l'OLP.

RB – Précisément, l'OLP a été expulsée de Beyrouth en 1983, je crois, elle s'est installée en 1985 à Tunis où ils ont été bombardés par les Israéliens, ensuite ils ont été accueillis par l'Irak qui a mis à leur disposition des locaux, des casernes, une station de radio, un hélicoptère... Cela ne mettait-il pas l'OLP sous la dépendance de l'Irak, ce qui expliquerait les positions pro-Saddam prises par Arafat ?

Alain Gresh – Il y a deux éléments d'explication de cette position. Il y a le fait que la base palestinienne était favorable à M. Saddam Hussein, elle était favorable surtout parce qu'elle avait l'impression qu'il allait aider à résoudre la question palestinienne. C'était une illusion, mais c'était comme ça. La seconde raison, comme vous dites, est que l'OLP est très dépendante des Etats qui l'accueillent. Avant, elle disposait d'une certaine autonomie, d'abord en Jordanie entre 67 et 71, et ensuite au Liban de 71 à 82-83 ; mais à partir de cette période, elle a été véritablement aux mains des gouvernements qui l'accueillaient. Ça a créé de grandes difficultés, et surtout vis-à-vis de l'Irak, le seul pays qui accordait toutes facilités aux Palestiniens. Et même s'ils n'avaient pas voulu faire pression sur l'OLP – je crois qu'ils ont fait pression – même s'ils n'avaient pas voulu faire pression sur l'OLP, ça crée forcément une situation de

dépendance. On n'attaque pas les gens qui vous accueillent et qui vous offrent l'asile.

RB – Ce qui n'empêchait pas un groupe comme Abou Nidal, implanté en Irak, d'assassiner les cadres modérés de l'OLP...

Alain Gresh – Bien sûr, mais là on retombe malheureusement sur la manière dont les gouvernements arabes successifs ont toujours manipulé la question palestinienne – ils essayaient à la fois d'avoir les bonnes grâces de l'OLP, et ils n'hésitaient pas à faire assassiner éventuellement des cadres palestiniens, à accueillir des groupes terroristes ; il y avait là une politique extrêmement ambiguë et dont la question palestinienne souffre depuis 1948. S'il y avait eu une position claire des Etats arabes sur la question palestinienne depuis le début, sans doute on aurait déjà résolu cette question. Mais comme il y a une politique qui a toujours été ambiguë, comme ils se méfient des Palestiniens, je crois que ça créé beaucoup de difficultés pour la victoire de ces mêmes Palestiniens.

RB – Une dernière question sur l'Irak, qui est un pays dans lequel se trouvent environ 20 p. 100 de sunnites arabes, 60 p. 100 de chiïtes, 20 p. 100 de Kurdes qui sont sunnites, mais pas arabes, sans parler des autres minorités, comment cette minorité de 20 p. 100 a-t-elle pu réussir à prendre le contrôle du pays ?

Alain Gresh – C'est plus compliqué que ça... Le fait que, à travers les périodes successives de l'histoire de l'armée irakienne, et des luttes internes dans le parti Baas, petit à petit le cœur du pouvoir a été annexé par Saddam Hussein et sa clique, les gens de sa ville de Takrit, pour la plupart des musulmans sunnites, n'est pas exactement équivalent avec l'idée qu'il y a 20 p. 100 de la population qui règne sur les autres. Parce que dans les mouvements qui se développent aujourd'hui, on a un peu trop tendance à les présenter comme des mouvements de chiïtes contre les sunnites, des Kurdes contre le pouvoir central, c'est plus compliqué. Il ne faut pas oublier que la population chiïte pour une grande part je crois, se situe dans le cadre irakien normal, ils se considèrent comme des citoyens irakiens, ce qu'ils demandent souvent, c'est la démocratie en Irak, ce que

demandent les Kurdes ce n'est pas l'indépendance, aujourd'hui en tout cas, c'est l'autonomie dans le cadre d'un Irak démocratique.

Donc, je crois qu'il faut éviter de présenter ces luttes comme des luttes religieuses ou nationales – elles ont bien sûr aussi une dimension nationale avec les Kurdes, religieuse avec les chiites, mais elles ont une dimension purement politique. Je crois en fait que ce qui fait que la rébellion a commencé dans le sud, c'est simplement le fait que le pouvoir s'est écroulé au sud, par l'ampleur des bouleversements américains, ce n'est pas le fait que les chiites soient plus opposés que le reste de la population à Saddam Hussein. Je suis convaincu depuis longtemps que c'est un régime qui est très impopulaire, qui ne tient que par un fantastique appareil de répression et que si demain des gens des villes sunnites ont l'occasion de manifester, ils le feront.

Simplement il y a deux aspects, d'abord Saddam Hussein peut essayer de manipuler la peur des musulmans sunnites et des chrétiens qui sont quand même une fraction importante de la population, contre le danger chiite, et que d'un autre côté aujourd'hui c'est vrai que les Iraniens essayent de propulser des groupes qui se réclament de la révolution islamique et donc qui ont tendance d'une certaine manière à renforcer un certain nombre de gens autour de Saddam Hussein parce qu'ils ont peur de ce qui pourrait se passer, mais je crois que la lutte qui se développe aujourd'hui en Irak, c'est avant tout une lutte entre dictature et démocratie, et pas une lutte entre sunnites et chiites, ou entre sunnites et Kurdes.

RB – Une toute dernière question : existe-t-il en Irak un sentiment national réel qui dépasse à la fois les différences ethniques et les différences religieuses ?

Alain Gresh – C'est difficile parce que c'est un pays qui a vécu très fermé pendant vingt ans, il y a eu beaucoup de massacres, mais ce qui frappe jusqu'à maintenant, c'est que finalement ces Etats très artificiels qui ont été créés, comme l'Irak avec une population chiite au sud, Kurde au nord, sunnite au centre, finalement ces Etats ont quand même réussi petit à petit à créer un sentiment d'une certaine appartenance nationale et ils sont artificiels, c'est sûr, mais même en Europe beaucoup de frontières telles qu'elles sont, sont des frontières

artificielles. Je crois que dans un cadre démocratique on pourra assister à une intégration nationale plus importante. La difficulté avec l'Irak – et là on rejoint la première question – la manière dont les Etats-Unis ont détruit ce pays rend cette intégration plus difficile. Parce que quel que soit le pouvoir qui arrive maintenant à Bagdad, même s'il y a des élections, ce sera forcément un pouvoir faible parce que le pays est tellement détruit, tellement ruiné que, évidemment, il y a des risques d'effritement de l'autorité.

C'est évidemment un problème qui risque de peser sur l'avenir de l'Irak..

* * * * *

Attention Médias !

Monde libertaire n° 874
du 4 juin 1992

Michel Collon a été interviewé dans le cadre de l'émission « Les Chroniques du Nouvel ordre mondial ». Le compte rendu de son livre est paru dans le Monde libertaire n° 874 du 4 juin 1992.

ATTENTION MÉDIAS !.

Les média-mensonges du Golfe –

Manuel antimanipulation

Editions EPO, 278 pages, 165 F

Les éditions EPO de Bruxelles viennent de publier le livre de Michel Collon, annoncé déjà sur Radio Libertaire, *Attention Médias - les médiemensonges du Golfe, Manuel antimanipulation*. L'auteur y examine de façon systématique les informations diffusées par les grands médias français et belges, avant la guerre lorsqu'il fallait conditionner l'opinion publique, et pendant la guerre quand il fallait maintenir l'ambiance guerrière. Collon compare ces « informations » à celles trouvées à d'autres sources: dépêches d'agences, médias internationaux, témoignages, et il les recoupe. Il nous dévoile ainsi la

genèse de la manipulation médiatique à grande échelle dont nous avons été les victimes.

L'intérêt du livre, en effet, est que l'auteur ne s'en tient pas au simple compte rendu des manipulations et à leur réfutation ; il fait référence à des événements passés pour montrer que cet ordre mondial qu'on nous présente comme nouveau n'est que la continuation de pratiques fort anciennes et éprouvées. De l'opération militaire en Egypte (1956) à l'incident de la baie du Tonkin (1964) qui est à l'origine de la guerre du Vietnam, en passant par Timisoara et Panama, des précédents historiques sont évoqués pour montrer les constantes qui peuvent exister dans la « gestion de l'information » au service de l'impérialisme. Collon fournit également des informations intéressantes sur des faits liés à la guerre et qui rendent intelligible le contexte dans lequel elle a été déclenchée. Le chapitre sur les 7 tabous du pétrole est particulièrement révélateur, en particulier lorsqu'on se rend compte que tous les ministres américains du commerce extérieur, depuis 1963, sont étroitement liés aux compagnies pétrolières !

De nombreux extraits de presse émaillent le livre et montrent, en particulier, comment le même fait, survenu dans deux pays différents, peut être traité par la presse: le charnier de Timisoara est digne d'intérêt, mais un charnier à Panama ne l'est pas. La partie la plus intéressante du livre de Collon est sans doute la dernière, intitulée « Le système des médias », où l'auteur développe en fait une théorie de la manipulation médiatique dans l'environnement impérialiste. Il y a, dit-il en particulier, des filtres à travers lesquels les informations passent avant de parvenir au public : beaucoup de faits sont arrêtés, quelques-uns sont retenus et transformés en événements : il s'agit 1) de la concentration croissante des médias en un nombre de mains de plus en plus réduit ; 2) de la publicité, qui détermine complètement le contenu des programmes ; 3) de l'étroite dépendance des médias par rapport au pouvoir ; 4) de l'idéologie dominante qui conditionne les journalistes à s'autocensurer.

L'ouvrage se termine par un chapitre extrêmement instructif, « Comment se défendre face aux manipulation ? » avec 12 « trucs » qui permettent aux usagers de médias de repérer ces manipulations.

Au-delà d'une dénonciation des médiemensonges, l'ouvrage de Michel Collon est à la fois un livre d'histoire contemporaine et une analyse d'une des pièces maîtresses du dispositif impérialiste.

XV. – DÉRIVES DANS LE MOUVEMENT DE SOUTIEN

Paru dans
le Monde libertaire n° 870
Du 4-13 mai 1992

Pendant la guerre du Golfe, ceux qui s'opposaient à l'intervention militaire marchaient côte à côte, sans distinction⁵⁰. Aujourd'hui, même si nous devons continuer à militer pour la levée du blocus, il est peut-être temps de faire un bilan critique. En effet, les mois qui ont suivi la fin de la guerre ont révélé que les motivations de ceux qui s'opposaient à la guerre n'étaient pas uniformes, et il convient de s'interroger sur l'opportunité d'unir nos efforts avec certains d'entre eux.

Ainsi, le bulletin de l'association « Alerte contre le nouvel ordre mondial », dont nous avons régulièrement répercuté les initiatives dans le *Monde Libertaire* et à Radio Libertaire, publiée dans son numéro 4 un article signé Claire Pascal, intitulé « Vive la résistance du peuple irakien ! » qui révèle le clivage qui a pu se creuser entre deux lignes d'interprétation concernant les événements⁵¹, et que je pourrais résumer ainsi :

⁵⁰ Radio libertaire était un lieu de passage de nombreux militants opposés à la guerre. Inévitablement, il s'est constitué une coordination

⁵¹ Il convient de ne pas confondre l'association Alerte, qui intervient à l'occasion sur la question de la levée de l'embargo, et la Coordination pour la levée de l'embargo imposé à l'Irak.

– La guerre a-t-elle été une lutte de libération nationale du peuple irakien contre l'impérialisme occidental, et plus particulièrement contre l'impérialisme américain ?

– A-t-elle été d'abord un conflit interne à l'impérialisme dont le prolongement revêt des formes mystifiantes de combat pour maintenir l'indépendance nationale ?

Si on en juge par l'article de Claire Pascal, la première hypothèse est la bonne. Les Irakiens, dit-elle, « *se battent pour leur indépendance* ». « *Tout un peuple, sous la direction de son gouvernement, a entrepris la reconstruction de son pays* ». Claire Pascal fait justement remarquer que des gouvernements, « *dont celui de la France socialiste et démocratiquement élu* », ont détruit l'Irak. L'implicite de cette remarque est clair : un régime dans lequel le gouvernement est démocratiquement élu peut très bien faire des saloperies – ce qui n'est pas précisément un scoop –, la démocratie n'est pas un critère ; de cette façon on évite d'aborder le fait que le gouvernement irakien lui, n'a pas été élu, on évite de se poser la question : s'il l'avait été, la guerre aurait-elle eu lieu ?

Les Irakiens sont « *en première ligne* » dans la lutte contre le nouvel ordre mondial, ce qui accrédite par conséquent la thèse que Saddam Hussein est devenu le chef de file de la lutte anti-impérialiste, le nouveau Grand Timonier, qui, manifestement, devait tant manquer à l'auteur de l'article.

Claire Pascal oublie-t-elle que le régime irakien était, avant la guerre, et est toujours une dictature militaire de la pire sorte, dénoncée par Amnesty International pour ses exactions contre les opposants, exactions qui incluaient la torture des enfants pour faire avouer les parents ? Oublie-t-elle que l'Occident, et particulièrement les Etats-Unis, ont abondamment fourni des armes à l'Irak parce que Saddam Hussein était leur meilleur allié dans la région⁵², et que

⁵² Entre 1967 et 1970 la France passe du 23^e au 3^e fournisseur de l'Irak. En novembre 1975, signature d'un accord pour la fourniture, par la France, d'un réacteur nucléaire. Pendant la guerre Iran-Irak, Saddam Hussein a reçu 400 milliards de francs d'annements. De 1985 à 1990 les USA vendent à l'Irak pour 1,5 milliard de dollars d'équipements militaires. Six mois avant l'invasion du Koweït, les Etats-Unis soutenaient l'Irak devant la

Bush a largement contribué à sauvegarder *a la fois* l'intégrité territoriale de l'Irak, en permettant à l'aviation de Saddam Hussein de décoller pour bombarder les Kurdes révoltés⁵³, et la pérennité du régime, en restant passif devant la répression des chiites ? D'ailleurs, on peut dire que Claire Pascal tombe en plein dans la mystification de l'idéologie bourgeoise en reprenant l'idée de la menace des chiites du Sud de l'Irak manipulés par l'Iran. Le mouvement chiite irakien lié à l'Iran représente une extrême minorité – mais c'est de celle-là seulement que les médias ont parlé – alors que l'écrasante majorité de la population chiite irakienne, qui représente, soit dit en passant, 60 pour cent de la population totale du pays, se sent tout à fait irakienne ; toutes les tentatives de l'Iran, pendant les huit ans de guerre avec l'Irak, de les rallier à la cause iranienne ont échoué. Le danger de l'intégrisme chiite d'Irak est monté de toutes pièces pour susciter la crainte dans l'opinion occidentale (et archéo-maoïste, apparemment), et pour masquer le véritable danger que représentent à la fois la révolte chiite et la révolte des Kurdes : la possibilité de l'instauration, dans la région, d'une démocratie bourgeoise toute bête, toute simple, mais qui aurait l'inconvénient pour l'impérialisme d'instaurer ne serait-ce qu'un minimum de contrôle sur les ressources pétrolières.

Claire Pascal oublie-t-elle que la nature du régime n'a pas fondamentalement changé depuis que la coalition impérialiste a écrasé la population irakienne sous les bombes en prenant soin de ne

commission des droits de l'homme de l'ONU. En février 1992 un rapport de la chambre des représentants des Etats-Unis révèle qu'au moins 13 sociétés US aidèrent l'Irak dans son programme nucléaire. Etc. De là à déduire que le dictateur irakien n'est qu'un mauvais élève de l'Occident. .. (Cf. *Le massacre était presque parfait*, p. 24, publié par Les Amis de Pierre Kropotkine.)

⁵³ William Safire, du *New York Times*, écrit que Bush « ne voulait pas que le peuple irakien se rebelle ; il voulait seulement que les militaires changent de dictateur (...) Mais en changeant d'attitude au sujet de la protection aérienne des Kurdes, le président est en fait intervenu au côté de Saddam Hussein. Une fois qu'il avait donné l'arme de la terreur par bombardement au boucher impitoyable de Bagdad, M. Bush abandonnait des milliers de combattants kurdes à la mort et leurs familles à la famine. »

pas déstabiliser le gouvernement lorsque cette même population s'est soulevée (30 000 morts) ?

Il semble que ce soit là une distinction sans importance. Il faut aujourd'hui « *soutenir sans réserves l'Irak [le gouvernement, ou le peuple?] comme nous avons soutenu hier le Vietnam et l'Algérie* ».

Une allusion – très indirecte – à la nature du régime irakien apparaît à la fin de l'article. Tout Etat qui se réclame du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, comme c'est, semble-t-il selon Claire Pascal, le cas de l'Etat Irakien, « *est qualifié de dictature, sans autre souci d'analyse* ». Ainsi le massacre de 5 000 Kurdes gazés n'est pas un élément d'analyse, ni l'extermination systématique de toute opposition politique : ce sont sans doute des péripéties.

La vertu suprême, le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (à condition que ce soit l'Etat qui détermine de qui est constitué le peuple, et à condition qu'une minorité nationale représentant 20 pour cent de la population ne revendique pas trop fort⁵⁴) occulte tout droit de critique sur le régime politique sous lequel le « peuple » est censé disposer de lui-même. Claire Pascal s'est-elle demandée dans quelle mesure le peuple irakien (toutes ses composantes confondues) avait le droit de disposer de *lui-même* (avant la guerre et encore aujourd'hui) dans le cadre de son propre Etat ? Apparemment pas : « *Nous devons dénoncer, dit-elle, cette conception fantasmatique des peuples agissant indépendamment du pouvoir politique pour faire fonctionner une économie et une société développées.* »

La remarque est limpide : elle évacue toute possibilité d'émettre des critiques sur la nature du régime politique en place en Irak. Le peuple irakien n'existe que par son Etat. Plus étatique que Claire Pascal, tu meurs.

Il est évident que, dans l'environnement capitaliste dans lequel nous vivons – et qui touche aussi l'Irak, rappelons-le –, l'Etat joue un rôle déterminant dans les orientations économiques. Mais il est permis de porter un œil critique, précisément sur l'Etat irakien. Car

⁵⁴ Allusion aux Kurdes. (Note de 2009.)

c'était jadis un pays autosuffisant sur le plan alimentaire, et ce sont bien les orientations prises par l'Etat qui l'ont conduit à liquider une grande partie de l'agriculture traditionnelle en faveur d'une agriculture industrialisée, moderne certes, mais qui rendait le pays dépendant de l'étranger pour 75 % de son alimentation. Ce n'est pas une conception « fantasmatique » qui nous conduit à ces observations : c'est bien l'Etat qui, en prenant pour modèle de développement celui des puissances occidentales, a mis à mal la société civile en rendant la population dépendante du circuit monétaire international : en échange de l'argent du pétrole, on achète le blé et le riz que le pays exportait auparavant en grandes quantités – et qui manquent tant aujourd'hui.

Ce n'est pas la *population* irakienne qui a décidé la guerre effroyablement meurtrière de huit ans contre l'Iran. Enfin, ce n'est pas la *population* irakienne qui a décidé, à peine terminée cette guerre, l'invasion du Koweït.

On peut bien, aujourd'hui, comprendre que la population irakienne fasse bloc – mais est-ce *vraiment* le cas ? – derrière le dictateur parce qu'elle se sent agressée et parce qu'elle est meurtrie par le blocus. Ce blocus ne produit pas l'effet qu'on nous avait avancé : inciter la population à renverser Saddam Hussein. Mais affirmer que le peuple irakien est engagé dans une lutte anti-impérialiste relève de la mystification. Le peuple irakien essaie tout simplement de survivre, il n'est pas, comme le dit Claire Pascal, « *en première ligne* » dans la lutte contre les dirigeants du nouvel ordre mondial. Il est en première ligne parmi les victimes les plus meurtries de l'impérialisme, il est *a la fois* la victime des gouvernements occidentaux et celle de ses propres dirigeants.

Claire Pascal semble faire partie de ces gens plus royalistes que le roi et qui défendent – de loin – les grandes causes avec plus de pugnacité que la plupart de ceux qui y sont directement intéressés. Son anti-impérialisme de pacotille considère comme progressiste *par principe* la moindre manifestation d'opposition à l'impérialisme, sans se soucier ni du contexte ni des objectifs poursuivis. Son attitude est exactement la même que celle des puissances impérialistes qui considéraient comme positif l'existence des pires dictatures dans le tiers monde pourvu qu'elles fussent anti-

communistes : elle considère qu'une dictature militaire comme le régime de Saddam Hussein est un fait positif pour la *seule raison* que ce régime s'oppose maintenant, après en avoir été l'allié et le gendarme, aux Etats-Unis.

Combien de militants « anti-impérialistes » ont soutenu la lutte du peuple vietnamien sans s'interroger sur le régime qui allait s'imposer avec la plus extrême violence à ce peuple ? Combien de militants « anti-impérialistes » ont soutenu la lutte du peuple algérien sans la moindre critique sur le pouvoir que le FLN allait mettre en place ? Combien de militants « anti-impérialistes » ont soutenu les Khmers rouges sans se poser la moindre question sur le régime de Pol Pot ? Combien ont même soutenu Khomeyni, au début ?

Cette ardente championne de la cause palestinienne qu'est Claire Pascal devrait se souvenir que Saddam Hussein se fiche comme d'une guigne de la cause palestinienne, elle devrait se rappeler également les assassinats de leaders palestiniens commandités par lui.

L'essentiel pour Claire Pascal, ce ne sont pas les populations, c'est l'idée abstraite, désincarnée, d'indépendance nationale, dont l'Etat est la représentation. Les peuples, eux, n'ont qu'à bien se tenir.

L'article de Claire Pascal est un ramassis de lieux communs, une anthologie de langue de bois archéo-maoïste, qui ne fournit aucune information mais seulement des slogans, et des slogans dangereux par surcroît. En mettant dans le même sac le soutien à une population qui est *simultanément* victime d'une agression impérialiste et d'une dictature militaire, et le soutien à peine voilé au gouvernement de Saddam Hussein, elle et tous ceux qui pensent et agissent comme elle desservent radicalement la cause que l'écrasante majorité des adhérents d'Alerte – du moins je l'espère – veulent défendre. Elle prend littéralement en otage la population irakienne pour l'allonger sur le lit de Procuste de ses catégories politiques. Elle utilise le soutien à la population irakienne pour faire une propagande politique qui n'a pas sa place dans une association dont les fondements ne sont pas idéologiques mais pratiques. Elle utilise le prétexte de la levée du blocus pour défendre une boutique

dont manifestement elle envisage la réouverture prochaine, et dont on pensait qu'elle avait définitivement fermé.

Les initiatives d'Alerte relatives à l'Irak sont accompagnées de la présence systématique de maoïstes belges... Nous pensons qu'Alerte est en réalité une base à partir de laquelle certains militants tentent de reconstituer un parti marxiste-léniniste, ce qui en soi n'est pas condamnable, évidemment. Ce qui *est* condamnable, c'est que les adhérents d'Alerte ne soient pas au courant...

Un tract d'Alerte, reprenant le texte de l'article de Claire Pascal et distribué lors du rassemblement du 11 avril organisé par la Coordination pour la levée de l'embargo, semait la confusion entre les deux associations. Voilà des méthodes bien connues. Les adhérents d'Alerte qui n'ont pas été consultés sur la rédaction de ce tract seront au moins fixés ...

Le discours de Claire Pascal retourne contre la cause que nous défendons des sympathies qui, autrement, nous seraient acquises. Elle somme littéralement des gens qui voudraient soutenir la population irakienne à prendre position pour le régime. Elle conditionne littéralement le soutien à la population irakienne à l'absence de critique contre le régime politique de l'Irak. Elle réintroduit dans une association (dans laquelle il y a forcément des Irakiens) destinée à soutenir une population martyrisée les clivages meurtriers qui existaient entre partisans et adversaires du dictateur.

Son article, enfin, est une injure aux innombrables victimes *irakiennes* du régime de Saddam Hussein.

Souvent, lors de conversations privées, ou lors de nos émissions sur Radio Libertaire, nous avons entendu cet argument : il ne faut pas, il ne sert à rien d'attaquer Saddam Hussein, parce que le peuple irakien a pris trop de coups, parce que ce que Saddam Hussein a fait est hors de proportion avec ce qu'a fait Bush, parce que quoi qu'on dise, dans le contexte actuel, attaquer Saddam Hussein c'est attaquer tous les Irakiens, etc.

Nous, militants anarchistes, pensons au contraire que le soutien au peuple irakien n'a de sens que si on le soutient *jusqu'au bout*, en condamnant son dictateur ; nous n'assimilerons jamais le soutien à un peuple au soutien à son Etat ; nous pensons que c'est une

mystification que d'assimiler à une lutte de libération nationale la résistance acharnée de l'Etat baasiste à se maintenir au pouvoir. Nous devons réaffirmer que Saddam Hussein se fiche éperdument de la cause palestinienne, que sa prétention à « rassembler les Arabes » n'est que la manifestation d'une volonté étatique d'hégémonie régionale.

Je pense que le soutien au peuple irakien doit être unitaire, et c'est pourquoi j'invite les militants libertaires à agir dans le cadre de l'association qui apparaît comme la seule crédible, la Coordination pour la levée de l'embargo imposé à l'Irak. Mais cette action doit se faire aussi sur la base de la dénonciation des mystifications qui pourraient être véhiculées ici ou là, et que certains pourraient être tentés d'imposer.



NE LAISSEZ PAS MOURIR LES ENFANTS IRAKIENS

Le 24 mai 1993, le Conseil de sécurité de l'ONU a statué
sur le renouvellement du blocus total de l'Irak

«Notre défense inconditionnelle du peuple irakien ne signifie ni aveuglement, ni alignement sur un régime que nous n'entendons pas cautionner. Nous savons, en tout cas, que la condition sine qua non pour que le peuple irakien, dans toutes ses composantes, prenne en main son avenir et fasse progresser les libertés démocratiques, c'est que soit levé l'embargo qui le réduit au chômage, le divise, le paralyse, l'étrangle, le tue...» (Sobhi Toma, CLE, meeting unitaire, 11 avril 1992.)

En septembre 1990 alors que l'Irak était déjà sous l'embargo, un sommet mondial des Nations unies consacré à l'enfance eut lieu à New York. Madame Thatcher déclara notamment que *«les enfants doivent être protégés de la guerre et de la misère»*. George Bush, quant à lui, déclara que les enfants victimes de la guerre devaient être sauvés : *«Nous devons en prendre la responsabilité, dit-il, en tant que communauté internationale d'adultes.»*

159 pays signèrent la charte finale de ce sommet. Mais avant même le déclenchement des opérations militaires alliées, 4 000 enfants irakiens étaient morts des suites de l'embargo, qui est en réalité un blocus.

Selon l'Unicef, en octobre 1991, 68 000 enfants étaient morts des suites du blocus, et 340 000 autres étaient en danger (*Le Monde*, 26 octobre 1991) parce que les revenus des ménages manquent, parce que les vaccins, les médicaments manquent, parce que les césariennes sont effectuées à vif, sans anesthésie.

Toujours selon l'Unicef, le nombre de décès d'enfants de moins de cinq ans atteindra 80 000 à 100 000 en 1993.

Ne parlons pas des malades, des vieillards, des chômeurs, qui n'ont d'autre solution que de tenter de survivre avec une ration alimentaire qui ne correspond qu'à 30 p. cent des besoins.

Combien de parents se sont-ils posé la question : lequel de nos enfants aura-t-il le droit de survivre ?

Sur les 3,3 millions d'enfants du pays, 950 000 sont en sursis, en situation de haut risque. La mortalité infantile a augmenté de... 435 p. cent.

Ramsey Clark, ancien ministre américain de la justice, écrivit au secrétaire général des Nations unies que l'embargo provoque 2 000 décès par semaine, dus au manque de médicaments, de soins médicaux, de nourriture, à la pollution de l'eau parce que l'usine de fabrication de chlore a été détruite et qu'il est interdit d'importer ce produit :

«Toute la population infantile est affectée. Le pourcentage de nouveau-nés pesant moins de 2,5 kg était en 1990 de 4,5 p. cent. En 1992, il était supérieur à 17,6 p. cent, soit presque quatre fois plus. Il continue à progresser et, selon les estimations de médecins occidentaux, l'Irak aura des millions d'enfants déficients [stunted].»

Tous les médecins qui rentrent d'Irak confirment les propos de Ramsey Clark : une génération entière d'enfants deviendront déficients mentaux par manque d'apport protéinique dans leur petite enfance.

Aujourd'hui, madame Thatcher et monsieur Bush, qui avaient fait de si belles déclarations en septembre 1990, sont redevenus de simples citoyens, et monsieur Mitterrand n'est qu'un président en sursis.

Mais les enfants irakiens, la population irakienne tout entière continuent de payer. Combien de personnes, si elles étaient interrogées dans la rue, sauraient que le blocus dure toujours, et que ses conséquences font que les médicaments, le lait maternisé sont inaccessibles ?

Les autorités politiques françaises, l'ONU ont beau dire que l'embargo ne s'applique pas aux médicaments : formellement c'est vrai. Mais les conséquences les plus directes de l'embargo : aucune rentrée d'argent à cause de l'interdiction du commerce, généralisation du chômage à l'ensemble de la société civile, paupérisation tragique de la population font qu'il est impossible d'acheter. Ce cynisme, c'est la population irakienne qui en souffre.

Le seul prétexte invoqué sous l'administration de George Bush pour le maintien du blocus était d'en finir avec le régime de Saddam Hussein. Le 22 septembre 1992, dans les couloirs de l'ONU, Lawrence Eagleburger, successeur par intérim de James Baker, déclarait à quelques délégués arabes que *«les sanctions seraient maintenues tant que Saddam serait au pouvoir»*. Il est vrai que depuis,

l'administration Clinton a dépersonnalisé le problème. Mais les conséquences restent les mêmes.

Faut-il donc affamer un peuple pour le convaincre de changer de dirigeants ? C'est là une singulière conception de ce droit dont se réclament les puissances occidentales.

Est-ce pour convaincre les Irakiens de changer de dirigeants que ce petit pays de 18 millions d'habitants a subi des bombardements qui ont produit des «effets quasi apocalyptiques sur l'infrastructure économique de ce qui était une société assez hautement urbanisée et mécanisée» ? (Rapport de l'ONU du 20 mars 1991.)

Est-ce pour convaincre les Irakiens de changer de dirigeants que les Occidentaux les ont encouragés à se soulever, pour les abandonner dès que la répression a commencé ?

Est-ce pour convaincre les Irakiens de changer de dirigeants que les coalisés ont méthodiquement détruit des usines de transformation agro-alimentaire, les réseaux d'alimentation en eau, des réseaux d'irrigation, toutes les installations électriques, et presque tous les ponts ? Et on pourrait ajouter les écoles, les mosquées, les églises...

La nature du régime a peu changé depuis l'époque où les Occidentaux lui livraient des armes, de la technologie militaire.

Un peuple entier est pris en otage, et meurt à petit feu, une génération entière d'enfants est sacrifiée.

«Poursuivre par l'embargo l'étouffement de tout un peuple apparaîtra un jour comme un crime impardonnable contre l'humanité» disait Claude Chéysson dès juillet 1991.

Tous les 60 jours, ce crime est voté et revoté à mains levées par le conseil de sécurité des Nations unies, tandis que des rédactions indifférentes, des parlementaires trop occupés et des opinions accablées s'en lavent les mains.

Le 24 mai 1993 un nouveau vote a statué sur le renouvellement de l'embargo. L'opinion publique pourra, peut-être, dans vingt ans, dire qu'elle ignorait ce crime. Mais les journalistes, les parlementaires, les hommes politiques ne pourront pas dire : «**JE NE SAVAIS PAS.**»

La Coordination pour la levée de l'embargo appelle toutes les femmes et tous les hommes de bonne volonté à protester contre maintien de ce blocus dont seules les populations souffrent.

DOCUMENTATION

- Endless Torment : The 1991 Uprising In Iraq And Its Aftermath. June 1992. Middle East Watch, a division of Human Rights Watch. 485 Fifth Avenue, New York, NY 10017-6104. Tel (212) 972-8400. Fax (212) 972-0905.

- International Physicians For Prevention Of Nuclear War, rapport sur la situation en Irak du 14 au 22 décembre 1990.

- Clark, Ramsey, to Mr J. Perez de Cuellar, 12 février 1991, rapport sur son séjour en Irak du 2 au 8 février 1991 (11 pages, anglais).

- International Physicians For Prevention Of Nuclear War, Summary Of Report Of Jordanian Physicians To The International Physicians For Prevention Of Nuclear War, 28 février 1991, 9 pages, anglais.

- WHO/UNICEF Special Mission To Iraq. A visit To Iraq, Feb. 16-31 1991, rapport présenté à l'ONU (S/22328, 21 pages, anglais).

- SOS INTERNATIONAL, communiqué de presse, mars 1991 (4 pages, français).

- Ahtisaari, Martti. Rapport sur les besoins humanitaires au Koweït et en Irak au lendemain de la crise, présenté au secrétaire général des Nations unies, 20 mars 1991. Mission en Irak du 10 au 17 mars 1991 (S/22366, 14 pages, français).

- Harvard Study Team, Public Health in Iraq after the Gulf War, 22 mai 1991. Séjour en Irak du 28 avril au 6 mai. Traduction française dans la Commission d'enquête internationale sur les crimes de guerre commis par les Etats-Unis lors de la guerre du Golfe.

- International Physicians For Prevention Of Nuclear War, séjour en Irak du 7 au 12 mai 1991.

- Commission d'enquête «Vérité sur la guerre du Golfe», pré-rapport sur la mission en Irak du 19 au 25 mai 1991 (6 pages) et Rapport succinct sur la question clé : le maintien de l'embargo (Antoine Comte), 3 juin 1991 (3 pages).

- Aga Khan, Sadruddine, Rapport sur les besoins humanitaires en Irak présenté au secrétaire général des Nations unies, 15 juillet 1991. Mission en Irak du 29 juin au 13 juillet 1991 (S/22799, 54 pages, français).

- International Study Team, Santé et bien-être en Irak après la crise du Golfe, octobre 1991. Résumé des rapports de la mission en Irak du 23 août au 5 septembre 1991, 32 pages.

- FAO, rapport mensuel sur la situation alimentaire dans le monde.

- Association Enfants du monde - Droits de l'homme, Irak : un an après, 20 février 1992. Mission en Irak de Monique Brioude de Jyotsna Saksena, du 8 au 16 février 1992, 13 pages.

NUIT ET BROUILLARD

Dans la nuit et le brouillard de la censure, de l'autocensure et de la désinformation, un petit lumignon est apparu. Beaucoup souhaiteraient qu'il s'éteigne. Il s'agit de *CLE Information*, bien sûr. Son avenir dépend de vous seuls. Comment ? C'est simple. Abonnez-vous, abonnez vos amis, envoyez-nous la liste des personnes auxquelles vous souhaitez que le bulletin soit envoyé, organisez la diffusion locale. Et, tous ensemble, nous marquerons des points contre le silence qui tue aussi, comme l'embargo.

Nom : Prénom :

Adresse :

Ci-joint un chèque de 100 F , 200 F ou plus à l'ordre de CLE, à retourner à CLE, 14, rue Nanteuil, 75015 Paris.

